

# AVIS DE CONVOCATION

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE

**JEUDI 7 MAI 2015**

**À 15 H 30**

**CARROUSEL DU LOUVRE**



 **LAFARGE**  
Construire  
des villes meilleures™

# SOMMAIRE

	BIENVENUE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DE LAFARGE	03
<b>1</b>	COMMENT PARTICIPER À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ?	04
<b>2</b>	CHIFFRES CLÉS AU 31 DÉCEMBRE 2014	08
<b>3</b>	PERFORMANCE DU GROUPE EN 2014	10
<b>4</b>	ORDRE DU JOUR	29
<b>5</b>	PRÉSENTATION DES RÉOLUTIONS ET PROJETS	30
<b>6</b>	RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	65
<b>7</b>	COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	80
<b>8</b>	INFORMATIONS PRATIQUES	100
	FORMULAIRE DE DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS	103



# INVITATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

**Madame, Monsieur, Cher(e) Actionnaire,**

J'ai le plaisir de vous convier à l'Assemblée générale de Lafarge, qui se tiendra le jeudi 7 mai 2015, à 15 h 30, au Carrousel du Louvre, 99, rue de Rivoli, 75001 Paris.

Cette rencontre est un moment de dialogue et d'échange privilégié. Elle vise à vous informer sur la vie de votre entreprise mais aussi à répondre à toutes les questions que vous souhaiterez nous poser, quel que soit le nombre d'actions Lafarge en votre possession.

À cette occasion, je serai entouré du Comité Exécutif du Groupe et vous présenterai les résultats de l'exercice 2014 ainsi que notre stratégie et nos perspectives pour l'avenir.

Le Conseil d'administration vous proposera notamment d'approuver la distribution d'un dividende de 1,27 euro par action pour le dividende normal et de 1,39 euro par action pour le dividende majoré.

J'attache une très grande importance à ce moment de dialogue et au vote de nos actionnaires. Il exprime la confiance que vous accordez à notre entreprise. Aussi j'espère très sincèrement vous accueillir lors de notre Assemblée générale.

Dans l'attente de cet échange, je vous remercie de votre confiance et de votre fidélité à Lafarge.

**Bruno Lafont,**  
Président-Directeur général





## POURQUOI CET AVIS DE CONVOCATION ET UN FORMULAIRE DE VOTE ?

Nous vous avons adressé la convocation à l'Assemblée et un formulaire de vote car vous détenez des actions Lafarge. Cette brochure contient notamment les résolutions sur

lesquelles vous êtes, en tant qu'actionnaire, appelé à voter, ainsi que des informations sur ces résolutions afin que vous puissiez décider en connaissance de cause. Le formulaire de

vote vous permet de nous informer de votre présence le jour de l'Assemblée ou de voter par correspondance ou par procuration si vous ne venez pas à l'Assemblée.

## OÙ PUIS-JE TROUVER D'AUTRES INFORMATIONS ?

### Sur notre site Internet

Tous les documents qui doivent être communiqués dans le cadre de cette Assemblée générale sont disponibles directement sur [www.lafarge.com](http://www.lafarge.com) (rubrique Actionnaires & Investisseurs).

Les publications du Groupe, dont le Document de Référence 2014 (Rapport Annuel) contenant les comptes sociaux et consolidés, sont disponibles directement sur [www.lafarge.com](http://www.lafarge.com) (rubrique Actionnaires & Investisseurs).

Vous trouverez également sur notre site les communiqués concernant l'activité et les résultats du Groupe.

### Sur demande

Le Document de Référence 2014 (Rapport Annuel) contenant les comptes sociaux et consolidés, et le cas échéant les autres documents prévus par l'article R.225-83 du Code de commerce, peuvent vous être adressés. Il vous suffit de compléter le formulaire de demande d'envoi de documents à votre disposition en page 103 et de le retourner à :

**BNP Paribas Securities Services - Les Grands Moulins de Pantin – CTS - Service aux Émetteurs/Service Assemblée Lafarge - 9, rue du Débarcadère 93761 Pantin Cedex 09**

### Au numéro vert

Pour toute question concernant cette Assemblée générale, n'hésitez pas à nous contacter au numéro vert **0 800 235 235** (appel gratuit depuis un poste fixe en France).

### Au siège social

Conformément à la législation, vous pouvez consulter au siège social de Lafarge tous les documents qui seront soumis à l'Assemblée générale et que la Société doit tenir à la disposition de ses actionnaires.

- **L'avis préalable à cette Assemblée, prévu par l'article R.225-73 du Code de commerce, a été publié au BALO du 16 mars 2015.**
- **L'Assemblée générale sera retransmise en direct et en différé sur notre site Internet [www.lafarge.com](http://www.lafarge.com).**

## LES RÈGLES DE QUORUM POUR LA TENUE DES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Le quorum des assemblées générales ordinaires est de 20 % sur première convocation (art. L.225-98 du Code de commerce) et le quorum des assemblées

générales extraordinaires est de 25 % sur première convocation et de 20 % sur deuxième convocation (art. L.225-96 du Code de commerce).

**L'Assemblée générale mixte du 7 mai 2015 de Lafarge se tiendra sur première convocation, ce qui nécessitera un quorum de 25 % des droits de vote présents ou représentés.**

# BIENVENUE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DE LAFARGE

L'Assemblée générale mixte se tiendra sur première convocation **le jeudi 7 mai 2015** à 15 h 30 au Carrousel du Louvre, 99, rue de Rivoli, 75001 Paris.

## PARTICIPER À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EST UN DROIT POUR TOUS LES ACTIONNAIRES DE LAFARGE

Vous pouvez assister personnellement à l'Assemblée générale ou bien voter par correspondance ou par procuration. Les deux conditions requises sont la détention

d'actions Lafarge (quel que soit le nombre en votre possession) et la justification de votre qualité d'actionnaire **au plus tard le mardi 5 mai 2015 à 00 h 00** (heure de Paris),

les documents justificatifs pouvant nous parvenir jusqu'au mercredi 6 mai 2015 à 15h 00.

## VOTRE PARTICIPATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EST FACILITÉE

Si vous détenez des actions au nominatif, il vous suffit d'être inscrit en compte nominatif pur ou administré jusqu'au mardi 5 mai 2015 à 00 h 00 (heure de Paris).

Si vous détenez des actions au porteur, votre banque devra attester de votre qualité d'actionnaire au plus tard le mardi 5 mai 2015 à 00 h 00 (heure de Paris) par la production d'une attestation de participation lors de la transmission de votre formulaire

de vote à **BNP Paribas Securities Services** (banque centralisatrice) **Les Grands Moulins de Pantin - CTS - Service aux Émetteurs/Service Assemblée Lafarge - 9, rue du Débarcadère 93761 Pantin Cedex 09**, qui devra parvenir **avant le mercredi 6 mai 2015 à 15 h 00**.

## POUR VOUS RENDRE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

### POUR VOUS RENDRE AU CARROUSEL DU LOUVRE

Métro :

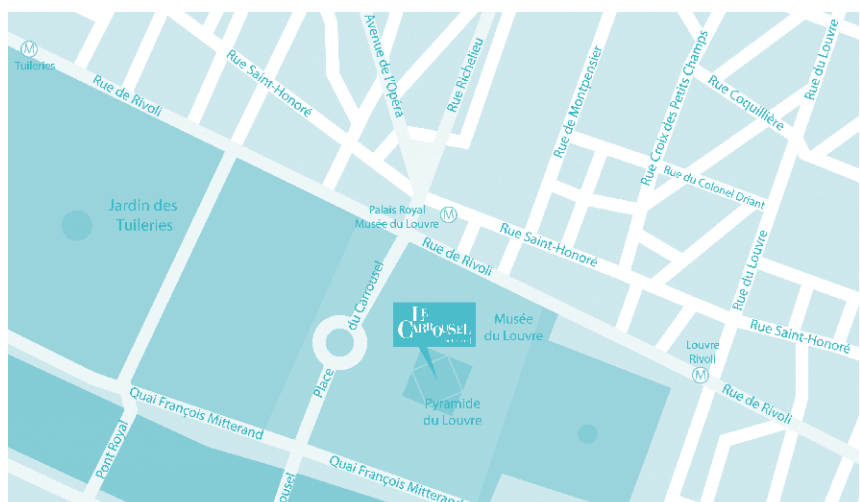
Lignes 1 et 7

Arrêt « Palais Royal – Musée du Louvre »,  
sortie « Carrousel du Louvre »

Bus :

Lignes 21, 27, 39, 48, 67, 68, 69, 72, 81, 95.

Arrêts « Palais Royal – Musée du Louvre » ou  
« Palais Royal – Comédie Française » ou  
« Musée du Louvre »



## NOUVEAUTÉ@

### POUR PARTICIPER À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE PAR INTERNET

Un site Internet sécurisé (VOTACCESS) vous permet de voter en ligne, donner pouvoir au Président de Lafarge, donner pouvoir à une personne de votre choix, demander une carte d'admission ou télécharger les documents relatifs à l'Assemblée.

#### Je suis actionnaire au nominatif pur

Connectez-vous sur le site PlanetShares de BNP Paribas Securities Services (<https://planetshares.bnpparibas.com>) grâce au numéro d'identifiant et au mot de passe que vous utilisez pour la consultation de votre compte nominatif et accédez à la rubrique "Mon espace actionnaire - Mes assemblées générales".

#### Je suis actionnaire au nominatif administré

Connectez-vous sur le site PlanetShares de BNP Paribas Securities Services (<https://planetshares.bnpparibas.com>) grâce à l'identifiant reçu dans le courrier de convocation.

En cas de perte de votre identifiant ou de votre mot de passe vous pouvez contacter le numéro vert **0 800 060 646** (appel gratuit depuis un poste fixe en France).

#### Je suis actionnaire au porteur

**Si votre intermédiaire financier est connecté au site VOTACCESS**, connectez-vous au portail "bourse" de votre intermédiaire financier et accédez à votre compte-titres ou votre PEA puis suivez les instructions figurant à l'écran.

**Si votre intermédiaire financier n'est pas connecté à VOTACCESS**, la notification de la désignation et de la révocation d'un mandataire peut également être effectuée par voie électronique, selon les modalités suivantes :

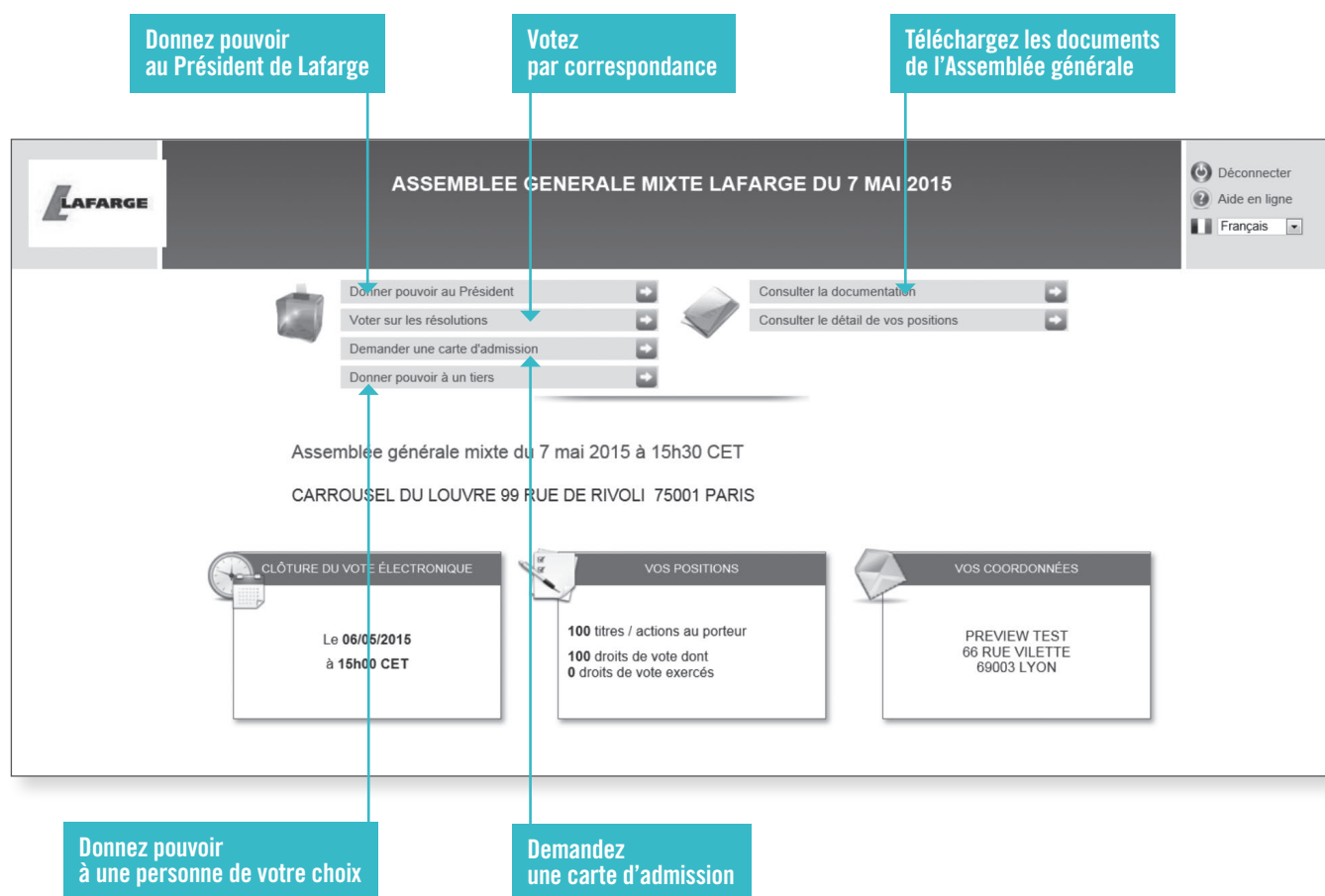
- ✦ **Envoyez un email** à l'adresse [paris.bp2s.france.cts.mandats@bnpparibas.com](mailto:paris.bp2s.france.cts.mandats@bnpparibas.com). Cet e-mail devra obligatoirement contenir les informations suivantes : Assemblée Lafarge 7 mai 2015, nom, prénom, adresse, références bancaires du mandant ainsi que les nom, prénom et si possible adresse du mandataire.
- ✦ **Demandez à votre intermédiaire financier d'envoyer une confirmation écrite à :** BNP Paribas Securities Services – CTS assemblées générales – Les Grands Moulins de Pantin - 9, rue du Débarcadère – 93761 Pantin Cedex.

Afin que les désignations ou révocations de mandats exprimées par voie électronique puissent être valablement prises en compte, les confirmations devront être réceptionnées au plus tard le mercredi 6 mai 2015 à 15 h 00 (heure de Paris).

#### ACCÈS AU SITE INTERNET SÉCURISÉ

Le site sécurisé dédié à l'Assemblée sera ouvert à compter **du 13 avril 2015 jusqu'au 6 mai 2015, à 15 h 00 (heure de Paris)**. Il est toutefois recommandé aux actionnaires de ne pas attendre cette date ultime pour se connecter au site.

## POUR NAVIGUER SUR LE SITE INTERNET SÉCURISÉ (VOTACCESS)



## POUR PARTICIPER EN PERSONNE, VOTER OU DONNER PROCURATION PAR COURRIER

Vous pouvez assister personnellement à l'Assemblée ou bien voter par correspondance ou par procuration. Dans tous les cas, vous indiquerez votre choix à l'aide du formulaire de vote joint à cette convocation.

Afin d'optimiser la préparation de l'Assemblée générale, il est indispensable que **vous transmettiez vos instructions dans les plus brefs délais.**

## POUR REMPLIR LE FORMULAIRE DE VOTE

### JE SOUHAITE ASSISTER À L'ASSEMBLÉE

- ◆ Cochez la **case A** du formulaire.
- ◆ **Datez et signez** en bas du formulaire.

BNP Paribas Securities Services, banque centralisatrice de Lafarge, vous adressera votre carte d'admission.

Si le **mardi 5 mai 2015**, vous n'avez pas reçu votre carte d'admission, vous pouvez appeler BNP Paribas Securities Services, au numéro vert **0 800 060 646** (appel gratuit depuis un poste fixe en France) ou au +33 (0)1 55 77 61 00, qui vous communiquera le numéro de votre carte d'admission. Ce numéro vous permettra d'être identifié le jour de l'Assemblée et vous pourrez voter.

Vous vous présenterez le jour de l'Assemblée avec **votre carte d'admission** (ou le numéro communiqué par BNP Paribas Securities Services).

Si vous n'avez pas le temps de demander votre carte d'admission, ou si vous ne l'avez pas reçue le jour de l'Assemblée,

- ◆ Votre qualité d'actionnaire au nominatif vous permettra néanmoins de participer à l'Assemblée sur simple présentation d'une pièce d'identité auprès du guichet prévu à cet effet dans la salle de l'Assemblée.
- ◆ En tant qu'actionnaire au porteur, il est nécessaire que vous demandiez à votre intermédiaire financier de vous remettre une attestation de participation. Ce document vous permettra d'accéder à l'Assemblée.

### JE SOUHAITE ÊTRE REPRÉSENTÉ(E) À L'ASSEMBLÉE

Pour voter, vous avez le choix entre 3 options :

#### Donner pouvoir au Président de Lafarge

- ◆ Cochez la **case B** du formulaire.
- ◆ **Datez et signez** en bas du formulaire.

Vos voix s'ajouteront à celles du Président. Celui-ci émettra un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'administration, et un vote défavorable dans le cas contraire.

#### Voter par correspondance

- ◆ Cochez les **cases B et 2** du formulaire.
- ◆ Indiquez votre vote :

Si vous désirez voter "contre" une résolution, ou vous "abstenir" (l'abstention étant assimilée à un vote contre), vous noircissez la case correspondant au numéro de la résolution concernée. Vous ne noircissez aucune case si vous votez "pour" à chaque résolution.

- ◆ **Datez et signez** en bas du formulaire.

#### Donner procuration à une personne de votre choix

- ◆ Cochez les **cases B et 3** du formulaire.
- ◆ Précisez l'identité (nom, prénom) et l'adresse de la personne qui vous représentera.
- ◆ **Datez et signez** en bas du formulaire.

## RETOUR DE MON FORMULAIRE DE VOTE

### Mes actions sont au nominatif

(compte nominatif pur ou compte nominatif administré)

Vous retournez le formulaire à BNP Paribas Securities Services en utilisant l'enveloppe T fournie.

BNP Paribas Securities Services doit recevoir **votre formulaire au plus tard le mercredi 6 mai 2015 à 15 h 00** (heure de Paris).

### Mes actions sont au porteur

Vous adressez le formulaire à l'intermédiaire financier (banque, société de bourse ou courtier en ligne) qui tient votre compte titres.

Nous vous conseillons de le faire **le plus rapidement possible** car votre intermédiaire financier doit ensuite valider votre qualité d'actionnaire par la production d'une attestation de participation et la faire parvenir avec votre formulaire à BNP Paribas Securities Services, avant le **mercredi 6 mai 2015 à 15 h 00** (heure de Paris).

Toutes les opérations relatives à l'Assemblée générale sont assurées par BNP Paribas Securities Services, banque centralisatrice de Lafarge.

BNP Paribas Securities Services  
Les Grands Moulins de Pantin CTS  
Service aux Émetteurs  
Assemblée LAFARGE  
9, rue du Débarcadère  
93761 Pantin Cedex 09

Numéro vert : **0 800 060 646**  
(appel gratuit depuis un poste fixe en France).

Quelle que soit votre situation, n'envoyez pas votre formulaire de vote directement à Lafarge.



## POUR REMPLIR LE FORMULAIRE DE VOTE

**B** Pour être représenté(e)  
à l'Assemblée, cochez la **case B**.

**A** Pour recevoir votre carte d'admission  
afin d'assister personnellement  
à l'Assemblée, cochez la **case A**.

**IMPORTANT : avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions situées au verso / Before selecting, please refer to instructions on reverse side.**

**QUELLE QUE SOIT L'OPTION CHOISIE, NOIRCIER COMME CECI ■ LA OU LES CASES CORRESPONDANTES, DATER ET SIGNER AU BAS DU FORMULAIRE / WHICHEVER OPTION IS USED, SHADE BOX(ES) LIKE THIS ■, DATE AND SIGN AT THE BOTTOM OF THE FORM**

**A.** ☐ Je désire assister à cette assemblée et demande une carte d'admission : dater et signer au bas du formulaire / I wish to attend the shareholder's meeting and request an admission card : date and sign at the bottom of the form.

**B.** ☐ J'utilise le formulaire de vote par correspondance ou par procuration ci-dessous, selon l'une des 3 possibilités offertes / I prefer to use the postal voting form or the proxy form as specified below.

**LAFARGE**

Siège Social : 61, rue des Belles Feuilles  
BP 40 - 75782 Paris Cedex 16  
S.A. au capital de 1.151.381.400 Euros  
542 105 572 R.C.S. Paris

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE**  
convoquée le 7 mai 2015 à 15 h 30 (heure de Paris),  
au Carrousel du Louvre, 99 rue de Rivoli, 75001 PARIS

**COMBINED SHAREHOLDERS' MEETING**  
to be held on May, 7th 2015 at 3.30 p.m. (Paris time)  
in Carrousel du Louvre, 99 rue de Rivoli, 75001 PARIS

**CADRE RÉSERVÉ À LA SOCIÉTÉ / For Company's use only**

Identifiant / Account

Nombre d'actions / Number of shares

Nominatif / Registered

Porteur / Bearer

Vote simple / Single vote

Vote double / Double vote

Nombre de voix / Number of voting rights

**JE VOTE PAR CORRESPONDANCE / I VOTE BY POST**  
Cf. au verso renvoi (2) - See reverse (2)

Je vote OUI à tous les projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'Administration ou le Directoire ou la Gérance, à l'EXCEPTION de ceux que je signale en notifiant comme ceci ■ la case correspondante et pour lesquels Je vote NON ou je m'abstiens.

I vote YES all the draft resolutions approved by the Board of Directors EXCEPT those indicated by a shaded box - like this ■, for which I vote NO or I abstain.

Sur les projets de résolutions non agréés par le Conseil d'Administration ou le Directoire ou la Gérance, je vote en notifiant comme ceci ■ la case correspondant à mon choix.

On the draft resolutions not approved by the Board of Directors, I cast my vote by shading the box of my choice - like this ■.

	Oui / Yes	Non/No	Abst/Abs		Oui / Yes	Non/No	Abst/Abs
1	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	A	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	B	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	C	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	D	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	E	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
6	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	F	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
7	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	G	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
8	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	H	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
9	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	J	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
10	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	K	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
11	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
12	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
13	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
14	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
15	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
16	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
17	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
18	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
19	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
20	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
21	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
22	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
23	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
24	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
25	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
26	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
27	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
28	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
29	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
30	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
31	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
32	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
33	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
34	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
35	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
36	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
37	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
38	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
39	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
40	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
41	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
42	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
43	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
44	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				
45	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>				

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentés en assemblée / In case amendments or new resolutions are proposed during the meeting

- Je donne pouvoir au Président de l'A.G. de voter en mon nom. / I appoint the Chairman of the general meeting to vote on my behalf. ....

- Je m'abstiens (l'abstention équivaut à un vote contre). / I abstain from voting (is equivalent to a vote NO) .....

- Je donne procuration (cf. au verso renvoi 4) à M., Mme ou Mlle, Raison Sociale ..... pour voter en mon nom / I appoint (see reverse (4)) Mr, Mrs or Miss, Corporate Name to vote on my behalf

Pour être prise en considération, toute formule doit parvenir au plus tard :  
In order to be considered, this completed form must be returned at the latest

le 6 mai 2015 avant 15 h (heure de Paris) / 6th May 2015 before 3.00 p.m. (Paris time)

à / to BNP PARIBAS SECURITIES SERVICES, CTS Assemblées - Assemblée Lafarge,  
Grande Motins de Pantin- 9 rue du Débarcadere - 93761 PANTIN Cedex

**JE DONNE POUVOIR AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**  
cf. au verso renvoi (3)  
I HEREBY GIVE MY PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE GENERAL MEETING  
See reverse (3)

**JE DONNE POUVOIR A :** cf. au verso renvoi (4)  
HEREBY APPOINT see reverse (4)  
M., Mme ou Mlle, Raison Sociale / Mr, Mrs or Miss, Corporate Name  
Adresse / Address

**ATTENTION :** S'il s'agit de titres au porteur, les présentes instructions ne seront valides que si elles sont directement retournées à votre banque.  
**CAUTION :** If it is about bearer securities, the present instructions will be valid only if they are directly returned to your bank.

Nom, Prénom, Adresse de l'actionnaire (si ces informations figurent déjà, les vérifier et les rectifier éventuellement)  
- Surname, first name, address of the shareholder (if this information is already supplied, please verify and correct if necessary)  
Cf. au verso renvoi (1) - See reverse (1)

Quel que soit votre choix, n'oubliez pas de dater et de signer.

Date & Signature


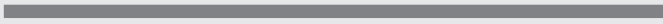
**2** Vous votez par correspondance.

**1** Vous donnez pouvoir  
au Président de Lafarge.

**3** Vous donnez pouvoir  
à une personne  
de votre choix.

Leader mondial des matériaux de construction, Lafarge a réalisé un chiffre d'affaires de 12,8 milliards d'euros en 2014, avec une présence dans 61 pays et 63 000 collaborateurs. Acteur majeur dans ses activités Ciment, Granulats & Bétons, il contribue à la construction des villes dans le monde entier avec des solutions innovantes pour les rendre plus accueillantes, plus compactes, plus durables, plus belles et mieux connectées. Doté du premier centre de recherche au monde sur les matériaux de construction, Lafarge place l'innovation au cœur de ses préoccupations, au service de la construction durable et de la créativité architecturale.

## CHIFFRE D'AFFAIRES (en M€)

2014		12 843	Chiffre d'affaires en hausse de 3 % sur base comparable <sup>(1)</sup> , porté par la poursuite de la croissance dans la plupart des pays émergents et aux Etats Unis.
2013		13 091 <sup>(3)</sup>	

## RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION <sup>(2)</sup> (EBITDA) (en M€)

2014		2 721	Ebitda en hausse de 5 % sur base comparable <sup>(1)</sup> , soutenu par les mesures de réduction de coûts et l'innovation.
2013		2 794 <sup>(3)</sup>	


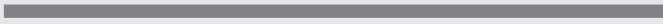
## RÉSULTAT D'EXPLOITATION AVANT PLUS-VALUES DE CESSION, PERTES DE VALEUR SUR ACTIFS, RESTRUCTURATION ET AUTRES (en M€)

2014		1 881	Résultat d'exploitation en hausse de 7 % sur base comparable <sup>(1)</sup> .
2013		1 937 <sup>(3)</sup>	

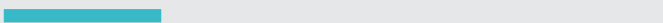
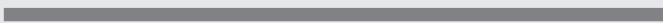
## CASH-FLOW LIBRE <sup>(2)</sup> (en M€)

2014		592	Le cash flow libre a été impacté par les coûts non récurrents liés au projet de fusion LafargeHolcim et l'effet défavorable des variations de change sur l'Ebitda.
2013		754 <sup>(3)</sup>	


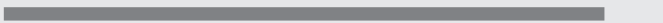
## DETTE NETTE CONSOLIDÉE <sup>(2)</sup> (en M€)

2014		9 310	Le Groupe a poursuivi ses efforts en matière de réduction de la dette, qui se sont traduits par une nouvelle baisse de 0,5 milliard d'euros.
2013		9 846 <sup>(3)</sup>	

## RÉSULTAT NET PART DU GROUPE <sup>(5)</sup> (en M€)

2014		143	Le Résultat net part du Groupe a été pénalisé par différents éléments non récurrents dont des dépréciations d'actifs sans effet cash de 385 millions d'euros.
2013		601	

## RÉSULTAT NET PART DU GROUPE <sup>(5)</sup> AJUSTÉ <sup>(4)</sup> (en M€)

2014		423	Résultat net ajusté en progression de 10 %, soutenu par la croissance organique de l'Ebitda, la baisse des frais financiers, ainsi que par la progression du résultat net des coentreprises.
2013		384	

## RÉSULTAT NET AJUSTÉ <sup>(4)</sup> PAR ACTION (en €)

2014		1,47	Résultat net ajusté par action en progression de 10 %.
2013		1,34	

## DIVIDENDE PAR ACTION (en €)

2014		1,27	Dividende de 1,27 euro par action, proposé à l'Assemblée générale des actionnaires le 7 mai 2015.
2013		1,00	

(1) Les données sur base comparable sont calculées en neutralisant l'impact des changements de périmètre, des variations de change, des ventes de crédits carbone et d'un gain exceptionnel de 20 millions d'euros comptabilisé en 2013 en Amérique du Nord et de l'effet des baisses de volume en Irak au second semestre 2014 en raison de la situation actuelle (36 millions d'euros).

(2) Voir la Section 2.2 (Politiques comptables et définitions) du Rapport Annuel 2014 (Document de référence) du Groupe.

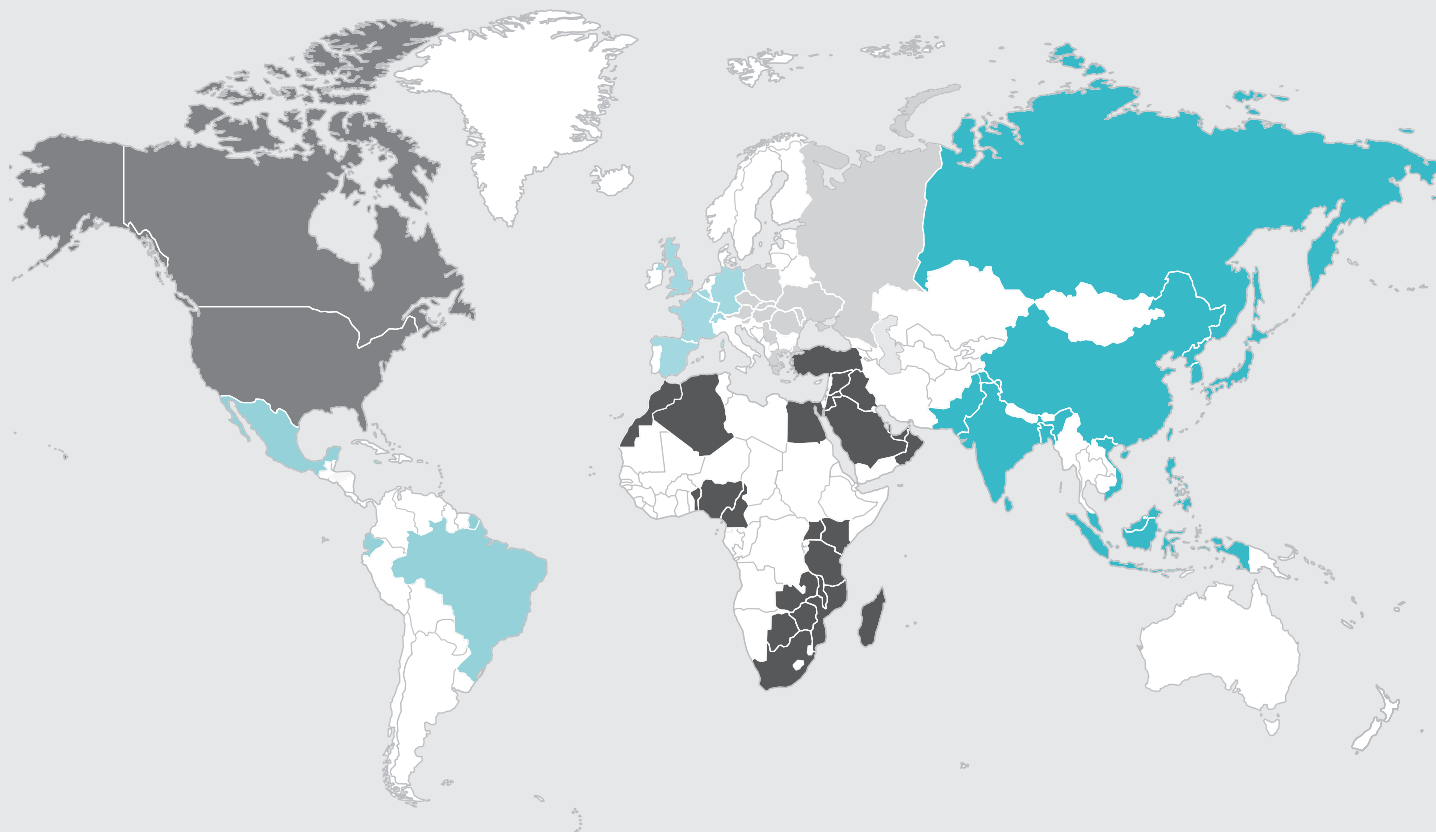
(3) Données 2013 retraitées suite à l'application d'IFRS 11.

(4) Ajusté pour exclure l'impact d'éléments non récurrents, net d'impôts : les coûts liés au projet fusion, les gains et pertes sur cessions (y compris le gain sur la cession de nos activités plâtre aux États-Unis comptabilisé en activité abandonnée en 2013), les dépréciations d'actifs sans effet cash, et la revalorisation des positions d'impôts différés suite à des changements de taux d'imposition, notamment en Algérie et en Espagne.

(5) Résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe.

## LAFARGE DANS LE MONDE (au 31 décembre 2014)

◆ Europe de l'Ouest 
 ◆ Amérique du Nord 
 ◆ Europe centrale et de l'Est 
 ◆ Moyen-Orient et Afrique 
 ◆ Amérique latine 
 ◆ Asie



La carte des implantations de Lafarge dans le monde au 31 décembre 2014 (usines et bureaux commerciaux).

## CIMENT : UN LEADER MONDIAL (au 31 décembre 2014)

**8 545**

chiffre d'affaires <sup>(1)</sup>  
millions d'euros

**37 000**

collaborateurs <sup>(2)</sup>

**55**

pays <sup>(2)</sup>

**149**

sites de production <sup>(2)</sup>

## GRANULATS ET BÉTON N°2 ET N°4 MONDIAL (au 31 décembre 2014)

**4 253**

chiffre d'affaires <sup>(1)</sup>  
millions d'euros

**26 000**

collaborateurs <sup>(2)</sup>

**37**

pays <sup>(2)</sup>

**1 463**

sites de production <sup>(2)</sup>

(1) Hors coentreprises.

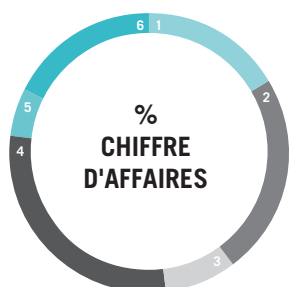
(2) Avec les coentreprises.

## CHIFFRES CLÉS AU 31 DÉCEMBRE 2014

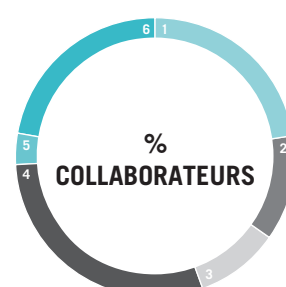
(en millions d'euros sauf indications contraires)	2014	2013	Variation	Variation sur base comparable <sup>(2)</sup>
Chiffre d'affaires	12 843	13 091	-2 %	3 %
Ebitda <sup>(1)</sup>	2 721	2 794	-3 %	5 %
Marge brute d'exploitation (en %)	21,2 %	21,3 %	-10 pb	40 pb
Résultat d'exploitation courant	1 881	1 937	-3 %	7 %
Résultat net part du Groupe	143	601	NA	
Résultat net ajusté part du Groupe <sup>(3)</sup>	423	384	10 %	
Résultat par action (en euros) <sup>(4)</sup>	1,47	1,34	10 %	
Cash-flow libre <sup>(1)</sup>	592	754	-21 %	
Endettement net du Groupe	9 310	9 846	-5 %	

- (1) L'Ebitda se définit comme le résultat d'exploitation courant avant dépréciation et amortissement des actifs corporels et incorporels. Le cash-flow libre se définit comme les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation des activités poursuivies après déduction des investissements de maintien. Ces indicateurs financiers sont des mesures non comptables.
- (2) Calcul des variations sur base comparable : à périmètre et taux de change constants, et en excluant les ventes de crédits carbone, un gain exceptionnel de 20 millions d'euros comptabilisé au T1 2013 en Amérique du Nord et l'impact des volumes perdus en Irak au S2 2014 en raison de la situation actuelle.
- Europe occidentale : 29 millions d'euros de ventes de crédits carbone en 2014 contre 11 millions d'euros en 2013.
  - Europe centrale et de l'Est : 8 millions d'euros de ventes de crédits carbone en 2014 contre 3 millions d'euros en 2013.
  - Moyen-Orient et Afrique : effet de -36 millions d'euros des volumes perdus en Irak au S2 2014.
- (3) Ajusté des éléments non récurrents, après impôts : coûts liés au projet de fusion, plus-values et moins-values de cession (notamment la plus-value sur la cession de nos activités plâtre aux États-Unis, comptabilisées en activité abandonnée en 2013), dépréciations d'actifs sans effet sur la trésorerie et effets exceptionnels sur les impôts différés pour refléter les nouveaux taux d'imposition dans certains pays.
- (4) Le nombre moyen d'actions en circulation s'élevait respectivement à 287,5 millions et 287,3 millions aux quatrième trimestres 2014 et 2013, et à 287,4 millions et 287,3 millions sur l'année pleine 2014 et 2013.

## CHIFFRES CLÉS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE (au 31 décembre 2014)



1. Europe de l'Ouest	16,4 %
2. Amérique du Nord	23,5 %
3. Europe centrale et de l'Est	8,3 %
4. Moyen-Orient et Afrique	28,9 %
5. Amérique latine	5,5 %
6. Asie	17,4 %



1. Europe de l'Ouest	23,6 %
2. Amérique du Nord	12,5 %
3. Europe centrale et de l'Est	8,8 %
4. Moyen-Orient et Afrique	30,0 %
5. Amérique latine	3,5 %
6. Asie	21,6 %



## SYNTHÈSE DE NOS RÉSULTATS 2014

Après un premier semestre 2014 durant lequel le secteur de la construction a été globalement mieux orienté qu'en 2013, la progression des volumes sur la seconde partie de l'année a été plus modérée, du fait d'une base de comparaison défavorable en Europe, notamment en France, et de la baisse des volumes en Irak. La croissance s'est maintenue tout au long de l'exercice sur la plupart des pays émergents, aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Dans ce contexte, les volumes de ciment sont en hausse de 4 % sur l'année à périmètre constant, portés par la croissance observée dans la plupart des marchés émergents et aux États-Unis ; ils bénéficient également de nos actions en matière d'innovation ainsi que du démarrage de nos nouvelles cimenteries en Inde et en Russie.

Les ventes et l'Ebitda ont été affectés par l'effet défavorable des variations de périmètre et de change.

Sur base comparable, le chiffre d'affaires et l'Ebitda ont augmenté sur l'année de 3 % et 5 % respectivement. La marge d'Ebitda du Groupe s'est également améliorée de 40 points de base, soutenue par la bonne performance enregistrée dans la plupart de nos régions et malgré une inflation élevée en Amérique latine et en Asie. Le Groupe a atteint ses objectifs 2014 en matière de réduction de coûts et d'innovation avec 600<sup>(1)</sup> millions d'euros réalisés sur l'année (370 millions d'euros liés aux réductions de coûts et 230 millions d'euros provenant des actions d'innovation).

Le résultat net publié par le groupe est affecté par des éléments non récurrents, notamment 385 millions d'euros de dépréciations d'actifs sans effet cash, et par des plus et moins-values de cession. Après retraitement de ces éléments non récurrents, le résultat net par le Groupe 2014 est en hausse de 10 % par rapport à 2013, soutenu par la croissance organique de l'Ebitda par la baisse des frais financiers et de restructuration ainsi que par une solide amélioration du résultat net de nos joint-ventures.

La réduction de l'endettement net du Groupe s'est poursuivie et celui-ci s'est établi à 9,3 milliards d'euros au 31 décembre 2014. Au titre des cessions sécurisées en 2014, un solde de 0,2 milliard d'euros sera perçu en 2015, ce qui contribuera à réduire encore l'endettement net.

L'année 2014 a également été marquée par l'annonce d'un projet de fusion entre égaux entre Lafarge et Holcim le 7 avril 2014. Depuis cette annonce, des avancées majeures vers la réalisation de ce projet de fusion ont été réalisées, et le projet devrait être finalisé en juillet 2015.

## LAFARGE EN 2014

### CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires consolidé s'est établi à 12 843 millions d'euros, en baisse de 2 % par rapport à l'année passée.

Les variations de change ont eu un impact défavorable sur le chiffre d'affaires (-3 % sur l'exercice, soit -412 millions d'euros), reflétant principalement l'appréciation de l'euro par rapport au dollar canadien, au rand sud-africain, au real brésilien, au rouble russe et à différentes devises asiatiques. L'impact négatif des variations de change sur les trois premiers trimestres de l'année s'est inversé au quatrième trimestre, avec un impact positif de 2 % (76 millions d'euros) sur le trimestre. Les variations nettes du périmètre de consolidation ont eu un impact négatif de -2 % (soit -212 millions d'euros) sur le chiffre d'affaires, ce qui traduit principalement la cession de nos activités cimentières au Honduras et en Ukraine, l'effet de la déconsolidation de nos actifs cimentiers au Mexique après la formation d'une joint-venture avec Elementia, et la cession d'actifs granulats aux États-Unis.

Sur base comparable, le chiffre d'affaires consolidé a progressé de 3 % en 2014, sous l'effet conjugué de l'augmentation des volumes et de la hausse des prix sur l'ensemble des lignes de produits en réponse à l'inflation des coûts. Les prix du ciment ont augmenté de 1,6 % par rapport à 2013.

### EBITDA

L'Ebitda 2014 a également subi l'impact négatif des variations de change (-4 %, soit -92 millions d'euros sur l'année) et des changements de périmètre (-3 %, soit -85 millions d'euros sur l'année).

À périmètre et taux de change constants, et en excluant les ventes de crédits carbone, un gain exceptionnel de 20 millions d'euros enregistré en 2013 en Amérique du Nord et l'impact des baisses de volumes en Irak au second semestre (-36 millions d'euros), l'Ebitda est en hausse de 5 % par rapport à l'exercice 2013. Les ventes de crédits carbone se sont élevées à 37 millions d'euros en 2014 comparé à 14 millions d'euros en 2013. Sur base comparable, la marge brute d'exploitation s'est améliorée de 40 points de base sur l'exercice. Nos initiatives internes, ainsi que l'évolution positive aux États-Unis et dans la plupart des marchés du Moyen-Orient et d'Afrique, ont en effet plus que compensé l'impact des baisses de volumes en Europe et au Brésil. Nos initiatives internes ont généré un Ebitda total<sup>(2)</sup> additionnel de 600 millions d'euros sur l'année, dont 370 millions d'euros de réduction des coûts et 230 millions d'euros liés aux actions en matière d'innovation.

(1) Ebitda avant application de la norme IFRS 11 sur les « joint-ventures ». Après application de cette norme, ces mesures ont contribué à l'augmentation de l'Ebitda de 505 millions d'euros (310 millions d'euros de réduction de coûts et 195 millions d'euros liés aux actions en matière d'innovation).

(2) Ebitda avant application de la norme IFRS 11 sur les joint-ventures. Après application de cette norme, ces mesures ont contribué à l'augmentation de l'Ebitda de 505 millions d'euros en 2014 (310 millions d'euros de réduction de coûts et 195 millions d'euros liés aux actions en matière d'innovation), et de 140 millions d'euros sur le quatrième trimestre de 2014.

## VOLUMES, CHIFFRE D'AFFAIRES, EBITDA ET RÉSULTAT D'EXPLOITATION COURANT PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

### *Amérique du Nord – Croissance des volumes aux États-Unis et progression des prix de vente*

Les marchés ont globalement suivi une orientation favorable dans la région en 2014, soutenus par l'amélioration des tendances du secteur résidentiel aux États-Unis et par la bonne orientation de l'économie dans l'ouest du Canada.

Le chiffre d'affaires de la région s'est infléchi de 2 %, sous l'effet des variations de change et de périmètre. La dépréciation du dollar canadien et du dollar US par rapport à l'euro a eu un impact négatif de 5 % sur le chiffre d'affaires, tandis que les cessions d'actifs granulat ont eu un impact défavorable de 1 % sur le chiffre d'affaires.

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en hausse de 4 % par rapport à l'année passée, soutenu par la hausse des prix mise en œuvre dans l'ensemble de nos lignes de produits et par l'augmentation des volumes vendus de ciment.

◆ **Aux États-Unis**, notre chiffre d'affaires est ressorti en progression de 10 % par rapport à 2013, soutenu par la bonne orientation du secteur résidentiel tout au long de l'année ; les mises en chantiers ont passé le cap du million d'unités sur l'année 2014. À périmètre constant, les volumes vendus de ciment et de granulats ont crû de 6 % et 4 % respectivement par rapport à 2013. En revanche, les volumes vendus de béton prêt à l'emploi ont baissé de 8 % par rapport à 2013, sous l'effet d'une réduction du nombre de projets.

◆ **Au Canada**, le chiffre d'affaires s'est inscrit en légère hausse par rapport à 2013, mais il a été pénalisé par le démarrage tardif de la saison de la construction après un hiver particulièrement rigoureux. À périmètre constant, les volumes vendus de ciment ont progressé de 2 % par rapport à 2013. Les volumes vendus de granulats et de béton prêt à l'emploi se sont contractés de 3 % et 4 % par rapport à 2013, respectivement. 2013 avait ainsi bénéficié de plusieurs grands projets maintenant achevés dans les provinces de l'ouest, tandis que notre division granulats a été portée en 2014 par la croissance robuste en Ontario, soutenue par une série de projets d'infrastructures et d'ingénierie civile. Le quatrième trimestre a bénéficié d'une meilleure orientation, avec une hausse de 7 % des volumes de ciment vendus dans l'ouest et dans l'est du pays, et une progression soutenue de nos activités Granulats.

À périmètre et taux de change constants, et en excluant un gain non récurrent de 20 millions d'euros sur des plans de retraite comptabilisé au premier trimestre 2013, l'Ebitda s'est inscrit en forte amélioration par rapport à l'année dernière, soutenu par une progression robuste des résultats de nos activités Ciment et Granulats au Canada et aux États-Unis, ainsi que par les économies de coûts et les mesures destinées à promouvoir l'innovation mise en œuvre avec succès dans l'ensemble des lignes de produits.

### *Europe occidentale – des actions vigoureuses de réductions des coûts ont limité l'impact de la baisse des volumes en France*

Le chiffre d'affaires s'est inscrit en retrait de 4 % sur l'année, sous l'effet de la baisse des volumes en France, tandis que dans les autres pays de cette région, la situation s'est stabilisée, voire s'est améliorée. Les exportations d'Espagne et de Grèce ont encore été développées en vue d'optimiser les taux d'utilisation des fours. Les variations de périmètre et des taux de change ont eu un impact négligeable.

◆ **En France**, l'activité de construction est restée globalement atone. Dans le secteur résidentiel, les mises en chantier ont encore diminué, passant sous le cap des 300 000 unités, avec une amélioration progressive attendue au cours de l'année 2015. Le segment des

infrastructures se compare à une base 2013 élevée sur le second semestre, qui avait bénéficié d'un nombre de projets plus élevé lancés en amont d'élections régionales. Les ventes de ciment, de granulats et de béton prêt à l'emploi ont baissé de respectivement 6 %, 4 % et 7 % par rapport à 2013.

◆ **En Espagne**, quelques signes de reprise économique sont perceptibles. Le secteur de la construction s'est stabilisé, et des améliorations ont pu être observées au quatrième trimestre. Actuellement, la demande est soutenue principalement par le segment des infrastructures qui représente plus de la moitié de la consommation de ciment du pays. Les volumes de ciment sont restés stables par rapport à l'année passée.

◆ **L'activité de construction en Grèce** a également montré des signes d'amélioration. Les volumes de ciment ont suivi une progression de 5 % par rapport à 2013, tandis que nos lignes de produits granulats et béton ont enregistré une croissance à deux chiffres par rapport à l'année dernière, grâce à une série de grands projets d'infrastructures lancés début 2014.

Sur base comparable, l'Ebitda a progressé de 4 % et la marge brute d'exploitation s'est inscrite en hausse de 100 points de base par rapport à 2013, soutenue par des mesures significatives de réduction des coûts qui ont permis de compenser la contraction du chiffre d'affaires.

### *Europe centrale et de l'Est – une marge brute d'exploitation en progression sous l'effet des actions en matière de performance et d'innovation*

Le chiffre d'affaires s'est contracté par rapport à 2013, sous l'effet de la dépréciation du rouble russe et de la cession de nos activités cimentières en Ukraine, réalisée à la fin du troisième trimestre 2013.

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en hausse de 4 % par rapport à 2013 et s'est stabilisé au quatrième trimestre. Après un premier semestre vigoureux, les lignes de produits ciment et granulats ont connu un ralentissement au second semestre, tandis que le béton prêt à l'emploi a bénéficié de différents projets tout au long de l'année.

◆ **En Pologne**, le chiffre d'affaires a augmenté de 4 % par rapport à 2013. Après un premier semestre marqué par le niveau élevé de l'activité de construction, le reste de l'année a été plus modéré, ce qui reflète la fin du premier volet de projets d'infrastructures financés par l'UE, tandis que les effets du nouveau plan devaient être plus visibles à partir du second semestre 2015. Les volumes de ciment sont restés stables par rapport à 2013, tandis que nos activités de granulats et de béton prêt à l'emploi ont été soutenues par différents projets qui sont à présent achevés.

◆ **En Roumanie**, nos ventes de ciment ont progressé de 2 % en volumes, le fort rebond du segment résidentiel compensant la contraction des projets d'infrastructures.

◆ **En Russie**, la consommation de ciment sur le marché dans son ensemble a légèrement augmenté par rapport à l'année passée. Nos volumes vendus de ciment ont augmenté de 9 % par rapport à 2013, ce qui traduit la montée en puissance de notre nouvelle cimenterie d'une capacité de 2 millions de tonnes située dans le sud de la région de Moscou après sa mise en service en avril, et ceci malgré le ralentissement du marché de la construction au quatrième trimestre.

À périmètre et taux de change constants, l'Ebitda et la marge brute d'exploitation se sont fortement améliorés par rapport à l'exercice 2013, avec une contribution positive de tous les pays de cette région. Cette bonne performance, soutenue par la maîtrise des coûts et par la priorité donnée à l'innovation, a été obtenue malgré un contexte marqué par la faiblesse des volumes et par l'impact négatif de 2 millions d'euros du déstockage observé au quatrième trimestre dans les activités Granulats.

### **Moyen-Orient et Afrique – une performance robuste malgré quelques situations exceptionnelles sur la seconde moitié de l'année**

La région a enregistré une performance vigoureuse en 2014 malgré plusieurs événements défavorables, démontrant ainsi la solidité de notre portefeuille d'activités.

La région a été pénalisée par la dépréciation de certaines devises, avec une inversion progressive des tendances conduisant à un effet favorable sur le quatrième trimestre. À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en progression de 5 % et l'Ebitda de 4 % par rapport à l'année dernière, la contribution positive enregistrée sur la plupart des marchés faisant plus que compenser l'impact de la baisse des volumes en Irak due aux difficultés logistiques rencontrées pour acheminer le ciment dans certaines zones du pays à partir de juin 2014.

En excluant cet impact, le chiffre d'affaires s'est inscrit en hausse de 6 % sur base comparable par rapport à l'année dernière. Au quatrième trimestre, le chiffre d'affaires s'est légèrement contracté sous l'effet d'une baisse des niveaux de production en Afrique du Sud et de la suspension de nos activités en Syrie depuis la mi-septembre 2014.

- **Au Nigéria**, les volumes vendus de ciment ont augmenté de 4 % par rapport à 2013, tandis que nos prix ont suivi une orientation positive en réponse à l'inflation des coûts. Le marché a été porté par une bonne dynamique sous-jacente, mais la croissance de la consommation de ciment a été limitée par les niveaux de production dans ce pays au premier semestre, tandis que le second semestre a été pénalisé par de fortes précipitations et par le ralentissement des projets d'infrastructures à l'approche des élections générales attendues en 2015. Les prix affichés à la fin de l'exercice reflètent les hausses des prix mises en œuvre en 2014 en réponse à l'inflation des coûts, malgré une baisse temporaire intervenue au quatrième trimestre 2014.
- **En Algérie**, nos ventes de ciment ont crû de 8 % par rapport à 2013, ce qui reflète les besoins importants en ciment de ce pays et l'accent qui continue à être mis sur les produits innovants. Nous avons également poursuivi le développement de nos activités de béton prêt à l'emploi dans le pays en vue de compléter notre offre clients.
- **En Égypte**, le marché est porté par des tendances sous-jacentes positives, encore renforcées par les annonces récentes de projets d'infrastructures. Toutefois, les niveaux nationaux de production de ciment continuent d'être pénalisés par la pénurie de combustibles. Les volumes de ciment ont crû de 17 % par rapport à 2013, soutenus par nos mesures visant à diversifier notre mix énergétique. Le niveau de la production de clinker du mois de décembre a ainsi atteint un niveau record sur l'exercice, mais aussi sur les deux dernières années. Le contexte de hausse des coûts et de pénurie de ciment dans le pays a favorisé une augmentation des prix de vente du ciment.
- **En Irak**, nos volumes vendus de ciment ont reculé de 17 % par rapport à 2013, pénalisés par les difficultés logistiques rencontrées pour acheminer le ciment à travers le pays à partir du mois de juin. Cette évolution a annulé la forte croissance enregistrée sur les cinq premiers mois de l'année. Les prix se sont situés à des niveaux inférieurs à ceux de l'année passée, en raison d'ajustements des prix opérés en 2013 en réponse aux importations en provenance d'Iran, et de la baisse des prix dans le nord du pays à partir du mois de juin.
- **Au Kenya**, l'activité de construction a bénéficié d'une orientation positive. Nos ventes de ciment se sont inscrites en progression de 2 % en volumes par rapport à 2013, tandis que les prix moyens ont été en retrait par rapport à l'an passé.
- **En Syrie**, nos ventes de ciment ont été limitées, ce qui reflète la situation actuelle et la suspension de nos activités à partir de la mi-septembre 2014 pour des raisons de sécurité.

- **En Afrique du Sud**, nos volumes de ciment se sont contractés de 10 % par rapport à l'année passée, sous l'effet conjugué de grèves nationales, des élections générales de mai, de la mise en service de la cimenterie d'un nouveau concurrent et de niveaux de production temporairement limités. Nos volumes de granulats ont enregistré une croissance à deux chiffres, soutenus par différents projets routiers.

À périmètre et taux de change constants, et en excluant l'impact de la baisse des volumes en Irak au second semestre, la marge brute d'exploitation s'est améliorée de 40 points de base par rapport à 2013, soutenue par le succès des économies de coûts et des mesures en matière d'innovation, et par la forte amélioration des résultats au Nigéria, en Afrique de l'Est et en Algérie.

### **Amérique latine – Un marché atone et une forte inflation des coûts**

Le chiffre d'affaires et le résultat d'exploitation ont été fortement pénalisés par la dépréciation du real brésilien et par les cessions effectuées sur les deux dernières années (cession de nos activités au Honduras réalisée à la fin novembre 2013, déconsolidation de nos activités au Mexique après la formation d'une joint-venture avec Elementia en juillet 2013, et cession de nos activités cimentières en Équateur en novembre 2014).

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires a crû de 3 % par rapport à 2013, porté par les hausses de prix mises en œuvre en réponse à l'inflation des coûts.

- **Au Brésil**, les volumes vendus de ciment se sont contractés de 2 % par rapport à 2013, une évolution qui traduit la décélération de la demande sur le marché après la Coupe du Monde de Football et avant les élections générales du mois d'octobre. Des hausses de prix ont été mises en œuvre en réponse à une inflation des coûts significative.
- **En Équateur**, le marché de la construction s'est légèrement infléchi du fait du retard de certains projets d'infrastructures. Des signes d'amélioration dans le secteur de la construction ont été enregistrés en septembre après six mois de contraction, grâce à la réactivation de plusieurs grands projets hydroélectriques. Nous avons annoncé la cession de nos actifs en Équateur en mai 2014, et cette cession a été finalisée en novembre 2014.

Sur base comparable, l'Ebitda s'est contracté de 10 % par rapport à l'année passée, sous l'effet conjugué de la baisse des volumes, d'une inflation des coûts significative et d'éléments non récurrents défavorables, notamment sur le quatrième trimestre.

### **Asie – La progression des ventes a réduit l'impact de l'inflation significative des coûts**

La région a été fortement pénalisée par l'effet négatif des variations de change, notamment la dépréciation de la roupie indienne intervenue pendant l'été 2013. Toutefois, cette évolution a été en partie inversée au second semestre, certaines devises regagnant une partie du terrain abandonné face à l'euro.

À périmètre et taux de change constants, le chiffre d'affaires s'est inscrit en hausse de 6 % par rapport à l'année passée, soutenu principalement par la montée en puissance de notre nouvelle usine en Inde et par le niveau élevé de l'activité de construction aux Philippines.

- **En Inde**, le marché de la construction a commencé à retrouver son dynamisme après les élections générales et la saison de la mousson. Nos volumes de ventes de ciment ont fortement augmenté, soutenus par notre nouvelle cimenterie d'une capacité de 2,6 millions de tonnes au Rajasthan, mise en service au troisième trimestre 2013. Les prix se sont inscrits en retrait par rapport à l'année dernière.
- **En Malaisie**, les volumes vendus de ciment se sont légèrement infléchis par rapport à l'année passée. Le marché de la construction a bénéficié d'une orientation positive, mais les niveaux de production

ont été limités dans l'une de nos usines. Les prix du ciment ont subi l'impact de la mise en service de nouvelles capacités de production, et ceci dans un contexte de forte inflation des coûts. Nos ventes de béton prêt à l'emploi ont diminué par rapport à l'année dernière après l'achèvement de différents grands projets, notamment la construction du nouveau terminal de l'aéroport international de Kuala Lumpur.

- ◆ **Aux Philippines**, le marché de la construction a bénéficié de tendances très favorables. Nos volumes de ciment ont suivi une progression de 8 % par rapport à 2013 et ont enregistré une croissance à deux chiffres au second semestre.
- ◆ **En Corée du Sud**, l'activité de construction s'est inscrite en léger recul, et les volumes vendus de ciment ont baissé de 4 % par rapport à 2013.
- ◆ **En Indonésie**, la croissance de la demande de ciment est restée modérée en 2014, en raison des élections organisées au premier semestre. Nos ventes de ciment se sont inscrites en hausse de 5 % sous l'effet des hausses de prix mises en œuvre en réponse à l'inflation des coûts.

Malgré d'importantes réductions de coûts, l'Ebitda est en retrait par rapport à l'année passée, traduisant l'impact de l'inflation généralisée des coûts dans la région, notamment des coûts énergétiques, une limitation des niveaux de production et un effet négatif lié à des achats de clinker. La montée en puissance de notre nouvelle usine en Inde a contribué fortement à la progression des volumes de la région, mais sa contribution en termes d'Ebitda a été limitée. Elle a maintenant atteint un plein taux d'utilisation, et sa contribution aux résultats devrait progresser en 2015.

## RÉSULTAT D'EXPLOITATION ET RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ

**Le montant des amortissements** s'est inscrit en retrait à 840 millions d'euros contre 857 millions d'euros en 2013, sous l'effet des variations de change et des cessions réalisées en 2013 et début 2014, partiellement compensé par la charge d'amortissement de nos nouvelles usines en Russie et en Inde.

**Les plus-values de cession** se sont élevées à 292 millions d'euros en 2014, contre 291 millions d'euros en 2013, et comprennent principalement le gain réalisé sur la cession de nos actifs cimentiers en Équateur et d'une usine de ciment en Russie (usine de Korkino).

**Les autres charges d'exploitation** se sont élevées à 713 millions d'euros en 2014 contre 295 millions d'euros en 2013. En 2014, le Groupe a comptabilisé 385 millions d'euros de dépréciations d'actifs au quatrième trimestre 2014, reflétant notamment la situation actuelle en Syrie et la révision du taux d'actualisation utilisé pour l'Irak. Par ailleurs, le Groupe a comptabilisé 80 millions d'euros de charges de restructuration et 126 millions d'euros liés au projet de fusion Lafarge Holcim, incluant les coûts liés aux projets de cessions.

**Le résultat d'exploitation** a été fortement pénalisé par les dépréciations d'actifs enregistrées au quatrième trimestre 2014 ainsi que par les coûts liés à la fusion.

**Les frais financiers nets**, qui comprennent les charges financières au titre de la dette nette, les résultats de change et les autres produits et charges financiers, ont baissé, passant de 984 millions d'euros à 870 millions d'euros en 2014.

Les charges financières au titre de la dette nette, à 736 millions d'euros, se sont inscrites en retrait par rapport à l'an passé, sous l'effet du remboursement de deux emprunts obligataires fin mai et mi-juillet 2014 pour un total de 1,6 milliard d'euros grâce au produit des cessions réalisés et à un emprunt obligataire bénéficiant d'un taux plus bas émis fin septembre 2013. Le taux d'intérêt moyen de la dette brute s'est établi à 6,3 % en 2014, quasiment stable par rapport à l'an passé.

Les variations de change ont entraîné un gain de 28 millions d'euros en 2014, contre une perte de 51 millions d'euros l'an passé.

Les autres charges financières s'élèvent à 162 millions d'euros contre 154 millions d'euros en 2013. Elles incluent principalement des commissions bancaires, l'amortissement des frais d'émission des emprunts obligataires, et les intérêts nets liés aux plans de retraites.

**La quote-part dans le résultat des coentreprises et des entreprises associées** a représenté un gain net de 69 millions d'euros en 2014, contre un résultat nul en 2013, ce qui reflète principalement la progression de nos résultats au Royaume-Uni, où les synergies s'accroissent et où l'on assiste à une reprise du marché.

**La charge d'impôt** a été pénalisée par différents éléments non récurrents, notamment la non-déductibilité des dépréciations d'actifs et la revalorisation des positions d'impôts différés pour refléter les nouveaux taux d'imposition en vigueur, notamment en Algérie et en Espagne. De plus, du fait d'un résultat avant impôts moins élevé qu'en 2013, le poids des effets structurels pris en compte dans le calcul du taux d'impôt effectif croît mécaniquement.

**Le résultat net part du Groupe** <sup>(1)</sup> est ressorti à 143 millions d'euros en 2014 et est affecté par différents éléments non récurrents :

- une dépréciation d'actifs de 385 millions d'euros, notamment liée à la situation actuelle en Syrie et à une révision du taux d'actualisation utilisé dans le cadre du test de dépréciation d'actifs en Irak ;
- des plus-values et moins-values de cession pour un total de 292 millions d'euros ;
- des coûts liés à la fusion (126 millions d'euros avant impôts, dont 90 millions d'euros cash nets d'impôts); et
- des effets défavorables exceptionnels liés à la revalorisation des positions d'impôts différés pour refléter les nouveaux taux d'imposition, notamment en Espagne et en Algérie, pour un montant de 49 millions d'euros.

En excluant l'impact de ces éléments non récurrents, le résultat net ressort en hausse de 10 % sur l'année, passant de 384 millions d'euros à 423 millions d'euros en 2014. Ce chiffre reflète la croissance organique, une progression des résultats de nos coentreprises, notamment au Royaume-Uni, ainsi que la réduction des frais financiers qui ont plus que compensé l'impact négatif des effets de périmètre et des taux de change.

**La contribution des participations minoritaires**, de 131 millions d'euros, est en baisse de 14 % comparé à 2013. L'impact de la croissance des résultats dans différents pays de la région Moyen-Orient et Afrique a ainsi été plus que compensé par l'effet combiné des difficultés logistiques limitant les ventes en Irak depuis juin 2014, de la déconsolidation du Honduras et d'une contribution moins élevée des entités asiatiques du fait de l'inflation des coûts.

## FLUX NETS DE TRÉSORERIE

Pour les périodes présentées, les principales sources de liquidité ont été :

- ◆ la trésorerie générée par les activités d'exploitation ;
- ◆ des produits de cessions d'actifs ;
- ◆ des émissions d'obligations, de billets de trésorerie, d'actions, les emprunts bancaires et le tirage sur des lignes de crédit à court et moyen terme.

(1) Le résultat net de l'ensemble consolidé attribuable aux propriétaires de la société mère.



## a) Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'exploitation

**Les flux nets de trésorerie générés par les activités poursuivies se sont établis à 948 millions d'euros en 2014 (1 105 millions d'euros en 2013).**

Les flux nets de trésorerie générés par les activités poursuivies ont baissé de 157 millions d'euros principalement sous l'effet des coûts liés au projet de fusion Lafarge Holcim et de l'évolution défavorable des variations de change sur l'EBITDA. Le besoin en fonds de roulement a été maintenu à un niveau bas grâce à nos actions visant à optimiser le besoin en fonds de roulement strict<sup>(1)</sup>. Exprimé en nombre de jours de ventes, le besoin en fonds de roulement strict est resté stable comparé à celui déjà optimisé à fin décembre 2013.

## b) Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement

**Les flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités poursuivies ont généré 35 millions d'euros de trésorerie en 2014 (contre une sortie de trésorerie nette de 105 millions d'euros en 2013).**

Les investissements de maintien ont été stables à 356 millions d'euros en 2014.

Les investissements de productivité et de construction de nouvelles capacités ont été contenus à 487 millions d'euros (contre 594 millions d'euros en 2013) conformément à notre stricte discipline d'investissement. Ils sont liés à la finalisation de notre usine à Kaluga (Russie) qui a produit son premier ciment en avril, aux projets d'extension et de rénovation en Amérique du Nord (Exshaw au Canada et Ravena aux Etats-Unis), et à différents projets de « dégoulottage », consistant à augmenter les capacités cimentières dans nos usines existantes, notamment en Afrique sub-saharienne. Les acquisitions se sont élevées à 182 millions d'euros et comprennent principalement des investissements visant à renforcer notre réseau industriel en France.

Les opérations de cessions ont permis de réduire l'endettement net du Groupe de 1,15 milliard d'euros en 2014 (1,25 milliard d'euros en 2013). Elles comprennent principalement la cession des activités du Groupe en Équateur et de l'usine de Korkino dans l'Oural en Russie, la cession de carrières de granulats dans le Maryland et le Nouveau Mexique (Etats-Unis), la vente de la participation du Groupe dans la joint-venture avec Elementia au Mexique, et la cession de notre participation de 20 % dans Siniat (activité plâtre en Europe et Amérique latine).

## c) Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement

**Au 31 décembre 2014, l'endettement net s'est établi à 9 310 millions d'euros (9 846 millions d'euros au 31 décembre 2013).**

Le Groupe a poursuivi ses actions visant à continuer de renforcer sa structure financière, et la dette nette a été réduite à 9 310 millions d'euros. Le montant des cessions sécurisées par le Groupe depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014 s'élève à 1,4 milliard d'euros. Le Groupe a encaissé 1,15 milliard d'euros sur l'année et le solde de 0,2 milliard d'euros contribuera à la réduction de la dette lors de son encaissement en 2015 (cession d'actifs au Pakistan).

## PERSPECTIVES ET PRÉVISION D'EBITDA POUR 2015

Pour l'année 2015, le Groupe attend une croissance globale de la demande de ciment comprise entre 2 % et 5 % sur ses marchés par rapport à 2014, soutenue principalement par la croissance sur les marchés émergents.

L'inflation des coûts devrait se maintenir à un rythme plus modéré qu'en 2014, compte tenu de la récente évolution des prix du pétrole. Ceci devrait se traduire par des prix globalement en hausse.

Le Groupe confirme son objectif de réaliser au minimum 1,1 milliard d'euros d'Ebitda additionnel en 2015-2016, grâce à ses mesures de réduction des coûts et d'innovation. Ceci représente un objectif d'au moins 550 millions d'euros par an.

Dans ce contexte, le Groupe attend une croissance significative de ses résultats et cible un Ebitda entre 3 et 3,2 milliards d'euros en 2015.

Par ailleurs, l'investissement sera limité à 1,1 milliard d'euros en 2015 et la dette devrait être comprise entre 8,5 et 9 milliards d'euros en fin d'année.

*Les déclarations prospectives ci-dessus sur les tendances, cibles ou objectifs selon le cas, ne sauraient être regardées comme des prévisions de résultat ou de tout autre indicateur de performance. Elles portent notamment sur des plans, initiatives, événements, produits, solutions et services, leur développement et leur potentiel. Bien que Lafarge estime que ces tendances, cibles ou objectifs reposent sur des hypothèses raisonnables à la date de publication du présent document, les investisseurs sont alertés sur le fait qu'elles ne constituent pas des garanties quant à la performance future. Les résultats effectifs peuvent être très différents des déclarations prospectives en raison d'un certain nombre de risques et d'incertitudes (voir Section 5.1 (Facteurs de risques)), dont la plupart sont difficilement prévisibles et généralement en dehors du contrôle de Lafarge, et les incertitudes liées aux conditions de marché et à la mise en œuvre de nos plans. En conséquence, toute précaution doit être prise dans l'utilisation de ces déclarations prospectives.*

*D'autre part, ces déclarations prospectives ne s'appliquent qu'au seul groupe Lafarge et ne s'appliqueront pas au groupe LafargeHolcim après la finalisation du projet de fusion entre égaux annoncé le 7 avril 2014.*

### Principales hypothèses qui sous-tendent la prévision d'Ebitda 2015 :

La prévision présentée ci-avant en matière d'Ebitda ne s'applique qu'au seul groupe Lafarge et ne s'appliquera donc pas au Groupe LafargeHolcim après la finalisation du projet de fusion entre égaux annoncé le 7 avril 2014. Cette prévision a été élaborée selon les méthodes comptables conformes à celles suivies par le Groupe pour l'établissement des informations historiques. Elle repose sur de nombreuses hypothèses parmi lesquelles :

- ◆ Les données ont été établies sur la base de taux de change élaborés au niveau du Groupe ; le Groupe devrait bénéficier d'un effet des variations des taux de change favorable en 2015 ;
- ◆ Les hypothèses de croissance de la consommation de ciment sur les marchés du Groupe sont comprises entre 2 et 5 %. Cette croissance devrait être soutenue par les pays émergents, notamment sur les régions Moyen-Orient et Afrique, Asie, ainsi que les Etats-Unis, tandis qu'une croissance plus modérée est attendue en Europe et au Brésil ;
- ◆ L'inflation des coûts devrait se maintenir à un rythme plus modéré qu'en 2014, compte tenu de la récente évolution des prix du pétrole. L'inflation des coûts attendue devrait être comprise entre 3 % et 3,5 %, compte tenu d'une contribution positive de l'énergie (-1 % sur l'inflation des coûts énergétiques dans le ciment). Ceci devrait se traduire par des prix globalement en hausse ;
- ◆ Les mesures de réductions des coûts et d'innovation devraient permettre de générer 550 millions d'euros d'Ebitda additionnel en 2015.

(1) Besoin en fonds de roulement strict : clients et stocks et travaux en cours, après déduction du poste fournisseurs.

## LAFARGEHOLCIM, UN PROJET DE FUSION ENTRE ÉGAUX POUR CRÉER LE LEADER À L'AVANT-GARDE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Le projet de fusion entre Lafarge et Holcim, annoncé le 7 avril 2014, marque un tournant majeur dans l'histoire du Groupe. L'objectif est de finaliser l'opération en juillet 2015.

Accélération de l'urbanisation, changement climatique, protection de l'environnement : le marché de la construction connaît des mutations importantes qui génèrent de nouveaux besoins en termes de produits et de solutions pour construire de manière plus performante et plus durable.

C'est pour accompagner ces évolutions et jouer ainsi un rôle moteur dans la transformation profonde de cette industrie que Lafarge et Holcim ont formé leur projet de rapprochement.

L'objectif : créer un Groupe à l'avant-garde de l'industrie des matériaux de construction. Présente dans 90 pays, cette nouvelle entreprise compterait plus de 100 000 collaborateurs. Elle disposerait d'une plateforme de croissance sans équivalent dans son secteur.

Ce rapprochement permettrait, à travers une présence géographique élargie, une meilleure allocation du capital, améliorant ainsi le retour sur capitaux employés. Le groupe accroîtrait sa solidité financière avec une forte génération de cash-flow et un bilan robuste. Les synergies opérationnelles et financières annuelles visées sont estimées de 1,4 milliard d'euros en année pleine.

Ce projet de fusion bénéficierait à nos actionnaires et à nos autres parties prenantes : clients, employés et communautés locales (voir encadré).

### UNE OPÉRATION BÉNÉFIQUE À TOUTES LES PARTIES PRENANTES

Les clients profiteront de produits et de solutions intégrées à forte valeur ajoutée adaptés à leurs besoins. La priorité donnée à l'innovation permet d'améliorer la proposition de valeur, menant à des solutions efficaces pour répondre aux défis d'une construction respectueuse de l'environnement.

Les communautés locales bénéficieront toujours des réseaux et des meilleures pratiques d'engagement mis en place par Holcim et Lafarge, ainsi que de l'expérience nécessaire pour réduire l'empreinte écologique des activités.

Les collaborateurs mettront à profit des opportunités offertes dans un contexte de fusion, à savoir des perspectives de carrière attractives au sein d'un groupe à l'avant-garde de l'industrie et la capitalisation sur l'expérience d'un vivier de talents élargi.

Les actionnaires pourront tirer parti d'une croissance supérieure due à une présence géographique équilibrée et à une grande efficacité opérationnelle. L'optimisation de l'allocation du capital et la forte génération de cash-flow devraient assurer une structure financière solide.

## Les atouts de ce projet

Le projet de fusion entre Lafarge et Holcim, entreprises leaders sur leur secteur, permettra à la nouvelle entité de disposer d'atouts majeurs :

◆ **Un portefeuille géographique global.** Les implantations des deux entreprises sont complémentaires, Lafarge apportant une forte présence en Afrique et au Moyen-Orient ; Holcim, des positions majeures en Amérique latine et en Asie pacifique. La réunion de ces deux portefeuilles permettra au nouveau Groupe de disposer d'une présence géographique équilibrée dans 90 pays, dont 73 pays émergents.

◆ **Une base de clientèle élargie pour déployer plus efficacement sa stratégie d'innovation au service des villes meilleures.** Grâce à son implantation globale, au partage des meilleures pratiques et à des équipes de grande qualité, le nouveau Groupe disposera d'une plateforme exceptionnelle pour optimiser ses performances opérationnelles. Il pourra aussi poursuivre l'enrichissement de son offre et la déployer à plus grande échelle, auprès d'un plus grand nombre de clients. Ceux-ci bénéficieront en outre des capacités d'innovation du futur Groupe, réunies au sein du centre de recherche de Lyon et d'un réseau de laboratoires de développement régionaux. Les produits, solutions et services de pointes qui seront proposés par LafargeHolcim auront vocation à répondre aux enjeux de l'urbanisation, du logement abordable et de la construction durable.

◆ **Une structure financière solide.** La fusion des deux groupes se traduira par des synergies opérationnelles et financières grâce à la rationalisation des opérations, de meilleures politiques d'achat, la réduction des coûts administratifs, le transfert des innovations, une meilleure allocation des ressources et la baisse des besoins en capitaux et la diminution des besoins en fonds de roulement. Le portefeuille du futur Groupe a été optimisé par des désinvestissements d'une valeur d'entreprise de 6,5 milliards d'euros.

◆ **Un Groupe de référence en matière de développement durable.** Lafarge et Holcim ont pour ambition de faire du futur Groupe une référence dans ce domaine. Chacun a pris des engagements forts, notamment en matière d'utilisation des ressources naturelles, d'économie circulaire et de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>. Ensemble, ils poursuivront ces ambitions.

## Préparer la fusion

La fusion prendra la forme d'une offre publique d'échange initiée par Holcim sur toutes les actions de Lafarge. Pour préparer la création du futur Groupe, deux comités ont été mis en place :

### ◆ Un Comité d'intégration

Ce Comité a pour mission de préparer le lancement du nouveau Groupe et de travailler sur le projet d'intégration qui sera mis en œuvre après la fusion, sachant que les deux entreprises restent concurrentes jusqu'à leur fusion effective.

Des groupes de travail, composés à parité de collaborateurs de Lafarge et d'Holcim, ont été constitués pour répondre à cinq objectifs clés : créer la nouvelle entreprise, préparer l'intégration des 90 pays, préparer l'intégration des fonctions, mobiliser les collaborateurs, et organiser l'intégration du management tout en assurant la continuité des opérations.

### ◆ Un Comité des désinvestissements

Constitué par des membres des deux entreprises, il a adopté une démarche pro-active en proposant aux Autorités de la concurrence une liste d'actifs qui pourraient être cédés, après avoir évalué les situations où des désinvestissements pourraient être nécessaires.

## PROJET DE CESSIONS LIÉES AU PROJET DE FUSION

**Les deux groupes ont annoncé le 2 février 2015 être entrés en négociations exclusives avec le groupe CRH sur la base d'un engagement ferme pour céder les actifs suivants pour une valeur d'entreprise de 6,5 milliards d'euros (dont 4,2 milliards d'euros représentant la valeur d'entreprise des actifs Lafarge qui seront cédés) :**

**France :** en France métropolitaine, tous les actifs d'Holcim, à l'exception de la cimenterie d'Altkirch et des sites béton et granulats dans la région du Haut-Rhin, et une station de broyage de Lafarge à Saint-Nazaire ; à la Réunion, les actifs de Lafarge, excepté sa participation dans Ciments de Bourbon ;

**Allemagne :** les actifs de Lafarge ;

**Hongrie :** les actifs opérationnels d'Holcim ;

**Roumanie :** les actifs de Lafarge ;

**Serbie :** les actifs d'Holcim ;

**Slovaquie :** les actifs d'Holcim ;

**Royaume-Uni :** les actifs de Lafarge Tarmac à l'exception de la cimenterie de Cauldon et de certains autres actifs associés. Dans ce cadre, Lafarge a signé un accord avec Anglo American Plc portant sur l'acquisition de sa participation de 50% dans Lafarge Tarmac le 24 juillet 2014. Une condition de cette acquisition est la réalisation de l'opération de fusion entre Lafarge et Holcim ;

**Canada :** les actifs d'Holcim ;

**Etats-Unis :** la cimenterie Trident d'Holcim (Montana) et certains terminaux dans la région des grands lacs ;

**Philippines :** les participations de Lafarge Republic Inc (LRI) et autres actifs spécifiques détenus par les actionnaires majoritaires (Lafarge Holdings Philippines, Inc., South Western Cement Ventures, Calumbuyan Holdings, Inc., et Round Royal, Inc.), à l'exception des parts de LRI dans (i) Lafarge Iligan, Inc., Lafarge Mindanao, Inc. et Lafarge Republic Aggregates, Inc. ; (ii) du terminal cimentier de Centre Harbour à Manille ; et (iii) d'autres actifs associés ;

**Brésil :** un ensemble d'actifs des deux entreprises qui comprend trois cimenteries intégrées et deux stations de broyage (représentant une capacité totale annuelle de 3,6 millions de tonnes) ainsi que des centrales à béton situées dans le Sud-Est du Brésil.

Ce projet de désinvestissement se déroulera dans le respect des conditions d'information et de consultation en vigueur et dans le cadre d'un dialogue permanent avec les instances de représentation du personnel. Il sera soumis à l'accord des autorités de la concurrence compétentes. Les actionnaires de CRH ont approuvé ce projet lors de l'Assemblée générale du 19 mars 2015. Ces cessions restent conditionnées à la finalisation du projet de fusion, qui inclut la réussite de l'offre publique d'échange et son approbation par les actionnaires de Holcim, ainsi que l'apport par les actionnaires de Lafarge d'au moins deux tiers des actions et droits de vote de Lafarge, en juillet 2015.

Dans les juridictions où les autorisations sont encore attendues, les deux groupes continueront à coopérer avec les autorités de la concurrence afin de satisfaire leurs éventuelles demandes.

## Accord sur les termes révisés du projet de fusion entre égaux des deux sociétés

Le 20 mars 2015, les conseils d'administration d'Holcim et de Lafarge ont annoncé avoir conclu un accord sur les termes révisés du projet de fusion entre égaux des deux sociétés.

Les parties se sont mises d'accord sur une nouvelle parité d'échange.

Wolfgang Reitzle et Bruno Lafont seront Coprésidents non exécutifs du conseil d'administration. Les deux Coprésidents travailleront conjointement à faire de cette fusion un succès. Beat Hess sera Vice-Président du conseil.

Un nouveau Directeur général du futur groupe, proposé par le Conseil d'administration de Lafarge et accepté par le Conseil d'administration de Holcim, prendra ses fonctions à la finalisation de l'opération. La nomination du Directeur général sera communiquée ultérieurement et au plus tard au dépôt de l'offre publique aux actionnaires de Lafarge.

Les résolutions nécessaires à la mise en œuvre de la fusion seront présentées lors d'une Assemblée générale des actionnaires d'Holcim autour du 7 mai 2015.

Lafarge et Holcim ont convenu que, sous réserve de l'approbation des actionnaires, le nouveau groupe annoncera après la finalisation de l'opération un dividende payable en actions, de 1 nouvelle action Lafarge-Holcim pour 20 actions détenues.

Avec ce nouvel accord, le projet de rapprocher Lafarge et Holcim pour créer le groupe à l'avant-garde de son industrie a franchi une étape importante. Les deux sociétés continuent à travailler intensément sur la préparation de la finalisation de la transaction et d'une intégration post fusion réussie.

Certains actionnaires clés ont confirmé leur soutien aux termes révisés de la fusion. Les deux groupes anticipent une finalisation de la transaction en juillet 2015.

*Cette section contient des informations et déclarations prospectives concernant les activités regroupées de Holcim et Lafarge après la réalisation de l'opération envisagée qui n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'une vérification indépendante. Ces déclarations ne constituent pas des faits historiques. Ces déclarations comprennent des projections financières et des estimations ainsi que les hypothèses sur lesquelles celles-ci reposent, des déclarations portant sur des projets, des objectifs et des attentes concernant des opérations. Bien que ces déclarations prospectives sont estimées raisonnables, le lecteur est alerté sur le fait que ces déclarations prospectives sont soumises à de nombreux risques et incertitudes, difficilement prévisibles et généralement en dehors du contrôle des sociétés, qui peuvent impliquer que les résultats et développements attendus diffèrent significativement de ceux exprimés, induits ou prévus dans les informations et déclarations prospectives. Le groupe combiné pourrait ne pas réaliser les avantages escomptés de l'opération. L'information figurant dans cette section ne constitue ni une offre d'achat ou d'échange, ni une sollicitation d'une offre pour la vente ou l'échange d'actions Lafarge.*

## COMPTES CONSOLIDÉS

### COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE

(millions d'euros, sauf indications contraires)	2014	2013 <sup>(1)</sup>
<b>PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES</b>	<b>12 843</b>	<b>13 091</b>
Coût des biens vendus	(9 838)	(9 944)
Frais administratifs et commerciaux	(1 124)	(1 210)
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION AVANT PLUS-VALUES DE CESSION, PERTE DE VALEUR SUR ACTIFS, RESTRUCTURATION ET AUTRES</b>	<b>1 881</b>	<b>1 937</b>
Plus- (moins-) values de cession	292	291
Autres produits (charges) d'exploitation	(713)	(295)
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>1 460</b>	<b>1 933</b>
Charges financières	(1 034)	(1 122)
Produits financiers	164	138
Quote-part dans les résultats des coentreprises et entreprises associées	69	-
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔTS</b>	<b>659</b>	<b>949</b>
Impôts	(385)	(242)
<b>RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES</b>	<b>274</b>	<b>707</b>
Résultat net des activités abandonnées	-	46
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>274</b>	<b>753</b>
<i>Dont part attribuable aux :</i>		
Propriétaires de la société mère du Groupe	143	601
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	131	152

#### RÉSULTATS NETS PAR ACTION (euros)

<b>PART ATTRIBUABLE AUX PROPRIÉTAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE DU GROUPE</b>		
Résultat par action de base	0,50	2,09
Résultat par action dilué	0,49	2,08
<b>Dont activités poursuivies</b>		
Résultat par action de base	0,50	1,93
Résultat par action dilué	0,49	1,92
<b>NOMBRE MOYEN D'ACTIONS</b> (milliers)	<b>287 419</b>	<b>287 268</b>

(1) Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" dans le Rapport Annuel 2014 (Document de Référence) du Groupe, suite à l'application d'IFRS 11.

Les notes aux comptes font partie intégrante des comptes consolidés. Elles figurent dans le Rapport Annuel 2014 (Document de Référence) du Groupe, disponible directement en ligne sur le site internet [www.lafarge.com](http://www.lafarge.com) ou sur demande auprès du service des relations avec les actionnaires.



## ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE

(millions d'euros)	2014	2013 <sup>(1)</sup>
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>274</b>	<b>753</b>
<b>Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat</b>		
Gains et pertes actuariels	(63)	119
Impôts sur les éléments qui ne seront pas reclassés en résultat	47	(74)
<b>Total des éléments qui ne seront pas reclassés en résultat</b>	<b>(16)</b>	<b>45</b>
<b>Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat</b>		
Actifs financiers disponibles à la vente	8	(14)
Couverture des flux de trésorerie	(13)	8
Écarts de conversion	1 193	(1 698)
Impôts sur les éléments susceptibles d'être reclassés en résultat	3	(1)
<b>Total des éléments susceptibles d'être reclassés en résultat</b>	<b>1 191</b>	<b>(1 705)</b>
<b>AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL, NETS D'IMPÔTS</b>	<b>1 175</b>	<b>(1 660)</b>
<i>dont quote-part du résultat global des coentreprises et entreprises associées, net d'impôt</i>	<i>216</i>	<i>(32)</i>
<b>RÉSULTAT GLOBAL</b>	<b>1 449</b>	<b>(907)</b>
<i>Dont part attribuable aux :</i>		
<b>Propriétaires de la société mère du Groupe</b>	<b>1 218</b>	<b>(928)</b>
Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	231	21

(1) Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" dans le Rapport Annuel 2014 (Document de Référence) du Groupe, suite à l'application d'IFRS 11.

Les notes aux comptes font partie intégrante des comptes consolidés. Elles figurent dans le Rapport Annuel 2014 (Document de Référence) du Groupe, disponible directement en ligne sur le site internet [www.lafarge.com](http://www.lafarge.com) ou sur demande auprès du service des relations avec les actionnaires.

## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

	AU 31 DÉCEMBRE		AU 1 <sup>ER</sup> JANVIER
(millions d'euros)	2014	2013 <sup>(1)</sup>	2013 <sup>(1)</sup>
<b>ACTIF</b>			
<b>ACTIF NON COURANT</b>	<b>28 933</b>	<b>28 447</b>	<b>29 301</b>
Goodwill	11 360	11 027	11 953
Immobilisations incorporelles	349	370	426
Immobilisations corporelles	12 052	12 049	13 441
Participations dans des coentreprises et entreprises associées	3 056	3 174	1 550
Autres actifs financiers	739	667	727
Instruments dérivés	50	12	27
Impôts différés	1 292	1 125	1 141
Autres débiteurs	35	23	36
<b>ACTIF COURANT</b>	<b>5 871</b>	<b>6 786</b>	<b>8 695</b>
Stocks	1 476	1 425	1 526
Clients	1 597	1 546	1 539
Autres débiteurs	714	680	690
Instruments dérivés	123	24	68
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 961	3 111	2 606
Actifs en cours de cession	-	-	2 266
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>34 804</b>	<b>35 233</b>	<b>37 996</b>
<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital	1 150	1 149	1 149
Primes	9 730	9 712	9 695
Actions propres	(4)	(1)	(11)
Réserves et résultat consolidés	6 655	6 868	6 477
Autres réserves	(884)	(885)	(925)
Écarts de conversion	(1 194)	(2 288)	(719)
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	15 453	14 555	15 666
Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires)	1 836	1 730	1 868
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>17 289</b>	<b>16 285</b>	<b>17 534</b>
<b>PASSIF NON COURANT</b>	<b>12 099</b>	<b>13 156</b>	<b>14 121</b>
Impôts différés	847	785	897
Provision avantages du personnel	1 304	1 218	1 476
Provisions	515	504	638
Passifs financiers	9 371	10 580	11 028
Instruments dérivés	2	1	3
Autres créditeurs	60	68	79
<b>PASSIF COURANT</b>	<b>5 416</b>	<b>5 792</b>	<b>6 341</b>
Provision avantages du personnel	94	123	102
Provisions	75	104	123
Fournisseurs	1 897	1 830	1 725
Autres créditeurs	1 173	1 211	1 427
Impôts à payer	106	112	213
Passifs financiers (y compris part court terme de la dette long terme)	2 045	2 398	2 328
Instruments dérivés	26	14	52
Passifs liés aux actifs en cours de cession	-	-	371
<b>TOTAL PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>	<b>34 804</b>	<b>35 233</b>	<b>37 996</b>

(1) Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" dans le Rapport Annuel 2014 (Document de Référence) du Groupe, suite à l'application d'IFRS 11.

Les notes aux comptes font partie intégrante des comptes consolidés. Elles figurent dans le Rapport Annuel 2014 (Document de Référence) du Groupe, disponible directement en ligne sur le site internet [www.lafarge.com](http://www.lafarge.com) ou sur demande auprès du service des relations avec les actionnaires.

## TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE

(millions d'euros)	2014	2013 <sup>(1)</sup>
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'EXPLOITATION</b>		
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>274</b>	<b>753</b>
<b>RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES</b>	<b>-</b>	<b>46</b>
<b>RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES</b>	<b>274</b>	<b>707</b>
<i>Élimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés aux opérations, des impôts et des frais financiers :</i>		
Amortissements des immobilisations	840	857
Pertes de valeur des actifs	428	110
Quote-part dans les résultats des coentreprises et entreprises associées	(69)	-
(Plus) et moins-value de cession	(292)	(291)
(Produits) charges financiers	870	984
Impôts	385	242
Autres, nets (y compris dividendes reçus des sociétés mises en équivalence)	(76)	(137)
Variation du besoin en fonds de roulement lié aux opérations d'exploitation avant effet des impôts et des frais financiers (voir analyse ci-dessous)	(92)	(56)
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'EXPLOITATION AVANT IMPÔTS ET FRAIS FINANCIERS</b>	<b>2 268</b>	<b>2 416</b>
Intérêts reçus (payés)	(877)	(835)
Impôts payés	(443)	(476)
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'EXPLOITATION DES ACTIVITÉS POURSUIVIES</b>	<b>948</b>	<b>1 105</b>
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'EXPLOITATION DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES</b>	<b>-</b>	<b>1</b>
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'EXPLOITATION</b>	<b>948</b>	<b>1 106</b>
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>		
Investissements industriels	(861)	(950)
Acquisitions de titres des filiales*	(76)	(18)
Investissements dans les coentreprises et entreprises associées	(10)	(10)
Acquisitions d'actifs financiers disponibles à la vente	(15)	(1)
Cessions d'actifs**	1 084	1 069
(Augmentation) diminution nette des prêts et autres débiteurs	(87)	15
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES</b>	<b>35</b>	<b>105</b>
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES</b>	<b>-</b>	<b>(2)</b>
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>35</b>	<b>103</b>

(1) Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" dans le Rapport Annuel 2014 (Document de Référence) du Groupe, suite à l'application d'IFRS 11.

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE

(millions d'euros)	2014	2013 <sup>(1)</sup>
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>		
Variations de capital - propriétaires de la société mère	8	3
Variations de capital - participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	-	-
Acquisitions de parts d'intérêts sans prise de contrôle des filiales	(13)	(2)
Cessions de parts d'intérêts sans perte de contrôle des filiales	21	188
(Augmentation) diminution des actions propres	(14)	-
Dividendes versés	(289)	(289)
Dividendes versés aux participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	(147)	(197)
Augmentation des passifs financiers à plus d'un an	612	1 288
Remboursement des passifs financiers à plus d'un an	(2 632)	(1 459)
Augmentation (Diminution) des passifs financiers à moins d'un an	58	8
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT DES ACTIVITÉS POURSUIVIES</b>	<b>(2 396)</b>	<b>(460)</b>
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>FLUX NETS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>(2 396)</b>	<b>(460)</b>
<b>VARIATION DE TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES</b>	<b>(1 413)</b>	<b>750</b>
Variation de trésorerie et équivalents de trésorerie des activités abandonnées	-	(1)
Incidence des variations des cours des monnaies étrangères sur la trésorerie et autres incidences non monétaires	263	(244)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	3 111	2 606
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>1 961</b>	<b>3 111</b>
* Dont trésorerie des entreprises acquises	3	2
** Dont trésorerie des entreprises cédées	(16)	(126)
<b>ANALYSE DE LA VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT</b>	<b>(92)</b>	<b>(56)</b>
(Augmentation)/diminution des stocks	(32)	(51)
(Augmentation)/diminution des clients	(22)	(133)
(Augmentation)/diminution des autres débiteurs - hors créances fiscales et frais financiers à recevoir	(35)	(38)
Augmentation/(diminution) des fournisseurs	(2)	229
Augmentation/(diminution) des autres créditeurs - hors dettes fiscales et frais financiers à payer	(1)	(63)

(1) Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" dans le Rapport Annuel 2014 (Document de Référence) du Groupe, suite à l'application d'IFRS 11.

Les notes aux comptes font partie intégrante des comptes consolidés. Elles figurent dans le Rapport Annuel 2014 (Document de Référence) du Groupe, disponible directement en ligne sur le site internet [www.lafarge.com](http://www.lafarge.com) ou sur demande auprès du service des relations avec les actionnaires.



## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Actions en circulation	Dont Actions propres	Capital	Primes	Actions propres	Réserves et résultat consolidés <sup>(1)</sup>	Autres réserves	Écarts de conversion	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle (Intérêts minoritaires) <sup>(1)</sup>	Capitaux propres <sup>(1)</sup>
	(nombre d'actions)		(millions d'euros)								
<b>SOLDE AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2013</b>	<b>287 255 502</b>	<b>157 283</b>	<b>1 149</b>	<b>9 695</b>	<b>(11)</b>	<b>6 477</b>	<b>(925)</b>	<b>(719)</b>	<b>15 666</b>	<b>1 868</b>	<b>17 534</b>
Résultat net						601			601	152	753
Autres éléments du résultat global net d'impôts							40	(1 569)	(1 529)	(131)	(1 660)
<b>RÉSULTAT GLOBAL</b>						<b>601</b>	<b>40</b>	<b>(1 569)</b>	<b>(928)</b>	<b>21</b>	<b>(907)</b>
Dividendes						(289)			(289)	(197)	(486)
Augmentation de capital	109 895			3					3	-	3
Paielements fondés sur des actions				14					14	-	14
Actions propres		(139 348)			10	(10)			-	-	-
Variation de parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales						84			84	97	181
Autres mouvements						5			5	(59)	(54)
<b>SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2013</b>	<b>287 365 397</b>	<b>17 935</b>	<b>1 149</b>	<b>9 712</b>	<b>(1)</b>	<b>6 868</b>	<b>(885)</b>	<b>(2 288)</b>	<b>14 555</b>	<b>1 730</b>	<b>16 285</b>
<b>SOLDE AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2014</b>	<b>287 365 397</b>	<b>17 935</b>	<b>1 149</b>	<b>9 712</b>	<b>(1)</b>	<b>6 868</b>	<b>(885)</b>	<b>(2 288)</b>	<b>14 555</b>	<b>1 730</b>	<b>16 285</b>
Résultat net						143			143	131	274
Autres éléments du résultat global net d'impôts							(19)	1 094	1 075	100	1 175
<b>RÉSULTAT GLOBAL</b>						<b>143</b>	<b>(19)</b>	<b>1 094</b>	<b>1 218</b>	<b>231</b>	<b>1 449</b>
Dividendes						(289)			(289)	(144)	(433)
Augmentation de capital	176 287		1	7					8	-	8
Paielements fondés sur des actions				11					11	-	11
Actions propres		52 603			(3)	(11)			(14)	-	(14)
Variation de parts d'intérêts sans prise/perte de contrôle des filiales						(35)			(35)	25	(10)
Autres mouvements						(21)	20		(1)	(6)	(7)
<b>SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2014</b>	<b>287 541 684</b>	<b>70 538</b>	<b>1 150</b>	<b>9 730</b>	<b>(4)</b>	<b>6 655</b>	<b>(884)</b>	<b>(1 194)</b>	<b>15 453</b>	<b>1 836</b>	<b>17 289</b>

(1) Les chiffres ont été ajustés des retraitements expliqués dans la Note 2 "Synthèse des principales règles et méthodes comptables" dans le Rapport Annuel 2014 (Document de Référence) du Groupe, suite à l'application d'IFRS 11.

Les notes aux comptes font partie intégrante des comptes consolidés. Elles figurent dans le Rapport Annuel 2014 (Document de Référence) du Groupe, disponible directement en ligne sur le site internet [www.lafarge.com](http://www.lafarge.com) ou sur demande auprès du service des relations avec les actionnaires.

## COMPTES SOCIAUX

Les comptes sociaux de l'exercice 2014 sont soumis à approbation dans la première résolution. Afin de faciliter la lecture du document de convocation, nous vous les présentons ici sous une forme simplifiée. La version intégrale des comptes de la société Lafarge S.A. et de leurs annexes est à votre disposition sur simple demande. Il vous suffit de compléter le formulaire de demande d'envoi que vous trouverez à la page 103 et de le retourner à BNP Paribas Securities Services. Vous pouvez également consulter la version intégrale des comptes sociaux avec annexes dans le Rapport Annuel 2014 (Document de Référence) du Groupe, disponible sur le site Internet [www.lafarge.com](http://www.lafarge.com) (rubriques Actionnaires & Investisseurs).

### COMMENTAIRES SUR LE RÉSULTAT ET LE BILAN

Les comptes de l'exercice 2014 se soldent par un résultat net de 144 millions d'euros, contre 462 millions l'année précédente.

◆ Les résultats traduisent les événements suivants :

- ◆ la baisse significative du résultat d'exploitation de -108 millions d'euros provient essentiellement des coûts engagés dans le cadre du projet de fusion avec Holcim ;
- ◆ le résultat financier se dégrade de -259 millions d'euros. La diminution des dividendes encaissés de -332 millions d'euros étant pour partie compensée par une diminution des charges financières nettes de 71 millions d'euros ;
- ◆ le résultat exceptionnel de 5 millions d'euros correspond principalement aux reprises de provisions pour attribution d'actions gratuites ;
- ◆ enfin l'impôt sur les bénéfices prend en compte les impôts reçus ou à recevoir des filiales pour 92 millions d'euros dans le cadre de l'intégration fiscale.

◆ Les principales évolutions au bilan reflètent :

- ◆ la variation de la valeur brute des titres de participations de -30 millions d'euros s'explique essentiellement par la réduction de capital de notre filiale Lafarge Brasil SA ;
- ◆ d'augmentation des provisions pour risques et charges de 46 millions d'euros suite à la provision passée sur les charges liées à la fusion ;
- ◆ d'augmentation nette des emprunts, prêts, et avances à court et long terme reçus ou consentis aux sociétés du Groupe pour 905 millions d'euros ;
- ◆ d'augmentation des capitaux propres avant résultat de l'exercice, pour 181 millions d'euros, qui résulte de l'affectation du résultat 173 millions d'euros et des augmentations de capital pour 8 millions d'euros ;
- ◆ la diminution de 562 millions d'euros de l'endettement net qui s'établit à 10 777 millions d'euros à fin 2014.

À la fin de l'année, la dette brute est composée d'emprunts obligataires pour 10 008 millions d'euros, d'emprunts auprès de sociétés du Groupe pour 378 millions d'euros et d'autres emprunts auprès des établissements de crédit pour 651 millions d'euros.

**COMPTE DE RÉSULTAT**

EXERCICES CLOS LE 31 DÉCEMBRE

(en millions d'euros)	2014	2013
Production vendue (services)	507	506
Reprises sur provisions	5	21
<b>Total des produits d'exploitation</b>	<b>512</b>	<b>527</b>
Autres achats et charges externes	(397)	(350)
Impôts et taxes	(9)	(11)
Salaires et charges sociales	(150)	(153)
Dotations aux amortissements	(24)	(24)
Dotations aux provisions	(75)	(24)
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>(655)</b>	<b>(562)</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>(143)</b>	<b>(35)</b>
Produits financiers de participation	892	1 218
Intérêts et produits assimilés	88	78
Différences positives de change	22	33
Reprises sur provisions	1	4
<b>Total des produits financiers</b>	<b>1 003</b>	<b>1 333</b>
Intérêts et charges assimilées	(765)	(814)
Différences négatives de change	(15)	(31)
Dotations aux provisions	(8)	(14)
<b>Total des charges financières</b>	<b>(788)</b>	<b>(859)</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>215</b>	<b>474</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT</b>	<b>72</b>	<b>439</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>5</b>	<b>(23)</b>
Produit/(Charge) d'impôt sur les bénéfices	67	46
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>144</b>	<b>462</b>

Les notes aux comptes font partie intégrante des comptes sociaux. Elles figurent dans le Rapport Annuel 2014 (Document de Référence) du Groupe, disponible directement en ligne sur le site Internet [www.lafarge.com](http://www.lafarge.com) ou sur demande auprès du service des Relations avec les Actionnaires.

## BILAN

### ACTIF

AU 31 DÉCEMBRE

(en millions d'euros)	2014			2013
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
<b>Immobilisations incorporelles et corporelles</b>	<b>241</b>	<b>144</b>	<b>97</b>	<b>93</b>
<b>Immobilisations financières <sup>(1)</sup></b>	<b>26 274</b>	<b>0</b>	<b>26 274</b>	<b>25 754</b>
Participations	25 242	-	25 242	25 272
Créances rattachées à des participations	1 021	-	1 021	471
Autres immobilisations financières	11	-	11	11
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>	<b>26 515</b>	<b>144</b>	<b>26 371</b>	<b>25 847</b>
Autres créances	1 437	-	1 437	2 395
Valeurs mobilières de placement	4	-	4	1
Disponibilités	256	-	256	1 209
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>1 697</b>	<b>0</b>	<b>1 697</b>	<b>3 605</b>
Primes de remboursement des obligations	18	-	18	26
Écarts de conversion actif	440	-	440	278
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>28 670</b>	<b>144</b>	<b>28 526</b>	<b>29 756</b>
<i>(1) Dont à moins d'un an</i>			32	25

### PASSIF (AVANT AFFECTATION)

AU 31 DÉCEMBRE

(en millions d'euros)	2014	2013
Capital social	1 150	1 149
Primes d'émission, de fusion et d'apport	9 863	9 856
Écarts de réévaluation	3	3
Réserve légale	115	109
Autres réserves	649	649
Report à nouveau	1 727	1 560
Résultat de l'exercice	144	462
Provisions réglementées	1	1
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>13 652</b>	<b>13 789</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>221</b>	<b>175</b>
Emprunts obligataires	10 008	11 420
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit <sup>(1)</sup>	651	769
Autres dettes financières diverses	378	360
<b>Dettes financières</b>	<b>11 037</b>	<b>12 549</b>
Dettes fiscales et sociales	59	48
Autres dettes	3 341	2 863
<b>TOTAL DES DETTES <sup>(2)</sup></b>	<b>14 437</b>	<b>15 460</b>
Écarts de conversion passif	216	332
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>28 526</b>	<b>29 756</b>
<i>(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques</i>	1	10
<i>(2) Dont part à moins d'un an</i>	4 931	4 885

Les notes aux comptes font partie intégrante des comptes sociaux. Elles figurent dans le Rapport Annuel 2014 (Document de Référence) du Groupe, disponible directement en ligne sur le site Internet [www.lafarge.com](http://www.lafarge.com) ou sur demande auprès du service des Relations avec les Actionnaires.



# TABLEAU DE FINANCEMENT

EXERCICES CLOS LE 31 DÉCEMBRE

(en millions d'euros)	2014	2013
<b>MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT <sup>(1)</sup></b>	<b>222</b>	<b>518</b>
Variation du besoin en fonds de roulement	1 170	8
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIES AUX OPÉRATIONS D'EXPLOITATION (I)</b>	<b>1 392</b>	<b>526</b>
Investissements	(28)	(26)
Acquisition de titres	(3)	-
Remboursement de titres	33	217
Diminution nette des prêts et divers	(550)	27
Actifs immobilisés cédés		
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIES AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS (II)</b>	<b>(548)</b>	<b>218</b>
Augmentations de capital	7	3
Dividendes au titre de l'exercice précédent	(289)	(289)
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIES AUX OPÉRATIONS DE CAPITAL (III)</b>	<b>(282)</b>	<b>(286)</b>
<b>(AUGMENTATION)/ DIMINUTION DE L'ENDETTEMENT NET (I + II + III)</b>	<b>562</b>	<b>458</b>
<b>ENDETTEMENT NET DE CLÔTURE</b>	<b>10 777</b>	<b>11 339</b>
Dettes financières	11 037	12 549
Valeurs mobilières de placement	(4)	(1)
Disponibilités	(256)	(1 209)

(1) La marge brute d'autofinancement est essentiellement composée du résultat net (+144 millions d'euros) hors dotations aux amortissements (+32 millions d'euros), dotations et reprises de provisions (-46 millions d'euros).

Les notes aux comptes font partie intégrante des comptes sociaux. Elles figurent dans le Rapport Annuel 2014 (Document de Référence) du Groupe, disponible directement en ligne sur le site Internet [www.lafarge.com](http://www.lafarge.com) ou sur demande auprès du service des Relations avec les Actionnaires.

## ÉVOLUTION DES RÉSULTATS FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES (ARTICLES R.225-81, R.225-83, R.225-102 DU CODE DE COMMERCE)

	2014	2013	2012	2011	2010
<b>A. CAPITAL SOCIAL</b>					
Capital social (en euros)	1 150 166 736	1 149 461 588	1 149 022 008	1 148 990 072	1 145 815 116
nombre d'actions ordinaires existantes	287 541 684	287 365 397	287 255 502	287 247 518	286 453 779
nombre maximal d'actions futures à créer	6 093 284	7 000 955	8 455 389	8 511 063	9 099 072
par attribution / livraison d'actions de performance	340 669				
par exercice d'options de souscription d'actions	5 752 615	7 000 955	8 455 389	8 511 063	9 099 072
<b>B. OPÉRATIONS DE L'EXERCICE (EN MILLIERS D'EUROS)</b>					
a) Chiffre d'affaires hors taxes <sup>(1)</sup>	1 537 001	1 846 797	1 542 723	1 536 243	1 322 722
b) Résultat avant impôts, participation des salariés et amortissements et provisions	158 995	472 361	109 709	88 208	(320 834)
c) Impôts sur les bénéfices	67 388	46 183	65 750	68 352	76 060
d) Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	-
e) Résultat après impôts, participation des salariés et amortissements et provisions	144 018	462 306	102 842	205 507	49 032
f) Résultat distribué	367 732	289 556	289 341	144 550	287 903
dont majoration de 10 % <sup>(2)</sup>	2 643	2 140	2 028	1 002	1 683
<b>Résultat par action (en euros)</b>					
a) Résultat après impôts, participation des salariés mais avant amortissements et provisions	0,55	1,80	0,61	0,84	(0,85)
b) Résultat après impôts, participation des salariés et amortissements et provisions	0,50	1,61	0,36	0,72	0,17
c) Dividende net	1,270	1,000	1,000	0,500	1,000
Dividende net majoré	1,390	1,100	1,100	0,550	1,100
<b>C. PERSONNEL</b>					
Nombre de salariés au 31 décembre	515	498	512	528	510
Masse salariale (en milliers d'euros) <sup>(3)</sup>	102 729	104 210	102 597	94 773	92 799
Avantages sociaux (milliers d'euros) <sup>(4)</sup>	47 373	49 149	47 494	47 369	48 098
Intéressement versé (en milliers d'euros)	3 223	2 507	1 388	1 732	2 142

(1) La ligne Chiffre d'affaires hors taxes présente les produits des activités courantes qui incluent la production vendue (services) et les produits financiers.

(2) Majoration du dividende relative aux actions nominatives détenues depuis plus de deux ans.

(3) Incluant provision sur attributions d'actions de performance, indemnités de départ retraite.

(4) Organismes sociaux, œuvres sociales et autres charges sur personnels impatriés, etc.

## I. RÉOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

- Approbation des comptes annuels et des opérations de l'exercice 2014 (**1<sup>re</sup> résolution**)
- Approbation des comptes consolidés et des opérations de l'exercice 2014 (**2<sup>e</sup> résolution**)
- Affectation du résultat et fixation du dividende (**3<sup>e</sup> résolution**)
- Approbation d'une nouvelle convention réglementée : convention entre Groupe Bruxelles Lambert, Holcim Ltd et Lafarge (**4<sup>e</sup> résolution**)
- Approbation d'une nouvelle convention réglementée : convention entre NNS Holding Sàrl, M. Nassef Sawiris, Holcim Ltd et Lafarge (**5<sup>e</sup> résolution**)
- Approbation de nouvelles conventions réglementées : modifications de Plans de retraite supplémentaire en France et des conventions d'externalisation de ces régimes de retraite supplémentaire (**6<sup>e</sup> résolution**)
- Renouvellement de M. Philippe Dauman en qualité d'administrateur (**7<sup>e</sup> résolution**)
- Renouvellement de M. Baudouin Prot en qualité d'administrateur (**8<sup>e</sup> résolution**)
- Avis sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2014 à M. Bruno Lafont, Président-Directeur général (**9<sup>e</sup> résolution**)
- Autorisation d'achat et de vente par la Société de ses propres actions (**10<sup>e</sup> résolution**)
- Autorisation au Conseil d'administration d'émettre des obligations et des valeurs mobilières qui sont des obligations donnant droit à l'attribution de titres de créance et ne donnant pas lieu à augmentation de capital de la Société (**11<sup>e</sup> résolution**)

## II. RÉOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

- Autorisation au Conseil d'administration d'émettre des valeurs mobilières qui sont des obligations donnant droit à l'attribution de titres de capital existants et ne donnant pas lieu à augmentation de capital de la Société (**12<sup>e</sup> résolution**)
- Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration en vue d'émettre des actions et des valeurs mobilières emportant augmentation de capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires (**13<sup>e</sup> résolution**)
- Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration en vue d'émettre des actions et des valeurs mobilières emportant augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires (**14<sup>e</sup> résolution**)
- Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration en vue d'émettre, par une offre visée à l'article L.411-2 II du Code monétaire et financier, des actions et des valeurs mobilières emportant augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires (**15<sup>e</sup> résolution**)
- Délégation consentie au Conseil d'administration en vue d'émettre des actions et des valeurs mobilières emportant augmentation de capital en rémunération d'apports en nature (**16<sup>e</sup> résolution**)
- Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription (**17<sup>e</sup> résolution**)
- Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres (**18<sup>e</sup> résolution**)
- Autorisation au Conseil d'administration de réduire le capital par annulation d'actions (**19<sup>e</sup> résolution**)
- Autorisation au Conseil d'administration de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires (**20<sup>e</sup> résolution**)
- Autorisation au Conseil d'administration de consentir des options de souscription et/ou d'achat d'actions, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires (**21<sup>e</sup> résolution**)
- Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration en vue d'émettre des actions et/ou valeurs mobilières emportant augmentation de capital au bénéfice des adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires (**22<sup>e</sup> résolution**)
- Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration en vue de procéder à des augmentations de capital réservées à une catégorie de bénéficiaires dans le cadre d'une opération réservée aux salariés, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires (**23<sup>e</sup> résolution**)
- Modification des statuts – Participation à l'Assemblée générale (modification de la date d'enregistrement) (**24<sup>e</sup> résolution**)
- Modification des statuts – Compétence pour émettre des obligations et des valeurs mobilières n'emportant pas augmentation de capital (**25<sup>e</sup> résolution**)
- Pouvoirs pour formalités (**26<sup>e</sup> résolution**)

Vous trouverez ci-dessous les projets de résolutions qui seront soumis aux actionnaires de Lafarge lors de la prochaine Assemblée générale mixte du 7 mai 2015.

Les résolutions sont précédées d'un paragraphe introductif exposant les motifs de chacune des résolutions proposées. L'ensemble de ces paragraphes introductifs, complété des indications sur la marche des affaires qui figurent dans la brochure de convocation de l'Assemblée, forme le rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée. La lecture de ce rapport ne peut être dissociée de celle des projets de résolutions.

Les actionnaires sont également invités à se référer au Guide pédagogique du Medef sur les "Projets de résolution soumis au vote des actionnaires de sociétés cotées", élaboré en liaison avec l'ANSA et l'Afep et disponible sur [www.medef.com](http://www.medef.com) (Medef Corporate, rubrique "Publications") ou [www.lafarge.com](http://www.lafarge.com) (Rubrique "Actionnaires et Investisseurs") pour un complément d'information utile sur les enjeux des projets de résolution et les modalités résultant du cadre légal applicable aux sociétés françaises en la matière.

## I. RÉOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

### APPROBATION DES COMPTES ANNUELS ET AFFECTATION DU BÉNÉFICE (RÉSOLUTIONS 1 À 3)

Les **deux premières résolutions** soumettent à l'approbation des actionnaires les comptes annuels sociaux et consolidés de Lafarge pour 2014, faisant ressortir respectivement un résultat de 144 018 217,48 euros et de 143 millions d'euros (part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe).

La **3<sup>e</sup> résolution** propose une affectation du bénéfice de l'exercice 2014 permettant de déclarer un dividende normal de 1,27 euro par action et un dividende majoré de 1,39 euro par action. Le dividende majoré est attribué aux actions qui, au 31 décembre 2014, étaient détenues depuis plus de deux ans sous la forme nominative et le sont toujours à la date de mise en paiement du dividende.

Le montant du dividende normal et du dividende majoré est éligible en totalité à l'abattement de 40 % bénéficiant aux personnes physiques fiscalement domiciliées en France.

Si cette proposition est approuvée, le dividende serait versé le 12 mai 2015. Le détachement du dividende interviendrait le 8 mai 2015.

### 1<sup>RE</sup> RÉOLUTION

#### Approbation des comptes annuels et des opérations de l'exercice 2014

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, du rapport du Président sur les procédures de contrôle interne mises en place par la Société et des rapports des commissaires aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice 2014, tels qu'ils lui sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Elle arrête le résultat bénéficiaire de cet exercice à 144 018 217,48 euros.

### 2<sup>E</sup> RÉOLUTION

#### Approbation des comptes consolidés et des opérations de l'exercice 2014

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur la gestion du Groupe, du rapport du Président sur les procédures de contrôle interne mises en place par la Société ainsi que des rapports des commissaires aux comptes, approuve les comptes consolidés de l'exercice 2014, tels qu'ils lui sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

Elle arrête le résultat net part du Groupe de cet exercice à 143 millions d'euros.

### 3<sup>E</sup> RÉSOLUTION

#### Affectation du résultat et fixation du dividende

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, approuve les propositions du Conseil d'administration relatives à l'affectation du bénéfice distribuable de l'exercice 2014 :

Origines :		(en euros)
Bénéfice de l'exercice		144 018 217,48
Report à nouveau antérieur *		1 726 529 653,56
<b>TOTAL (BÉNÉFICE DISTRIBUTABLE)</b>		<b>1 870 547 871,04</b>
AFFECTATION :		
Réserve légale		70 514,80
Dividende **		
➤ Premier dividende (5 % de la valeur nominale de l'action)		57 494 229,20
➤ Dividende complémentaire (dividende total - premier dividende)		307 594 126,22
➤ Montant maximum de la majoration de 10 %		2 643 447,72
<b>Dividende total</b>		<b>367 731 803,14</b>
Report à nouveau		1 502 745 533,10
<b>TOTAL DES AFFECTATIONS</b>		<b>1 870 547 871,04</b>

\* Après ajustements liés aux événements n'ayant pu être pris en compte à la date d'établissement de l'affectation du résultat soumise à la précédente Assemblée générale : (a) dividende perçu au titre d'actions nouvelles y donnant droit créées antérieurement à la date de son détachement, soit 121 948 euros, (b) dividende non perçu au titre d'actions auto-détenues à la date de son détachement, soit 52 970 euros, (c) acquisition ou perte du droit à majoration de 10 % du dividende pour certaines actions nominatives avant la date de sa mise en paiement, soit 220 597,60 euros.

\*\* Ce montant (ainsi que celui du report à nouveau) sera ajusté, le cas échéant, pour prendre en compte les événements suivants (a) création d'actions nouvelles donnant droit au dividende avant la date de détachement, (b) variation du nombre d'actions auto-détenues antérieurement à la date de détachement, (c) perte du droit à majoration de 10 % du dividende pour certaines actions nominatives avant la date de mise en paiement et (d) régularisation de dividendes pour un ou des exercices.

Elle fixe le dividende normal à 1,27 euro par action et le dividende majoré à 1,39 euro par action. Le montant du dividende normal et du dividende majoré est éligible en totalité, lorsqu'il est versé à des actionnaires personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à l'abattement de 40 % prévu par le 2° du 3 de l'article 158 du Code général des impôts.

Il est rappelé que les dividendes distribués au titre des précédents exercices ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions	Dividende distribué
<b>2013</b>	<b>287 365 397</b>	
Dividende normal		1,00
Dividende majoré		1,10
<b>2012</b>	<b>287 255 502</b>	
Dividende normal		1,00
Dividende majoré		1,10
<b>2011</b>	<b>287 247 518</b>	
Dividende normal		0,50
Dividende majoré		0,55

Toutes les sommes mentionnées dans le tableau qui précède dans la colonne "Dividende distribué" sont éligibles à l'abattement de 40 % précité.

L'Assemblée générale décide que le dividende sera détaché de l'action le 8 mai 2015 et que la mise en paiement du dividende interviendra le 12 mai 2015.



## CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS (RÉSOLUTIONS 4 À 6)

### 4<sup>E</sup> ET 5<sup>E</sup> RÉSOLUTIONS

Les **4<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> résolutions** concernent la ratification des conventions dites “réglementées” approuvées par votre Conseil d’administration. Il s’agit des conventions passées au cours de l’exercice 2014 entre Lafarge et ses administrateurs ou une société ayant un ou plusieurs administrateurs communs à Lafarge ou un actionnaire détenant plus de 10 % des droits de vote de la Société, et non encore approuvées en Assemblée générale.

Comme nouvelles conventions non encore présentées à l’Assemblée, le rapport spécial des commissaires aux comptes fait état des conventions entre :

- ◆ **Groupe Bruxelles Lambert** (ci-après “GBL”), **Holcim Ltd** et **la Société** intervenue en date du 6 avril 2014 ; et
- ◆ **NNS Holding Sàrl** (ci-après “NNS”), **M. Nassef Sawiris**, **Holcim Ltd** et **la Société** intervenue en date du 6 avril 2014.

### PRÉSENTATION DES CONVENTIONS ET MOTIVATION

Dans le cadre du projet d’opération de rapprochement entre Lafarge et Holcim Ltd (l’“opération”), qui serait réalisée au moyen d’une offre publique d’échange initiée par Holcim Ltd visant les titres Lafarge, deux conventions ont été conclues le 6 avril 2014, l’une entre Lafarge, Holcim Ltd et Groupe Bruxelles Lambert et la seconde entre Lafarge, Holcim Ltd, M. Nassef Sawiris et la société NNS Holding Sàrl. Ces conventions ont fait l’objet d’une publicité sur le site de l’Autorité des marchés financiers, conformément à l’article L.233-11 du Code de commerce (document AMF n°214C0562).

Aux termes de ces conventions, Groupe Bruxelles Lambert d’une part ainsi que M. Nassef Sawiris et NNS Holding Sàrl d’autre part se sont engagés à apporter à l’offre publique d’échange la totalité des actions Lafarge qu’ils détiennent au 6 avril 2014 (soit 60 308 408 actions Lafarge pour Groupe Bruxelles Lambert et 40 064 682 actions Lafarge pour M. Nassef Sawiris et NNS Holding Sàrl) ainsi que toutes les actions Lafarge qu’ils pourraient, le cas échéant, acquérir par la suite. Groupe Bruxelles Lambert d’une part ainsi que M. Nassef Sawiris et NNS Holding Sàrl d’autre part se sont engagés à réitérer, au besoin, cet engagement d’apport.

Les engagements d’apports de Groupe Bruxelles Lambert d’une part ainsi que de M. Nassef Sawiris et de la société NNS Holding Sàrl d’autre part deviendront caducs au cas où (i) soit une offre publique déposée par un tiers avant le dépôt de l’offre publique d’échange initiée par Holcim Ltd, (ii) soit une offre publique concurrente déposée par un tiers après le dépôt de l’offre publique d’échange initiée par Holcim Ltd, serait déclarée conforme par l’Autorité des marchés financiers. Cependant, dans l’hypothèse où, à la suite d’une telle offre d’un tiers, Holcim Ltd déposerait une offre concurrente ou une surenchère, déclarée conforme par l’Autorité des marchés financiers, et que les autres principes et modalités de l’opération demeureraient inchangés (notamment s’agissant des modalités de gouvernance du nouvel ensemble), les engagements d’apports de Groupe Bruxelles Lambert d’une part ainsi que de M. Nassef Sawiris et NNS Holding Sàrl d’autre part se reporteraient sur cette offre concurrente ou surenchère de la société Holcim Ltd.

Groupe Bruxelles Lambert d’une part ainsi que M. Nassef Sawiris et la société NNS Holding Sàrl d’autre part ont indiqué ne pas agir de concert avec un tiers vis-à-vis de Lafarge ou de Holcim Ltd et se sont engagés à ne pas agir de concert avec un tiers vis-à-vis de Lafarge ou de Holcim Ltd pendant une période prédéfinie (la “période de restriction”).

En outre, pendant la période de restriction, Groupe Bruxelles Lambert d’une part ainsi que M. Nassef Sawiris et la société NNS Holding Sàrl d’autre part, se sont engagés (pour leur compte et pour leurs filiales détenant des actions Lafarge), à :

- ◆ **conserver** et à ne pas céder ou autrement transférer de quelque manière que ce soit, y compris par voie d’opération sur dérivés, toute action Lafarge (sauf exceptions) ;
- ◆ **s’abstenir** de toute initiative visant à, ou de solliciter, d’encourager, de faciliter ou de provoquer, une opération ou une offre alternative à l’offre publique d’échange initiée par Holcim Ltd ou à l’opération de rapprochement entre Lafarge et Holcim Ltd (une “opération alternative”), et devront informer Lafarge et Holcim Ltd de toute sollicitation ou proposition de tiers en vue d’une opération alternative ;
- ◆ **s’abstenir** d’avoir quelque discussion que ce soit avec toute personne ou entité concernant une opération alternative ou s’engager dans toute négociation concernant une opération alternative ; ou
- ◆ **s’abstenir** de soutenir ou de proposer publiquement le soutien à toute opération alternative.

Les deux conventions arriveront à échéance, le 31 décembre 2015, sous réserve de résiliation anticipée, étant précisé que si l’offre publique d’échange est déposée par Holcim Ltd avant le 31 décembre 2015, la durée des conventions sera automatiquement prorogée jusqu’au règlement-livraison de l’offre publique d’échange.

Lors de sa réunion du 5 avril 2014, le Conseil d’administration a autorisé ces conventions, constatant que l’offre d’échange et les autres opérations liées étaient conformes à l’intérêt de la Société, de ses actionnaires, de ses salariés et des autres parties prenantes.

**4<sup>E</sup> RÉSOLUTION - CONVENTION ENTRE GROUPE BRUXELLES LAMBERT, HOLCIM LTD ET LA SOCIÉTÉ****Actionnaires et administrateurs concernés :**

- ◆ La société Groupe Bruxelles Lambert, actionnaire de la Société ;
- ◆ M. Paul Desmarais, Administrateur de la Société, est Vice-Président du Conseil, Administrateur et membre du Comité permanent de Groupe Bruxelles Lambert ;
- ◆ M. Ian Gallienne, Administrateur de la Société, est Administrateur-Délégué de Groupe Bruxelles Lambert ; et
- ◆ M. Gérard Lamarche, Administrateur de la Société, est Administrateur-Délégué de Groupe Bruxelles Lambert.

Étant intéressés à la convention les actionnaires et administrateurs cités ci-dessus ne pourront pas prendre part au vote de cette résolution. Leurs actions seront donc exclues du quorum.

**5<sup>E</sup> RÉSOLUTION - CONVENTION ENTRE NNS HOLDING SÀRL, M. NASSEF SAWIRIS, HOLCIM LTD ET LA SOCIÉTÉ****Actionnaires et administrateurs concernés :**

- ◆ NNS Holding Sàrl, actionnaire de la Société ;
- ◆ M. Nassef Sawiris, Administrateur de la Société, partie au contrat et lié à NNS Holding Sàrl ; et
- ◆ M. Jérôme Guiraud, Administrateur de la Société, est Administrateur de NNS Holding Sàrl.

Étant intéressés à la convention les actionnaires et administrateurs cités ci-dessus ne pourront pas prendre part au vote de cette résolution. Leurs actions seront donc exclues du quorum.

**6<sup>E</sup> RÉSOLUTION**

La **6<sup>e</sup> résolution** concerne les modifications de Plans de retraite supplémentaire en France et des conventions d'externalisation de ces régimes de retraite supplémentaire avec Cardif Assurance. Il s'agit de conventions réglementées approuvées par votre Conseil d'administration lors de sa réunion du 11 mars 2015 et présentées à cette Assemblée générale pour approbation.

**PLANS DE RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE : PRÉSENTATION DES MODIFICATIONS ET MOTIVATION**

Les cadres dirigeants français et membres du Comité Exécutif de Lafarge sont éligibles aux régimes de retraite supplémentaire à prestations définies (les "Plans") suivants :

- ◆ Régime Additif au profit de certains cadres dirigeants de Lafarge et de ses filiales en France, et
- ◆ Régime au profit des membres du Comité Exécutif de Lafarge.

Les Plans prévoient le principe que les bénéficiaires potentiels doivent terminer leur activité professionnelle et liquider leur retraite depuis Lafarge ou une de ses filiales en France pour pouvoir bénéficier de ces droits à retraite aléatoires.

M. Bruno Lafont est un des bénéficiaires potentiels des Plans. Pour mémoire, ces Plans ont été préalablement présentés au vote des actionnaires, notamment lors de l'Assemblée générale du 6 mai 2009.

Des modifications des Plans sont nécessaires pour permettre le maintien des droits au titre des services passés des bénéficiaires potentiels qui seraient amenés à être localisés en Suisse chez LafargeHolcim suite à la réalisation du projet de fusion entre Lafarge et Holcim Ltd. Ces modifications sont en substance les suivantes :

- ◆ Gel des droits au titre des Plans à compter de la localisation du bénéficiaire potentiel chez LafargeHolcim en Suisse : les années de service et les rémunérations perçues durant cette localisation ne seront pas prises en compte dans le calcul des droits au titre de ces Plans (les personnes concernées participant aux régimes de retraite suisses de LafargeHolcim durant cette localisation),
- ◆ Maintien et ouverture des droits au titre de ces Plans y compris en cas de départ à la retraite de la société suisse LafargeHolcim (et non plus uniquement en cas de départ à la retraite de Lafarge ou d'une de ses filiales en France),
- ◆ Les années de service et les rémunérations perçues par un bénéficiaire potentiel après une relocalisation en France (chez Lafarge ou dans une de ses filiales en France) seront prises en compte dans le calcul des droits au titre de ces Plans,
- ◆ Les modifications ci-dessus qui visent à anticiper les implications du projet de fusion entre Lafarge et Holcim Ltd ne viennent pas augmenter les droits à retraite en vigueur au titre de ces Plans,
- ◆ A cette occasion, il est également procédé à des modifications techniques des Plans conformes aux pratiques de marché en la matière (revue de la clause d'indexation des rentes : les rentes liquidées à compter du mois de mars 2015 seront revalorisées annuellement en fonction des rendements financiers des actifs sous gestion de la compagnie d'assurance chargée de verser les rentes aux bénéficiaires).

L'ensemble des modifications apportées aux Plans n'emporte aucune augmentation dans le calcul des droits potentiels au bénéfice de M. Bruno Lafont.

### **CONVENTIONS D'EXTERNALISATION DES RÉGIMES DE RETRAITE SUPPLÉMENTAIRE. PRÉSENTATION DES MODIFICATIONS ET MOTIVATION**

Lors de sa réunion du 6 novembre 2008, le Conseil d'administration a autorisé la conclusion des contrats d'assurance (les "Conventions") entre la Société et Cardif Assurance Vie, filiale de BNP Paribas, dont l'objet est l'externalisation des Plans. Ces conventions ont été approuvées lors des assemblées générales du 6 mai 2009.

M. Bruno Lafont pourra bénéficier de ces Conventions.

L'unique motivation des modifications des Conventions est d'y intégrer en miroir les modifications apportées aux Plans présentées ci-dessus. L'objet de ces Conventions étant l'externalisation des Plans, ils intègrent et font référence aux dispositions desdits Plans. Il convient donc de les adapter en conséquence pour cohérence. Ces modifications des Conventions n'emportent aucun autre changement de substance ni aucune autre modification des conditions financières et économiques des Conventions lesquelles sont conformes aux pratiques de marché en la matière.

**Administrateur concerné :** M. Bruno Lafont, administrateur et Président-Directeur général

Étant indirectement intéressé aux conventions, M. Bruno Lafont ne pourra pas prendre part au vote de cette résolution. Ses actions seront donc exclues du quorum.

Lors de sa réunion du 17 février 2015, le Conseil d'administration a procédé à sa revue annuelle de l'ensemble des conventions et engagements réglementés approuvés par l'Assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, ceux-ci n'ayant pas fait l'objet de paiement pour exécution en 2014 à l'exception des conventions d'externalisation auprès de Cardif Assurance Vie comme précisé dans le rapport spécial des commissaires aux comptes.

## **4<sup>E</sup> RÉOLUTION**

### **Approbation d'une nouvelle convention réglementée : Convention entre Groupe Bruxelles Lambert, Holcim Ltd et la Société**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et sur le rapport établi par les commissaires aux comptes en application de l'article L.225-40 du Code de commerce sur les conventions visées par les articles L.225-38 et suivants dudit code, approuve la convention entre la société Groupe Bruxelles Lambert, la société Holcim Ltd et la Société intervenue en date du 6 avril 2014, et les dispositions du rapport des commissaires aux comptes sur cette convention.

## **5<sup>E</sup> RÉOLUTION**

### **Approbation d'une nouvelle convention réglementée : Convention entre NNS Holding Sàrl, M. Sawiris, Holcim Ltd et la Société**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires et sur le rapport établi par les commissaires aux comptes en application de l'article L.225-40 du Code de commerce sur les conventions visées par les articles L.225-38 et suivants dudit code, approuve la convention entre la société NNS Holding Sàrl, M. Nassef Sawiris, la société Holcim Ltd et la Société intervenue en date du 6 avril 2014, et les dispositions du rapport des commissaires aux comptes sur cette convention.

## **6<sup>E</sup> RÉOLUTION**

### **Approbation de nouvelles conventions réglementées : modifications de Plans de retraite supplémentaire en France et des conventions d'externalisation de ces régimes de retraite supplémentaire**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, et sur le rapport établi par les commissaires aux comptes en application de l'article L.225-40 du Code de commerce sur les conventions visées par les articles L.225-38 et suivants dudit code, approuve les avenants aux Plans de retraite supplémentaire en France et aux conventions d'externalisation de ces régimes de retraite supplémentaire avec Cardif Assurance Vie tels que décrits dans le rapport spécial des commissaires aux comptes, et les dispositions du rapport des commissaires aux comptes sur ces conventions.

## GOUVERNANCE – COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION – MANDATS D'ADMINISTRATEURS (RÉSOLUTIONS 7 À 8)

---

### Composition du Conseil – Résolutions proposées :

Le Conseil d'administration vous propose un ensemble de résolutions relatives à sa composition.

Les **7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> résolutions** ont pour objet le renouvellement du mandat de deux administrateurs, M. Philippe Dauman et M. Baudouin Prot. Le renouvellement de leurs mandats permettrait au Conseil de continuer à bénéficier de leurs expertises et de leurs expériences.

**Les biographies et éléments d'information sur les candidats au renouvellement comme administrateur de votre Conseil figurent de la page 80 à la page 98 du présent document.**

### DURÉE DES MANDATS :

Conformément aux statuts, ces renouvellements seraient pour une durée de quatre exercices et prendraient fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale des actionnaires à tenir dans l'année 2019 pour statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

## COMPOSITION ET INDÉPENDANCE DU CONSEIL APRÈS L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE (EN CAS D'APPROBATION DES PROJETS DE RÉOLUTION) :

Si l'Assemblée se prononce en faveur de l'ensemble des résolutions qui lui sont proposées, à son issue, le Conseil d'administration serait alors composé de **18 administrateurs (dont deux administrateurs représentants les salariés)**.

Parmi ces administrateurs **10 seront qualifiés d'indépendants**, à savoir Mesdames Mina Gerowin, Hélène Ploix, Christine Ramon et Véronique Weill et Messieurs Philippe Charrier, Philippe Dauman, Oscar Fanjul, Juan Gallardo, Baudouin Prot et Michel Rollier.

**Le taux d'administrateur indépendant au sein du Conseil ressortirait ainsi à 62,5 %** (les deux administrateurs représentants les salariés n'étant pas pris en compte dans ce calcul), et cela tout en maintenant et assurant la représentation légitime des actionnaires les plus significatifs.

Pour mémoire, l'évaluation de l'indépendance des administrateurs est réalisée par votre Conseil d'administration principalement sur la base des règles et critères proposés dans le Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées publié par l'Afep-Medef et la réalisation de tests de matérialité des éventuelles relations d'affaires entre la Société et ses administrateurs qualifiés d'indépendant (ou avec l'entreprise à laquelle ils sont associés).

Par ailleurs, avec 4 femmes administrateurs, **le taux de présence des femmes au sein du Conseil ressortirait à 25 % (les deux administrateurs représentant les salariés n'étant pas pris en compte dans ces calculs)**.

Le tableau ci-dessous résume les échéances des mandats des membres du Conseil d'administration après l'Assemblée générale en cas d'approbation des projets de résolutions visés ci-dessus :

Administrateurs	2016 (Assemblée statuant sur les comptes 2015)	2017 (Assemblée statuant sur les comptes 2016)	2018 (Assemblée statuant sur les comptes 2017)	2019 (Assemblée statuant sur les comptes 2018)
Bruno Lafont		X		
Oscar Fanjul		X		
Philippe Charrier		X		
Philippe Dauman				X
Paul Desmarais Jr.	X			
Juan Gallardo		X		
Mina Gerowin			X	
Ian Gallienne	X			
Jérôme Guiraud	X			
Luc Jeanneney			X <sup>(1)</sup>	
Gérard Lamarche	X			
Hélène Ploix		X		
Baudouin Prot				X
Christine Ramon			X	
Michel Rollier	X			
Nassef Sawiris	X			
Ewald Simandl			X <sup>(2)</sup>	
Véronique Weill			X	

<sup>(1)</sup> Administrateur représentant les salariés entré en fonction lors de la réunion du Conseil d'administration du 4 novembre 2014 suite à sa désignation par le Comité d'Entreprise pour une durée de quatre ans, soit jusqu'au 4 novembre 2018.

<sup>(2)</sup> Administrateur représentant les salariés entré en fonction lors de la réunion du Conseil d'administration du 4 novembre 2014 suite à sa désignation par le Comité d'Entreprise Européen pour une durée de quatre ans, soit jusqu'au 4 novembre 2018.



## 7<sup>E</sup> RÉOLUTION

### Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Philippe Dauman

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur proposition du Conseil d'administration, renouvelle, dans les conditions prévues à l'article 14 des statuts, le mandat d'administrateur de M. Philippe Dauman pour une durée de 4 années, qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2018.

## 8<sup>E</sup> RÉOLUTION

### Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Baudouin Prot

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, sur proposition du Conseil d'administration, renouvelle, dans les conditions prévues à l'article 14 des statuts, le mandat d'administrateur de M. Baudouin Prot pour une durée de 4 années, qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2018.

## AVIS SUR LES ÉLÉMENTS DE LA RÉMUNÉRATION DUE OU ATTRIBUÉE AU TITRE DE L'EXERCICE 2014 À M. BRUNO LAFONT, PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL - « SAY ON PAY » (RÉSOLUTION 9)

La 9<sup>e</sup> résolution vise à soumettre à l'avis des actionnaires les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014 à M. Bruno Lafont, Président-Directeur général de la Société en application des recommandations du Code Afep-Medef qui constitue le Code de gouvernement d'entreprise auquel se réfère la Société. Le tableau de présentation de synthèse de ces éléments de la rémunération figurant dans le Document de Référence 2014 à la Section 3.4.4 est repris ci-dessous :

Éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos	Montants ou valorisation comptable soumis au vote	Présentation
<b>Rémunération fixe</b>	<b>975 000 euros</b> (montant versé)	Aucune augmentation de la rémunération fixe 2014 par rapport à celle de 2013.
<b>Rémunération variable annuelle</b>	<b>828 750 euros</b> (montant dû, à verser en 2015)	<p>La partie variable annuelle 2014 correspond à 53 % du bonus maximum.</p> <p>Les objectifs financiers 2014 fixés pour la partie variable étaient : la variation du bénéfice par action, la génération de cash-flow libre, le niveau d'Ebitda, le ROCE (retour sur capitaux engagés) et l'évolution des performances de Lafarge comparées à celle de ses concurrents.</p> <p>Les niveaux de réalisation de ces objectifs financiers ont été validés par le Comité des rémunérations et le Conseil d'administration.</p> <p>Les objectifs qualitatifs 2014 portaient sur les domaines suivants : la santé-sécurité, les objectifs budgétaires et la notation financière, les mesures d'accélération de la croissance organique, le plan stratégique du Groupe, la communication financière et le développement de l'équipe dirigeante.</p> <p>La politique de la Société est de fixer la part variable annuelle du Président-Directeur général, hors circonstances exceptionnelles, à un maximum de 160 % de sa rémunération fixe. Elle est déterminée en fonction, d'une part, pour 62,5 % de l'atteinte d'objectifs financiers et, d'autre part, pour 37,5 % de la réalisation d'objectifs qualitatifs.</p>
<b>Rémunération variable différée</b>	<b>NA</b>	Le principe d'une rémunération variable différée n'est pas prévu.
<b>Rémunération variable pluriannuelle</b>	<b>0 euro</b> Aucun montant n'est dû	<p><b>Prime à la création de valeur 2014 :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Attribution de 92 000 unités de "Prime à la création de valeur" (PCV) (Conseil d'administration du 11 mars 2014).</li> <li>À l'issue d'une période de 4 ans (2014 à 2018), et uniquement dans la mesure où la condition de performance externe liée au cours de l'action Lafarge serait atteinte, versement d'une prime calculée sur la base de la différence entre le cours de l'action au terme du programme <sup>(1)</sup> et un cours de bourse cible fixé à 75 €. Pour déterminer le montant de cette prime, cette différence sera multipliée par le nombre d'unités PCV accordées, étant entendu que si la condition de performance interne également attachée au programme n'était pas atteinte, 50 % des unités PCV accordées seraient annulées.</li> <li>Plafond : le montant qui pourrait être dû par unité PCV est plafonné à 75 €</li> <li>Conditions de performance : <ul style="list-style-type: none"> <li>Condition de performance externe consistant en l'atteinte au minimum du cours de bourse cible fixé à 75 €,</li> <li>Condition de performance interne : niveau de retour sur capitaux engagés moyen sur les exercices 2014 à 2017 atteint par rapport à des niveaux cibles préfixés <sup>(2)</sup>. Le nombre d'unités PCV donnant droit à paiement dépendra du niveau d'atteinte de cette condition. Si le niveau cible minimum n'était pas atteint, 50 % des unités PCV accordées seraient annulées.</li> </ul> </li> <li>Le programme prévoit le principe d'un paiement en 2018. Aucun montant n'est dû sur 2014 au titre de cette rémunération variable pluriannuelle.</li> <li>La valorisation de cette rémunération variable pluriannuelle à sa date d'attribution a été estimée à 578 680 euros. Elle est recalculée chaque année.</li> </ul> <p><b>Autres plans de rémunérations variables pluriannuelles :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le descriptif des plans attribués lors d'exercices précédents et toujours en cours figure dans le Document de Référence.</li> </ul>

(1) Moyenne des premiers cours cotés de l'action lors des vingt séances de bourse précédant le 11 mars 2018.

(2) Les niveaux cibles préfixés de pourcentage moyen de marge de ROCE sur la période 2014 à 2017 sont définis de manière précise. Ils ne sont pas rendus publics pour des raisons de confidentialité.

Éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos	Montants ou valorisation comptable soumis au vote	Présentation
<b>Rémunération exceptionnelle</b>	<b>NA</b>	Aucune rémunération exceptionnelle n'a été attribuée au Président-Directeur général au titre de l'exercice 2014.
<b>Options d'action, actions de performance</b>	<b>Actions = 722 860 euros</b> (valorisation comptable)	<b>Attribution 2014 d'actions de performance :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Attribution de 23 000 actions de performance, représentant moins de 10 % du total de l'attribution et 0,01 % du capital actuel.</li> <li>100 % de l'attribution est soumise à l'atteinte de conditions de performance externes et internes. Le nombre d'actions de performance qui serait livré à l'issue d'une période de 3 ans dépendra du niveau d'atteinte de ces différentes conditions sur la période 2014-2016 : <ul style="list-style-type: none"> <li>Condition de performance externe (conditionnant 75 % de l'attribution) : performance relative de Lafarge sur la période 2014-2016 par rapport à un panel de sociétés de référence intégrant ses principaux concurrents en matière (i) de rendement total pour l'actionnaire (TSR) et (ii) de niveau de retour sur capitaux engagés (ROCE). Cette part de l'attribution sera fonction du classement de Lafarge dans le panel.</li> <li>Condition de performance interne (conditionnant 25 % de l'attribution) : progression de l'Ebitda du Groupe liée à des actions d'innovation et de performance (niveaux cibles définis pour l'exercice 2014 et pour la période 2014-2015).</li> </ul> </li> <li>Attribution lors de la réunion du Conseil d'administration du 11 mars 2014, effectuée sur base de la résolution 21 ("Autorisation au Conseil d'administration de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre") votée lors de l'Assemblée générale du 7 mai 2013.</li> </ul>
	<b>Options = NA</b>	Absence d'attribution.
<b>Jetons de présence</b>	<b>30 000 euros</b> (montant dû, à verser en 2014)	Calcul des jetons de présence 2014 de Bruno Lafont par application des règles de répartition des jetons de présence approuvées par le Conseil d'administration le 18 février 2014 et présenté dans le Document de Référence ((30 000 € = 10 000 € (jeton fixe) + 20 000 € (jeton variable))).
<b>Valorisation des avantages de toute nature</b>	<b>4 000 euros</b> (valorisation comptable)	Monsieur Bruno Lafont bénéficie d'une voiture de fonction.

Éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos qui font ou ont fait l'objet d'un vote par l'Assemblée générale au titre de la procédure des conventions et engagements réglementés	Montants soumis au vote	Présentation
<b>Indemnité de départ</b>	<b>0 euro</b> Aucun montant n'est dû	<b>Indemnité de départ liée au contrat de travail suspendu de M. Bruno Lafont.</b> Conformément à la procédure relative aux conventions et engagements réglementés, les actionnaires se sont prononcés sur cette indemnité de départ pour la dernière fois lors de l'Assemblée générale mixte du 7 mai 2013 (5 <sup>e</sup> résolution). La description du régime de l'indemnité de départ liée au contrat de travail suspendu de M. Bruno Lafont et dont il bénéficie figure dans le Document de Référence à la lecture duquel il est renvoyé.
<b>Indemnité de non-concurrence</b>	<b>NA</b>	Il n'existe pas de clause de non-concurrence.
<b>Régime de retraite supplémentaire</b>	<b>0 euro</b> Aucun montant n'est dû	<b>Régime de retraite supplémentaire :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Conformément à la procédure relative aux conventions et engagements réglementés, les actionnaires se sont prononcés sur ce sujet lors des assemblées générales des 24 mai 2006 (résolution 4) et 6 mai 2009 (résolution 4).</li> <li>La description du régime de retraite à prestations définies de type additif par le biais de deux plans collectifs dont bénéficie M. Bruno Lafont figure dans le Document de Référence à la lecture duquel il est renvoyé.</li> </ul>

Une description des principes généraux de la politique de rémunération du Président-Directeur général ainsi que l'information détaillée sur les rémunérations et avantages accordés au Président-Directeur général figurent dans le Document de Référence 2014 de la Société.

### 9<sup>E</sup> RÉOLUTION

#### Avis sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice 2014 à M. Bruno Lafont, Président-Directeur général

L'Assemblée générale, consultée en application de la recommandation du § 24.3 du Code de gouvernement d'entreprise Afep-Medef de juin 2013, lequel constitue le code de référence de la Société en application de l'article L.225-37 du Code de commerce, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, émet un avis favorable sur les éléments de la rémunération due ou attribuée au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014 à M. Bruno Lafont, Président-Directeur général, tels que présentés dans la Section 3.4.4 du Document de Référence 2014 de la Société.

#### AUTORISATION DE RACHAT D'ACTIONS (RÉSOLUTION 10)

La 10<sup>e</sup> résolution permet à la Société de racheter ses propres actions dans les limites fixées par les actionnaires et conformément à la loi. Elle remplace les autorisations données précédemment par les actionnaires lors de chaque Assemblée générale.

##### Principales caractéristiques

Le programme de rachat que nous vous proposons d'autoriser aurait les caractéristiques suivantes :

- ◆ Titres concernés : actions ;
- ◆ Pourcentage de rachat maximum de capital autorisé : 5 % ;
- ◆ Montant global maximum du programme : 500 millions d'euros ;
- ◆ Prix d'achat unitaire maximum : 100 euros ;
- ◆ Objectifs du programme :
  - ◆ mise en œuvre de tout plan d'options d'achat d'actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L.225-177 et suivants du Code de commerce ou de tout plan similaire, ou
  - ◆ attribution ou cession d'actions aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise ou mise en œuvre de tout plan d'épargne salariale dans les conditions prévues par la loi, notamment les articles L.3332-1 et suivants du Code du travail, ou
  - ◆ attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce, ou
  - ◆ de manière générale, d'honorer des obligations liées à des programmes d'options sur actions ou autres allocations d'actions aux salariés ou mandataires sociaux de la Société ou d'une entreprise associée, ou
  - ◆ remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière, ou
  - ◆ annulation de tout ou partie des titres ainsi rachetés, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée générale extraordinaire de la 19<sup>e</sup> résolution ci-après et dans les termes qui y sont indiqués, ou
  - ◆ remise d'actions (à titre d'échange, de paiement ou autre) dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport, ou
  - ◆ animation du marché secondaire ou de la liquidité de l'action Lafarge par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers, ou
  - ◆ mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des marchés financiers, et plus généralement, réalisation de toute opération conforme à la réglementation en vigueur.
- ◆ Durée : 18 mois, soit jusqu'au 7 novembre 2016 ;
- ◆ Ces opérations pourront être effectuées à tout moment, à l'exclusion des périodes d'offre publique visant les actions de la Société.

##### Utilisations passées

À titre d'information, il est indiqué que la Société n'a procédé à aucun achat sur la base de la 9<sup>e</sup> résolution de l'Assemblée générale du 7 mai 2014. Pour mémoire la Société, faisant usage de la 11<sup>e</sup> résolution de l'Assemblée générale du 7 mai 2013, avait procédé à l'achat de 250 000 actions affectées à la couverture de plans d'attribution d'actions de performance.

Par ailleurs, la Société n'a pas de contrat de liquidité en cours avec un prestataire de services d'investissement.

##### Utilisations anticipées

Bien que souhaitant se laisser la possibilité d'utiliser l'autorisation proposée pour faire face, le cas échéant, à d'autres besoins non encore pratiquement identifiés et qui s'inscriraient dans les objectifs présentés ci-dessus, le Conseil d'administration n'anticipe pas à cette date d'autres usages possibles du programme de rachat que celui visant la couverture des plans d'attribution gratuite d'actions ou autre allocation d'actions à des salariés ou mandataires sociaux du Groupe ou celui du rachat en vue d'annulation des actions ainsi rachetées, étant précisé que la Société ne pourra utiliser la présente autorisation, quand bien même celle-ci serait approuvée par la présente Assemblée générale, durant la période de pré-offre (qui a débuté le 7 avril 2014 – document AMF n° 214C0514) et la période d'offre, le cas échéant, afférente au projet de rapprochement entre la Société et Holcim.

## 10<sup>E</sup> RÉSOLUTION

### Autorisation d'achat et de vente par la Société de ses propres actions

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les statuts, à acheter ou faire acheter des actions de la Société dans la limite d'un nombre d'actions représentant 5 % du capital social à la date de réalisation de ces achats conformément aux articles L.225-209 et suivants du Code de commerce. Le nombre d'actions que la Société détiendra à quelque moment que ce soit ne peut pas dépasser 10 % des actions composant le capital de la Société à la date considérée.

La présente autorisation se substitue à celle accordée par la 9<sup>e</sup> résolution de l'Assemblée générale du 7 mai 2014.

Le prix maximum d'achat par action dans le cadre de la présente résolution est fixé à 100 euros. En cas d'opération sur le capital ou les capitaux propres, notamment en cas d'incorporation de réserves et d'attribution gratuite d'actions, de division ou regroupement des actions, le prix indiqué ci-dessus sera ajusté en conséquence pour tenir compte de l'incidence de l'opération sur la valeur de l'action.

Le montant global affecté à ce programme de rachat d'actions ne pourra être supérieur à 500 millions d'euros.

L'acquisition, la cession ou le transfert de ces actions pourra être effectué en une ou plusieurs fois, par tous moyens, notamment sur les marchés ou de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs, par offre publique d'achat ou d'échange, par le recours à des instruments financiers dérivés ou à des bons ou valeurs mobilières donnant droit à des actions de la Société, ou par la mise en place de stratégies optionnelles, dans les conditions prévues par les autorités de marché, notamment en vue de :

- ◆ **da** mise en œuvre de tout plan d'options d'achat d'actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L.225-177 et suivants du Code de commerce ou de tout plan similaire ; ou
- ◆ **d'**attribution ou de la cession d'actions aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise ou de la mise en œuvre de tout plan d'épargne salariale dans les conditions prévues par la loi, notamment les articles L.3332-1 et suivants du Code du travail ; ou
- ◆ **d'**attribution gratuite d'actions dans le cadre des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce ; ou
- ◆ **d'**e manière générale, d'honorer des obligations liées à des programmes d'options sur actions ou autres allocations d'actions aux salariés ou mandataires sociaux de la Société ou d'une entreprise associée, ou
- ◆ **da** remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière ; ou
- ◆ **d'**annulation de tout ou partie des titres ainsi rachetés, sous réserve de l'adoption par l'Assemblée générale extraordinaire de la 19<sup>e</sup> résolution ci-après et dans les termes qui y sont indiqués ; ou
- ◆ **da** remise d'actions (à titre d'échange, de paiement ou autre) dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport ; ou
- ◆ **d'**animation du marché secondaire ou de la liquidité de l'action Lafarge par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers.

Ce programme est également destiné à permettre la mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des marchés financiers, et plus généralement, la réalisation de toute autre opération conforme à la réglementation en vigueur. Dans une telle hypothèse, la Société informera ses actionnaires par voie de communiqué.

Cette autorisation est donnée pour une durée de 18 mois à compter du jour de la présente Assemblée.

Les opérations d'achat, vente ou transfert d'actions de la Société par le Conseil d'administration pourront intervenir à tout moment, sauf en période d'offre publique visant les actions de la Société, dans le respect des dispositions légales et réglementaires.

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les statuts, pour décider et effectuer la mise en œuvre de la présente autorisation et en fixer les modalités, pour réaliser le programme de rachat, et notamment ajuster le prix d'achat susvisé en cas d'opérations modifiant les capitaux propres, le capital social ou la valeur nominale des actions, fixer les conditions et modalités suivant lesquelles sera assurée, s'il y a lieu, la préservation des droits des porteurs de valeurs mobilières ou des bénéficiaires d'options de souscription ou d'achat d'actions ou d'attributions gratuites d'actions, en conformité avec les dispositions légales, réglementaires ou contractuelles, passer tous ordres en bourse, conclure tous accords, effectuer toutes déclarations et formalités et généralement faire le nécessaire.



## ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS "SIMPLES" OU DE VALEURS MOBILIÈRES QUI SONT DES OBLIGATIONS DONNANT DROIT À L'ATTRIBUTION DE TITRES DE CRÉANCE (11<sup>E</sup> RÉOLUTION)

Au cours des années passées, votre Assemblée a régulièrement autorisé le Conseil à procéder à des émissions obligataires pour répondre aux besoins de financement du Groupe et permettre une bonne diversification des modes de financement de la Société (utilisation notamment en complément des concours bancaires traditionnels).

La précédente autorisation donnée par l'Assemblée générale mixte du 7 mai 2013 venant prochainement à expiration, il est proposé de la renouveler afin de permettre au Conseil d'émettre en fonction des besoins de financement du Groupe et des conditions de marché, des obligations ou valeurs mobilières qui sont des obligations donnant droit à l'attribution de titres de créance sur la Société, pour un montant nominal maximal de 8 milliards d'euros.

L'utilisation de cette autorisation ne peut pas entraîner d'augmentation de capital et n'emporte donc aucune dilution pour les actionnaires. En effet, elle ne permet pas l'émission de valeurs mobilières donnant droit immédiatement ou à terme à des titres de capital (existants ou à émettre), ces émissions faisant l'objet de résolutions séparées de l'Assemblée générale extraordinaire.

Un contrat d'émission régira les rapports entre la Société et les détenteurs des obligations.

Cette autorisation mettrait fin aux **12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> résolutions** adoptées par l'Assemblée générale du 7 mai 2013 et serait donnée pour une période de 26 mois.

### Cadre légal et principales caractéristiques

L'objet de la **11<sup>e</sup> résolution** est d'autoriser, conformément à l'article 13 (Titre III) des statuts de la Société, le Conseil d'administration à émettre (i) des obligations ne pouvant donner lieu à l'attribution d'autres titres de créances, plus communément appelées "obligations simples", et (ii) des valeurs mobilières qui sont des obligations donnant droit à l'attribution de titres de créance (de la Société, ou d'une société tierce), plus communément appelés "obligations complexes". Ces valeurs mobilières ne peuvent donner lieu à une augmentation de capital de la Société.

Les "obligations complexes" sont variées et regroupent notamment les obligations assorties de bons de souscription d'obligations.

En cas d'adoption de cette résolution, le Conseil d'administration pourra fixer la nature et les caractéristiques de ces obligations et valeurs mobilières qui sont des obligations donnant droit à l'attribution de titres de créance à créer, notamment leur taux d'intérêt, leur durée et la possibilité de réduire ou d'augmenter le nominal des titres.

Il est précisé que les titres de créance négociables visés par les articles L.213-1 à L.213-4-1 du Code monétaire et financier ne sont pas soumis à la **11<sup>e</sup> résolution** et ne relèvent en aucun cas de la compétence de l'Assemblée générale.

Par ailleurs, il est précisé qu'une modification de l'article 13 (Titre III) des statuts de la Société étant par ailleurs proposée (**Résolution 25**), l'adoption de cette **11<sup>e</sup> résolution** vous est proposée sous condition résolutoire de l'adoption de la **25<sup>e</sup> résolution** par la présente Assemblée. En effet, l'objectif de la modification statutaire proposée étant de permettre au Conseil d'administration d'émettre les titres visés par cette **11<sup>e</sup> résolution**, l'adoption de la **25<sup>e</sup> résolution** rendrait sans objet la présente résolution. En conséquence, l'adoption de cette **11<sup>e</sup> résolution** sera privée d'effet en cas d'adoption de la **25<sup>e</sup> résolution**.

### Plafond commun

Un plafond d'émission d'un montant nominal de 8 milliards d'euros est prévu pour cette autorisation. Ce montant maximal a été fixé pour permettre à la Société de réagir en toutes circonstances. Il est en relation avec la taille du Groupe et l'utilisation de cette autorisation s'inscrira dans le cadre de la politique financière du Groupe régulièrement présentée au Conseil d'administration.

Ce plafond est un plafond global applicable à toutes les émissions d'obligations, titres assimilés ou valeurs mobilières conférant un tel droit de créance sur la Société.

Ainsi, le montant nominal maximum des titres de créance pouvant être émis en vertu de la **11<sup>e</sup> résolution** ne pourra excéder 8 milliards d'euros ou sa contre-valeur. Sur ce plafond s'imputera le montant nominal des autres titres de créance pouvant être émis en vertu des autres résolutions soumises à la présente Assemblée.

À ce plafond s'ajouteront les primes de remboursement au-dessus du pair.

### Opérations réalisées

Pour votre information, durant l'exercice 2014, la Société n'a pas procédé à une émission obligataire.

Pour mémoire, l'Assemblée générale du 7 mai 2013 a donné délégation à notre Conseil d'administration pour émettre jusqu'à 8 000 millions d'euros d'obligations et autres titres assimilés pendant 26 mois. Au 31 décembre 2013, l'encours disponible était de 7 250 millions d'euros, la Société ayant procédé à une émission obligataire de 750 millions d'euros depuis l'autorisation accordée par l'Assemblée générale du 7 mai 2013.

Durant l'exercice 2013, la Société a réalisé le 30 septembre 2013 un emprunt obligataire de 750 millions d'euros, d'une maturité de 7 ans, avec un coupon à taux fixe de 4,75 %.

## 11<sup>E</sup> RÉSOLUTION

### **Autorisation au Conseil d'administration d'émettre des obligations et des valeurs mobilières qui sont des obligations donnant droit à l'attribution de titres de créance et ne donnant pas lieu à une augmentation de capital de la Société**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et conformément aux statuts et aux dispositions des articles L.228-38 et suivants ainsi que des articles L.228-91 et suivants du Code de commerce,

- autorise le Conseil d'administration à émettre, en une ou plusieurs fois, en France et/ou à l'étranger, soit en euros, soit en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, des obligations à durée déterminée ou indéterminée ;
- autorise le Conseil d'administration à émettre, en une ou plusieurs fois, en France et/ou à l'étranger, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, soit en euros, soit en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, toutes valeurs mobilières qui sont des obligations donnant droit à l'attribution, immédiatement et/ou à terme, de titres de créance régis par les articles L.228-92 alinéa 3, L.228-93 alinéa 6 et L.228-94 alinéa 3 du Code de commerce tels qu'obligations, titres assimilés, titres subordonnés à durée déterminée ou indéterminée ou tous autres titres conférant, dans une même émission, un même droit de créance sur la Société ;
- décide que le montant nominal maximum de l'ensemble des obligations à émettre mentionnées ci-dessus ne pourra excéder 8 milliards d'euros, ou la contre-valeur à la date de la décision d'émission de ce montant en devises étrangères à l'euro ou en toutes autres unités monétaires établies par référence à plusieurs devises, étant précisé que ce montant nominal maximum s'appliquera globalement aux obligations mais que ce même montant ne comprendrait pas la ou les primes de remboursement au-dessus du pair, s'il en était prévu ; et
- décide que la présente autorisation prive d'effet, le cas échéant pour sa partie non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

L'Assemblée confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdéléguer, à l'effet de :

- procéder, en une ou plusieurs fois, aux dites émissions dans la limite ci-dessus fixée ;
- arrêter les modalités de chacune de ces émissions et en déterminer la date, la nature, le montant, la monnaie d'émission et plus généralement les caractéristiques ;
- déterminer les caractéristiques des valeurs mobilières à émettre ainsi que les titres de créance auxquelles elles donneraient droit à attribution le cas échéant, et notamment : arrêter leur valeur nominale, leur date de jouissance, leur prix d'émission ainsi que le montant de la prime qui pourra, le cas échéant, être demandée à l'émission ; décider, le cas échéant, de leur caractère subordonné ou non et de leur rang de subordination le cas échéant conformément aux dispositions de l'article L.228-97 du Code de commerce ; fixer leur taux d'intérêt (notamment intérêt à taux fixe et/ou variable ou à coupon zéro ou indexé) ou, en cas de titres à taux variable, les modalités de détermination de celui-ci, la date de paiement dudit taux d'intérêt et les conditions de capitalisation de celui-ci ; fixer leur durée (déterminée ou indéterminée) et les autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés), d'amortissement et/ou de remboursement anticipé (y compris de remboursement par remise d'actifs de la Société), le cas échéant avec une prime fixe ou variable, ou encore de rachat par la Société ; modifier, pendant la durée de vie des valeurs mobilières concernées ainsi que les titres de créance auxquelles elles donneraient droit à attribution le cas échéant, les caractéristiques visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables ;
- s'il y a lieu, décider de conférer une garantie ou des sûretés aux titres à émettre, et en arrêter la nature et les caractéristiques ;
- prévoir, le cas échéant, le remboursement des titres de créance émis par remise d'actifs de la Société ;
- d'une manière générale, passer toutes conventions, conclure tous accords avec toutes banques et tous organismes, prendre toutes dispositions et remplir toutes les formalités requises, et généralement, faire tout ce qui sera nécessaire.

Cette autorisation est donnée pour une période de 26 mois à compter du jour de la présente Assemblée, sous condition résolutoire de l'adoption de la 25<sup>e</sup> résolution par la présente Assemblée.

## II. RÉOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

L'essentiel des délégations présentées ci-dessous correspond aux délégations usuellement sollicitées par la Société, comme toute autre société cotée française équivalente, lors d'une Assemblée générale extraordinaire. Celles-ci ont été établies sans prise en compte de l'impact que pourrait avoir sur leur pertinence ou leur utilité le succès du projet de fusion avec Holcim, ni de la capacité de la Société à les utiliser durant ce projet.

### ÉMISSIONS DE VALEURS MOBILIÈRES QUI SONT DES OBLIGATIONS DONNANT DROIT À L'ATTRIBUTION DE TITRES DE CAPITAL EXISTANTS (12<sup>e</sup> RÉOLUTION)

Depuis l'ordonnance n° 2014-863 du 31 juillet 2014 relative au droit des sociétés, la loi prévoit que, sauf disposition contraire des statuts, le pouvoir de décider ou d'autoriser l'émission d'obligations donnant droit à l'attribution de titres de capital existants appartient au Conseil d'administration. Or, les statuts de la Société donnant à l'Assemblée générale extraordinaire compétence pour décider de telles émissions, au même titre que les émissions emportant augmentation du capital, il est nécessaire de vous présenter cette **12<sup>e</sup> résolution**.

L'utilisation de cette autorisation ne peut pas entraîner d'augmentation de capital et n'emporte donc aucune dilution pour les actionnaires. En effet, elle ne permet pas l'émission de valeurs mobilières donnant droit immédiatement ou à terme à des titres de capital à émettre, ces émissions faisant l'objet de résolutions séparées de l'Assemblée générale extraordinaire.

Un contrat d'émission régira les rapports entre la Société et les détenteurs des obligations.

#### Cadre légal et principales caractéristiques

L'objet de la **12<sup>e</sup> résolution** est d'autoriser, conformément à l'article 13 (Titre III) des statuts de la Société, le Conseil d'administration à émettre des valeurs mobilières qui sont des obligations donnant droit à l'attribution de titres de capital existants (de la Société, ou d'une société tierce). Ces valeurs mobilières ne peuvent donner lieu à une augmentation de capital de la Société.

En cas d'adoption de cette résolution, le Conseil d'administration pourra fixer la nature et les caractéristiques de ces valeurs mobilières à créer, notamment leur taux d'intérêt, leur durée et la possibilité de réduire ou d'augmenter le nominal des titres.

Il est précisé que les titres de créance négociables visés par les articles L.213-1 à L.213-4-1 du Code monétaire et financier ne sont pas soumis à la **12<sup>e</sup> résolution** et ne relèvent en aucun cas de la compétence de l'Assemblée générale.

Comme précisé ci-avant, une modification de l'article 13 (Titre III) des statuts de la Société étant par ailleurs proposée (**Résolution 25**), l'adoption de cette **12<sup>e</sup> résolution** vous est proposée sous condition résolutoire de l'adoption de la **25<sup>e</sup> résolution** par la présente Assemblée. En effet, l'objectif de la modification statutaire proposée étant de permettre au Conseil d'administration d'émettre les titres visés par cette **12<sup>e</sup> résolution**, l'adoption de la **25<sup>e</sup> résolution** rendrait sans objet la présente résolution. En conséquence, l'adoption de cette **12<sup>e</sup> résolution** sera privée d'effet en cas d'adoption de la **25<sup>e</sup> résolution**.

#### Plafond commun

Un plafond d'émission d'un montant nominal de 8 milliards d'euros est prévu pour cette autorisation. Ce montant maximal a été fixé pour permettre à la Société de réagir en toutes circonstances. Il est en relation avec la taille du Groupe et l'utilisation de cette autorisation s'inscrira dans le cadre de la politique financière du Groupe régulièrement présentée au Conseil d'administration.

Ce plafond est un plafond global applicable à toutes les émissions d'obligations, titres assimilés ou valeurs mobilières conférant un tel droit de créance sur la Société.

Ainsi, le montant nominal maximum des titres pouvant être émis en vertu de la **12<sup>e</sup> résolution** ne pourra excéder 8 milliards d'euros ou sa contre-valeur, et s'imputera sur le plafond fixé à la **11<sup>e</sup> résolution**.

À ce plafond s'ajouteront les primes de remboursement au-dessus du pair.

#### Opérations réalisées

Durant l'exercice 2014, la Société n'a pas procédé à l'émission de tels titres.

## 12<sup>E</sup> RÉSOLUTION

### Autorisation au Conseil d'administration d'émettre des valeurs mobilières qui sont des obligations donnant droit à l'attribution de titres de capital existants et ne donnant pas lieu à une augmentation de capital de la Société

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et conformément aux statuts et aux dispositions des articles L.228-38 et suivants ainsi que des articles L.228-91 et suivants du Code de commerce,

- ◆ autorise le Conseil d'administration à émettre, en une ou plusieurs fois, en France et/ou à l'étranger, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, soit en euros, soit en toute autre monnaie ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, toutes valeurs mobilières qui sont des obligations donnant droit à l'attribution, immédiatement et/ou à terme, de titres de capital existants régis par les articles L.228-92 alinéa 3, L.228-93 alinéa 6 et L.228-94 alinéa 3 du Code de commerce ;
- ◆ décide que le montant nominal maximum de l'ensemble des obligations à émettre mentionnées ci-dessus ne pourra excéder 8 milliards d'euros, ou la contre-valeur à la date de la décision d'émission de ce montant en devises étrangères à l'euro ou en toutes autres unités monétaires établies par référence à plusieurs devises, étant précisé que ce montant s'imputera sur le plafond global éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait succéder à la 11<sup>e</sup> résolution pendant la durée de validité de la présente délégation ; ces montants seront majorés, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair ; et
- ◆ décide que la présente autorisation prive d'effet, le cas échéant pour sa partie non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

L'Assemblée confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdéléguer, à l'effet de :

- ◆ procéder, en une ou plusieurs fois, aux dites émissions dans la limite ci-dessus fixée ;
- ◆ arrêter les modalités de chacune de ces émissions et en déterminer la date, la nature, le montant, la monnaie d'émission et plus généralement les caractéristiques ;
- ◆ déterminer les caractéristiques des valeurs mobilières à émettre ainsi que les titres de capital existants auxquelles elles donneraient droit à attribution, et notamment : arrêter leur valeur nominale, leur date de jouissance, leur prix d'émission ainsi que le montant de la prime qui pourra, le cas échéant, être demandée à l'émission ; décider, le cas échéant, de leur caractère subordonné ou non et de leur rang de subordination le cas échéant conformément aux dispositions de l'article L.228-97 du Code de commerce ; fixer leur taux d'intérêt (notamment intérêt à taux fixe et/ou variable ou à coupon zéro ou indexé) ou, en cas de titres à taux variable, les modalités de détermination de celui-ci, la date de paiement dudit taux d'intérêt et les conditions de capitalisation de celui-ci ; fixer leur durée (déterminée ou indéterminée) et les autres modalités d'émission (y compris le fait de leur conférer des garanties ou des sûretés), d'amortissement et/ou de remboursement anticipé (y compris de remboursement par remise d'actifs de la Société), le cas échéant avec une prime fixe ou variable, ou encore de rachat par la Société ; modifier, pendant la durée de vie des valeurs mobilières concernées ainsi que les titres de capital existants auxquelles elles donneraient droit à attribution, les caractéristiques visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables ;
- ◆ s'il y a lieu, décider de conférer une garantie ou des sûretés aux titres à émettre, et en arrêter la nature et les caractéristiques ;
- ◆ prévoir, le cas échéant, le remboursement par remise d'actifs de la Société ;
- ◆ d'une manière générale, passer toutes conventions, conclure tous accords avec toutes banques et tous organismes, prendre toutes dispositions et remplir toutes les formalités requises, et généralement, faire tout ce qui sera nécessaire.

Cette autorisation est donnée pour une période de 26 mois à compter du jour de la présente Assemblée, sous condition résolutoire de l'adoption de la 25<sup>e</sup> résolution par la présente Assemblée.

## DÉLÉGATIONS FINANCIÈRES PORTANT SUR DES AUGMENTATIONS DE CAPITAL (13<sup>E</sup> À 17<sup>E</sup> RÉOLUTIONS)

Les résolutions, de la **13<sup>e</sup> à la 17<sup>e</sup>**, portent sur les délégations financières permettant des opérations sur le capital. Au cours des années passées, l'Assemblée a régulièrement investi votre Conseil d'administration des autorisations nécessaires pour lui permettre d'augmenter le capital par l'émission, à tout moment, en une ou plusieurs fois, avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions ou de valeurs mobilières dites "complexes" (c'est-à-dire composé d'un titre primaire donnant droit à un titre secondaire) emportant augmentation du capital, et de déterminer l'opération la plus appropriée aux besoins et au développement du Groupe, compte tenu des caractéristiques des marchés au moment considéré.

Ces résolutions peuvent être divisées en deux grandes catégories : celles qui donnent lieu à des augmentations de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription et celles qui donnent lieu à des augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription.

Toute augmentation de capital en numéraire ouvre aux actionnaires un droit préférentiel de souscription, qui est détachable et négociable pendant la durée de la période de souscription : chaque actionnaire a le droit de souscrire pendant un délai de 5 jours de bourse au minimum à compter de l'ouverture de la période de souscription, un nombre d'actions nouvelles proportionnel à sa participation dans le capital.

Le Conseil d'administration souhaite obtenir, pour certaines de ces résolutions, la suppression de ce droit préférentiel de souscription.

Enfin, la loi prévoit parfois cette suppression : notamment le vote de la délégation autorisant le Conseil d'administration à attribuer des actions gratuites (**20<sup>e</sup> résolution**) entraînerait, de par la loi, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription au profit des bénéficiaires de ces attributions.

### Principales caractéristiques

L'ordonnance du 31 juillet 2014 relative au droit des sociétés a réformé le régime d'émission des valeurs mobilières dites "complexes", en restreignant la compétence de principe de l'Assemblée générale extraordinaire à l'émission des valeurs mobilières "complexes" suivantes :

- ◆ Valeurs mobilières "complexes" visées par l'article L.228-92 alinéa 1<sup>er</sup> du Code de commerce, c'est-à-dire : (i) celles dont le titre primaire est un titre de capital à émettre de la Société et dont le titre secondaire est un autre titre de capital à émettre, un titre de capital existant ou un titre de créance, de la Société ; et (ii) celles dont le titre primaire est un titre de créance de la Société dont le titre secondaire est un titre de capital à émettre de la Société.

Il pourra par exemple s'agir de l'émission d'actions assorties de bons de souscription d'actions ou d'obligation. Il pourra également s'agir d'obligations convertibles ou remboursables en actions, d'obligations assorties de bons de souscription d'actions, ou d'"OCEANE" (obligations convertibles en actions à émettre ou échangeables en actions existantes) ; dans ce cas, l'accès aux titres de capital nouveaux pourra se faire soit à tout moment, soit pendant des périodes déterminées, soit à dates fixes (dans la limite des plafonds mentionnés ci-dessous), par conversion (par exemple, des obligations convertibles en actions), remboursement (par exemple, des obligations remboursables en actions), échange (par exemple, des obligations échangeables en actions) ou présentation d'un bon (par exemple, des obligations assorties de bons de souscription d'actions) ou de toute autre manière, pendant la durée des emprunts, qu'il y ait ou non maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires aux valeurs mobilières ainsi émises.

- ◆ Valeurs mobilières "complexes" visées par l'article L.228-93 alinéa 3 du Code de commerce, c'est-à-dire : (i) celles dont le titre primaire est un titre de capital à émettre de la Société et dont le titre secondaire est un autre titre de capital à émettre, un titre de capital existant ou un titre de créance, d'une société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital social de la Société, ou dont la Société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital (une "Société Affiliée") ; et (ii) celles dont le titre primaire est un titre de créance de la Société et dont le titre secondaire est un titre de capital à émettre de la Société Affiliée. Lesdites valeurs mobilières "complexes" auront des caractéristiques similaires à celles décrites ci-avant.

- ◆ Valeurs mobilières "complexes" visées par l'article L.228-94 alinéa 2 du Code de commerce, c'est-à-dire celles dont le titre primaire est un titre de capital à émettre de la Société et dont le titre secondaire est un titre de capital existant ou un titre de créance d'une société tierce.

La politique du Conseil d'administration est de préférer par principe l'augmentation de capital classique avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires (**13<sup>e</sup> résolution**).

Cependant, selon les conditions de marché, la nature des investisseurs concernés par l'émission et le type de titres émis, il peut être préférable, voire nécessaire, de supprimer le droit préférentiel de souscription, pour réaliser un placement de titres dans les meilleures conditions, notamment lorsque la rapidité des opérations constitue une condition essentielle de leur réussite, ou lorsque les émissions sont effectuées sur les marchés financiers étrangers. Une telle suppression peut permettre d'obtenir une masse de capitaux plus importante en raison de conditions d'émission plus favorables. Il faut également prévoir la possibilité d'acquisitions moyennes payées intégralement en actions. Avec une augmentation de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription (**14<sup>e</sup> résolution**), le Conseil d'administration serait ainsi en mesure de saisir des opportunités offertes par les marchés financiers dans certaines circonstances (notamment dans le cadre d'offres d'échange initiées par Lafarge ou d'émission de titres sous-jacents de titres émis par la Société ou les filiales du Groupe). La résolution prévoit également que le Conseil pourra accorder aux actionnaires un délai de priorité de souscription pour souscrire aux actions ou valeurs mobilières emportant augmentation de capital qui seraient émises.

La **14<sup>e</sup> résolution** permet également l'émission d'actions ou de valeurs mobilières emportant augmentation de capital en rémunération de titres d'une société répondant aux critères de l'article L.225-148 du Code de commerce dans le cadre d'une offre publique d'échange initiée par la Société en France ou à l'étranger selon les règles locales.

La délégation prévue dans la **15<sup>e</sup> résolution** permettrait de faciliter l'accès au marché en offrant à Lafarge la souplesse d'accéder rapidement aux investisseurs qualifiés au sens de la réglementation. Ces opérations s'adresseraient exclusivement aux personnes fournissant le service d'investissement de gestion de portefeuille pour compte de tiers, et aux investisseurs qualifiés ou un cercle restreint d'investisseurs, sous réserve que ces investisseurs agissent pour compte propre. La loi prévoit par ailleurs que ces opérations doivent être limitées à 20 % du capital par an.

Conformément à la loi, le prix des actions émises en vertu des **14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> résolutions** devra être au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse sur le marché réglementé d'Euronext à Paris précédant la fixation du prix de souscription de l'augmentation de capital, moins 5 % après, le cas échéant, correction de cette moyenne pour tenir compte de la différence entre les dates de jouissance. En cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société, le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital et le nombre d'actions auquel la conversion, le remboursement ou généralement la transformation de chaque valeur mobilière donnant accès au capital pourra donner droit, seront tels que les sommes perçues par la Société soient égales au prix minimum réglementaire par action défini ci-avant. Toutefois, ces modalités de détermination du prix ne s'appliqueront pas en cas d'émission d'actions ou de valeurs mobilières emportant augmentation de capital en rémunération de titres d'une société répondant aux critères de l'article L.225-148 du Code de commerce, tel que décrit ci-avant, auquel cas le Conseil d'administration sera libre de fixer la parité d'échange.

S'agissant de l'augmentation de capital par apport en nature (**16<sup>e</sup> résolution**), elle permet au Conseil d'administration d'augmenter le capital en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières emportant augmentation de capital pour procéder à d'éventuelles opérations de croissance externe. Le Conseil statuera sur le rapport des commissaires aux apports portant notamment sur la valeur des apports.

La **17<sup>e</sup> résolution** permettrait au Conseil d'administration, conformément à l'article L.225-135-1 du Code de commerce, d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation du capital avec ou sans droit préférentiel de souscription en cas de demandes excédentaires. La réglementation en vigueur prévoit que cette extension doit se faire au même prix que celui de l'émission initiale, et est limitée tant dans le temps (30 jours à compter de la clôture de la souscription) que dans son montant (la quantité maximale de titres à émettre dans ce cadre est limitée à 15 % de l'émission initiale). Enfin, cette possibilité d'extension est limitée par le plafond prévu dans la résolution en application de laquelle l'émission serait décidée et serait octroyée pour une durée de validité de vingt-six mois.

Ces délégations seraient octroyées pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée générale.

Le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de ces délégations à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

#### Plafonds

Les délégations prévues par ces résolutions visent l'augmentation du capital dans la limite d'un plafond global de **140 millions d'actions**, représentant une **valeur nominale maximum de 560 millions d'euros (soit moins de 50 % du capital au 31 décembre 2014)**, mentionné dans la **13<sup>e</sup> résolution**.

Sur ce plafond global viendront s'imputer les plafonds individuels suivants :

- ◆ **plafond de 140 millions d'actions** applicable aux augmentations de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription (**13<sup>e</sup> résolution**),
- ◆ **plafond de 28 millions d'actions**, représentant une **valeur nominale maximum de 112 millions d'euros (soit moins de 10 % du capital au 31 décembre 2014)** applicables aux augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription par offres au public (**14<sup>e</sup> résolution**),
- ◆ **plafond de 28 millions d'actions** applicable aux augmentations de capital avec suppression du droit préférentiel de souscription par placements privés (**15<sup>e</sup> résolution**),
- ◆ **plafond de 28 millions d'actions** applicable aux augmentations de capital par apports en nature (**16<sup>e</sup> résolution**),
- ◆ **plafond égal, à ce jour, à 15 % des émissions qui pourraient être décidées en application des résolutions 13 à 16 (17<sup>e</sup> résolution), étant précisé que les émissions avec suppression du droit préférentiel de souscription réalisées en application des résolutions 15 et 16 (et, le cas échéant, 17) s'imputeront également sur le plafond fixé à la 14<sup>e</sup> résolution, de sorte que les émissions pouvant être réalisées en application des 14<sup>e</sup> à 16<sup>e</sup> (et le cas échéant 17<sup>e</sup>) résolutions sont limitées à 28 millions d'actions.**

S'imputeront également sur le plafond global les augmentations de capital réalisées par incorporation de réserves (**18<sup>e</sup> résolution** – voir ci-après) et les augmentations de capital au profit des salariés (**22<sup>e</sup> et 23<sup>e</sup> résolutions** – voir ci-après).

À ces plafonds s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre éventuellement en supplément, en cas d'opérations financières nouvelles, au titre des ajustements effectués conformément aux dispositions légales et réglementaires ou aux stipulations contractuelles applicables pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital ou des bénéficiaires d'options de souscription ou d'achat d'actions ou d'attribution gratuite d'actions.



En cas d'émission de valeurs mobilières représentatives de créances sur la Société (obligations) dans le cadre des utilisations qui pourraient être faites des délégations accordées au titre des **13<sup>e</sup> à 17<sup>e</sup> résolutions**, le montant nominal maximum des titres de créances ne devra pas excéder 8 milliards d'euros ou sa contre-valeur en devises étrangères à l'euro ou en toutes autres unités monétaires établies par référence à plusieurs devises et viendra s'imputer sur le plafond proposé à la **11<sup>e</sup> résolution** pour les obligations simples et complexes.

Ces délégations mettraient fin aux délégations précédentes ayant le même objet.

#### Utilisation des délégations précédentes

Concernant les opérations d'augmentation de capital, il est enfin rappelé que les délégations consenties par l'Assemblée générale mixte du 7 mai 2013 n'ont pas été utilisées.

Pour mémoire, la dernière augmentation de capital a eu lieu le 28 avril 2009 pour un montant brut, prime d'émission comprise, de 1 500 317 581 euros, par émission de 90 109 164 actions nouvelles, avec maintien du droit préférentiel de souscription.

## 13<sup>E</sup> RÉSOLUTION

### Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration en vue d'émettre des actions et des valeurs mobilières emportant augmentation de capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes, et statuant conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants et L.228-91 et suivants du Code de commerce, et notamment des articles L.225-129-2 et L.228-92 du Code de commerce,

- ◆ **D**élègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les statuts, sa compétence pour décider une ou plusieurs augmentations du capital de la Société, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, en France et/ou à l'étranger, soit en euros, soit en devises étrangères ou toute unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, par l'émission à titre onéreux ou gratuit (i) d'actions ordinaires ou (ii) de valeurs mobilières régies par les articles L.228-92 alinéa 1<sup>er</sup>, L.228-93 alinéa 3 et L.228-94 alinéa 2 du Code de commerce (a) donnant accès immédiatement ou à terme, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, à des actions de la Société ou d'une autre société ou (b) donnant droit à l'attribution de titres de créance, la souscription de ces actions et valeurs mobilières pouvant être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles, soit pour partie par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes ;
- ◆ **D**écide que le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 560 millions d'euros, soit 140 millions d'actions correspondant à moins de 50 % du capital au 31 décembre 2014, étant précisé que le montant nominal maximum des augmentations de capital pouvant être réalisées en vertu de la présente délégation et de celles conférées en vertu des 14<sup>e</sup>, 15<sup>e</sup>, 16<sup>e</sup>, 17<sup>e</sup>, 18<sup>e</sup>, 22<sup>e</sup> et 23<sup>e</sup> résolutions de la présente Assemblée (ou de celles conférées en vertu de résolutions de même nature qui pourraient succéder auxdites résolutions durant la durée de validité de la présente résolution) est fixé à 560 millions d'euros ; à ces plafonds s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre éventuellement en supplément, en cas d'opérations financières nouvelles, au titre des ajustements effectués conformément aux dispositions légales et réglementaires ou aux stipulations contractuelles applicables pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital ou des bénéficiaires d'options de souscription ou d'achat d'actions ou d'attribution gratuite d'actions ;
- ◆ **D**écide que le montant nominal des titres de créance susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 8 milliards d'euros à la date de la décision d'émission, ou la contre-valeur de ce montant à la date d'émission, en cas d'émission en monnaie étrangère ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ce montant s'imputera sur le plafond global prévu à la 11<sup>e</sup> résolution de la présente Assemblée ou, le cas échéant, sur le montant du plafond global éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait succéder à la 11<sup>e</sup> résolution pendant la durée de validité de la présente délégation ; ces montants seront majorés, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair ;
- ◆ **D**écide que les actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel de souscription aux actions et valeurs mobilières émises en vertu de la présente résolution. En outre, le Conseil d'administration aura la faculté de conférer aux actionnaires le droit de souscrire à titre réductible un nombre d'actions et de valeurs mobilières supérieur à celui qu'ils pourraient souscrire à titre irréductible, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leur demande ;
- ◆ **D**écide que si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières telle que définies ci-dessus, le Conseil d'administration pourra utiliser, dans les conditions prévues par la loi et dans l'ordre qu'il déterminera, l'une et/ou l'autre des facultés suivantes : répartir librement tout ou partie des titres non souscrits, offrir au public tout ou partie des titres non souscrits sur le marché français ou à l'étranger, et de manière générale, limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions sous la condition que celui-ci atteigne après utilisation, le cas échéant, des deux facultés susvisées, au moins les trois-quarts de l'émission décidée ;
- ◆ **D**écide que les émissions de bons de souscription d'actions de la Société pourront être réalisées par offre de souscription, mais également par attribution gratuite aux propriétaires des actions anciennes, étant précisé que les droits d'attribution formant rompus et les titres correspondants seront vendus dans les conditions fixées par l'article L.228-6-1 du Code de commerce ;

◆ constate que la délégation susvisée emporte de plein droit au profit des porteurs de valeurs mobilières émises donnant accès au capital de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit immédiatement ou à terme ;

◆ décide que la présente délégation prive d'effet, le cas échéant pour sa partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

La présente délégation est donnée pour une durée de 26 mois à compter de la date de la présente Assemblée.

Le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

Tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les statuts, pour mettre en œuvre la présente délégation et notamment pour décider l'augmentation de capital, déterminer le montant de celle-ci, le prix de l'émission ainsi que le montant de la prime qui pourra le cas échéant être demandée à l'émission ; fixer les conditions d'émission, la nature et les caractéristiques des valeurs mobilières emportant augmentation de capital ; prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés à ces titres en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ; fixer les modalités d'attribution des titres de capital auxquels ces valeurs mobilières donnent droit ainsi que les dates auxquelles peuvent être exercés les droits d'attribution ; arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ; fixer les modalités selon laquelle la Société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger en bourse, à tout moment ou à des périodes déterminées, les valeurs mobilières émises ou à émettre immédiatement ou à terme en vue de les annuler ou non, compte tenu des dispositions légales ; à sa seule initiative, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ; déterminer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital ou les capitaux propres de la Société et fixer toutes autres modalités permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ou des bénéficiaires d'options de souscription ou d'achat d'actions ou d'attribution gratuite d'actions ; constater la réalisation des augmentations de capital, modifier corrélativement les statuts, accomplir les formalités requises, passer toute convention, notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, et généralement faire tout le nécessaire.

## 14<sup>E</sup> RÉOLUTION

### Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration en vue d'émettre des actions et des valeurs mobilières emportant augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants et L.228-91 et suivants du Code de commerce, notamment des articles L.225-129-2, L.225-135, L.225-136 et L.225-148 Code de commerce,

◆ délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les statuts, sa compétence pour décider une ou plusieurs augmentations du capital de la Société, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, par l'émission en France et/ou à l'étranger, par une offre au public, soit en euros, soit en devises étrangères ou toute unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, par l'émission à titre onéreux ou gratuit (i) d'actions ordinaires ou (ii) de valeurs mobilières régies par les articles L.228-92 alinéa 1<sup>er</sup>, L.228-93 alinéa 3 et L.228-94 alinéa 2 du Code de commerce (a) donnant accès immédiatement ou à terme, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, à des actions de la Société ou d'une autre société ou (b) donnant droit à l'attribution de titres de créance, la souscription de ces actions et valeurs mobilières pouvant être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles, soit pour partie par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes. Ces titres pourront notamment être émis à l'effet de rémunérer des titres qui seraient apportés à la Société, dans le cadre d'une offre publique d'échange réalisée en France ou à l'étranger selon les règles locales sur des titres répondant aux conditions fixées à l'article L.225-148 du Code de commerce ;

◆ délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les statuts, sa compétence pour décider l'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société à émettre à la suite de l'émission, par les sociétés dont la Société détient directement ou indirectement plus de la moitié du capital social ou par la société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital de la Société, de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société conformément à l'article L.228-93 alinéa 3 du Code de commerce ; la présente décision emporte, au profit des titulaires de valeurs mobilières susceptibles d'être émises par de telles sociétés du Groupe de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit ;

◆ décide que le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisés immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 112 millions d'euros, soit 28 millions d'actions correspondant à moins de 10 % du capital au 31 décembre 2014, étant précisé que ce montant s'imputera sur le plafond global prévu à la 13<sup>e</sup> résolution de la présente Assemblée ou, le cas échéant, sur le montant du plafond global éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait succéder à la 13<sup>e</sup> résolution pendant la durée de validité de la présente délégation ; à ces plafonds s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre éventuellement en supplément, en cas d'opérations financières nouvelles, au titre des ajustements effectués conformément aux dispositions légales et réglementaires ou aux stipulations contractuelles applicables pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital ou des bénéficiaires d'options de souscription ou d'achat d'actions ou d'attribution gratuite d'actions ;

◆ décide que le montant nominal maximum des titres de créance susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 8 milliards d'euros à la date de la décision d'émission, ou la contre-valeur de ce montant à la date d'émission, en cas d'émission en monnaie étrangère ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ce montant s'imputera sur le plafond global prévu à la 11<sup>e</sup> résolution de la présente Assemblée ou, le cas échéant, sur le montant du plafond global éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait succéder à la 11<sup>e</sup> résolution pendant la durée de validité de la présente délégation ; ces montants seront majorés, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair ;

- ◆ Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres émis en vertu de la présente résolution et de conférer au Conseil d'administration le pouvoir d'instituer au profit des actionnaires un délai de priorité de souscription dont il fixera les modalités conformément à la loi et aux dispositions réglementaires pour souscrire tout ou partie des titres à émettre en application des dispositions de l'article L.225-135 du Code de commerce ;
- ◆ Prend acte du fait que si les souscriptions, y compris, le cas échéant, celles des actionnaires, n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil d'administration pourra limiter le montant de l'opération au montant des souscriptions reçues sous la condition que celui-ci atteigne, au moins, les trois-quarts de l'émission décidée ;
- ◆ Décide que (i) le prix d'émission des actions sera au moins égal au minimum autorisé par les dispositions légales et réglementaires applicables au jour de l'émission (à ce jour, la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse sur le marché réglementé Euronext à Paris (ou tout marché qui viendrait s'y substituer) précédant la fixation du prix de souscription de l'augmentation de capital moins 5 %) après, le cas échéant, correction de cette moyenne en cas de différence entre les dates de jouissance ; et (ii) le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital et le nombre d'actions auquel la conversion, le remboursement ou généralement la transformation, de chaque valeur mobilière donnant accès au capital pourra donner droit, seront tels que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix de souscription minimum défini au (i) du présent paragraphe ;
- ◆ Constate que la présente délégation emporte de plein droit au profit des porteurs de valeurs mobilières émises donnant accès au capital de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donneront droit immédiatement ou à terme ;
- ◆ Décide que ces émissions pourront notamment servir à rémunérer des titres apportés à la Société dans le cadre d'une offre publique ayant une composante d'échange (OPE) initiée par la Société en France ou à l'étranger selon les règles locales sur des titres admis aux négociations sur un marché réglementé, dans les conditions et sous les réserves fixées à l'article L.225-148 du Code de commerce, étant précisé que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi pour arrêter la liste des titres apportées à l'échange, fixer les conditions de l'émission, la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser sans que les modalités de détermination de prix définies ci-avant trouvent à s'appliquer et déterminer les modalités de l'offre et de l'émission ;
- ◆ Décide que la présente délégation prive d'effet, le cas échéant pour sa partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

La présente délégation est donnée pour une durée de 26 mois à compter de la date de la présente Assemblée.

Le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

Tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les statuts, pour mettre en œuvre la présente délégation et notamment pour décider l'augmentation de capital, déterminer le montant de celle-ci, le prix de l'émission ainsi que le montant de la prime qui pourra le cas échéant être demandée à l'émission ; fixer les conditions d'émission, la nature et les caractéristiques des valeurs mobilières emportant augmentation de capital ; prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés à ces titres en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ; fixer les modalités d'attribution des titres de capital auxquels ces valeurs mobilières donnent droit ainsi que les dates auxquelles peuvent être exercés les droits d'attribution ; arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ; fixer les modalités selon laquelle la Société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger en bourse, à tout moment ou à des périodes déterminées, les valeurs mobilières émises ou à émettre immédiatement ou à terme en vue de les annuler ou non, compte tenu des dispositions légales ; à sa seule initiative, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ; déterminer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital ou les capitaux propres de la Société et fixer toutes autres modalités permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ou des bénéficiaires d'options de souscription ou d'achat d'actions ou d'attribution gratuite d'actions ; constater la réalisation des augmentations de capital, modifier corrélativement les statuts, accomplir les formalités requises, passer toute convention, notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées et généralement faire tout le nécessaire.

## 15<sup>E</sup> RÉOLUTION

### Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration en vue d'émettre, par une offre visée à l'article L.411-2 II du Code monétaire et financier, des actions et des valeurs mobilières emportant augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants du Code de commerce, notamment des articles L.225-129-2, L.225-135, et L.225-136 dudit code, et aux dispositions des articles L.228-91 et suivants dudit code :

- ◆ Délégué au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les statuts, sa compétence pour décider une ou plusieurs augmentations du capital de la Société, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera en France et/ou à l'étranger, en application du II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier, soit en euros, soit en devises étrangères ou toute unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, par l'émission à titre onéreux ou gratuit (i) d'actions ordinaires ou (ii) de valeurs mobilières régies par les articles L.228-92 alinéa 1<sup>er</sup>, L.228-93 alinéa 3 et L.228-94 alinéa 2 du Code de commerce (a) donnant accès immédiatement ou à terme, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, à des actions de la Société ou d'une autre société ou (b) donnant droit à l'attribution de titres de créance, la souscription de ces actions et valeurs mobilières pouvant être opérée soit en espèces, soit par compensation avec des créances liquides et exigibles, soit pour partie par incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes ;

- **d**élègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les statuts, sa compétence pour décider l'émission d'actions ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société à émettre à la suite de l'émission, par les sociétés dont la Société détient directement ou indirectement plus de la moitié du capital social ou par la société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital de la Société, de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société conformément à l'article L.228-93 alinéa 3 du Code de commerce ; la présente décision emporte, au profit des titulaires de valeurs mobilières susceptibles d'être émises par de telles sociétés du Groupe de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ou valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit ;
- **d**écide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres émis en vertu de la présente résolution ;
- **d**écide que le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 112 millions d'euros, soit 28 millions d'actions correspondant à moins de 10 % du capital au 31 décembre 2014, étant précisé que ce montant s'imputera sur le plafond prévu à la 14<sup>e</sup> résolution de la présente Assemblée ainsi que sur le plafond global prévu à la 13<sup>e</sup> résolution de la présente Assemblée ou, le cas échéant, sur le montant des plafonds éventuellement prévus par des résolutions de même nature qui pourraient succéder auxdites résolutions pendant la durée de validité de la présente délégation ; à ces plafonds s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre éventuellement en supplément, en cas d'opérations financières nouvelles, au titre des ajustements effectués conformément aux dispositions légales et réglementaires ou aux stipulations contractuelles applicables pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital ou des bénéficiaires d'options de souscription ou d'achat d'actions ou d'attribution gratuite d'actions ;
- **d**écide que le montant nominal maximum des titres de créance susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 8 milliards d'euros à la date de la décision d'émission, ou la contre-valeur de ce montant à la date d'émission, en cas d'émission en monnaie étrangère ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, étant précisé que ce montant s'imputera sur le plafond global prévu à la 11<sup>e</sup> résolution de la présente Assemblée ou, le cas échéant, sur le montant du plafond global éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait succéder à la 11<sup>e</sup> résolution pendant la durée de validité de la présente délégation ; ces montants seront majorés, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair ;
- **p**rend acte du fait que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'émission, le Conseil d'administration pourra limiter le montant de l'opération au montant des souscriptions reçues sous la condition que celui-ci atteigne, au moins, les trois-quarts de l'émission décidée ;
- **d**écide que (i) le prix d'émission des actions sera au moins égal au minimum autorisé par les dispositions légales et réglementaires applicables au jour de l'émission (à ce jour, la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse sur le marché réglementé Euronext à Paris (ou tout marché qui viendrait à y substituer) précédant la fixation du prix de souscription de l'augmentation de capital moins 5 %) après, le cas échéant, correction de cette moyenne en cas de différence entre les dates de jouissance ; et (ii) le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital et le nombre d'actions auquel la conversion, le remboursement ou généralement la transformation, de chaque valeur mobilière donnant accès au capital pourra donner droit, seront tels que la somme perçue immédiatement par la Société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix de souscription minimum défini au (i) du présent paragraphe ;
- **c**onstate que la présente délégation emporte de plein droit au profit des porteurs de valeurs mobilières émises donnant accès au capital de la Société, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donneront droit immédiatement ou à terme.
- **d**écide que la présente délégation prive d'effet, le cas échéant pour sa partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

La présente délégation est donnée pour une durée de 26 mois à compter de la date de la présente Assemblée.

Le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

Tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les statuts, pour mettre en œuvre la présente délégation et notamment pour décider l'augmentation de capital, déterminer le montant de celle-ci, le prix de l'émission ainsi que le montant de la prime qui pourra le cas échéant être demandée à l'émission ; fixer les conditions d'émission, la nature et les caractéristiques des valeurs mobilières emportant augmentation de capital ; prévoir la faculté de suspendre éventuellement l'exercice des droits attachés à ces titres en conformité avec les dispositions légales et réglementaires ; fixer les modalités d'attribution des titres de capital auxquels ces valeurs mobilières donnent droit ainsi que les dates auxquelles peuvent être exercés les droits d'attribution ; arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ; fixer les modalités selon laquelle la Société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger en bourse, à tout moment ou à des périodes déterminées, les valeurs mobilières émises ou à émettre immédiatement ou à terme en vue de les annuler ou non, compte tenu des dispositions légales ; à sa seule initiative, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ; déterminer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital ou les capitaux propres de la Société et fixer toutes autres modalités permettant d'assurer, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ou des bénéficiaires d'options de souscription ou d'achat d'actions ou d'attribution gratuite d'actions ; constater la réalisation des augmentations de capital, modifier corrélativement les statuts, accomplir les formalités requises, passer toute convention notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées et généralement faire tout le nécessaire.

## 16<sup>E</sup> RÉOLUTION

### Délégation consentie au Conseil d'administration en vue d'émettre des actions et des valeurs mobilières emportant augmentation de capital en rémunération d'apports en nature

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants, et notamment de l'article L.225-147, 6<sup>e</sup> alinéa du Code de commerce et des articles L.228-91 et suivants du Code de commerce :

- ◆ **D**élègue au Conseil d'administration les pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les statuts, pour procéder à une ou plusieurs augmentations de capital par l'émission en France et/ou à l'étranger, immédiatement et/ou à terme (i) d'actions ordinaires ou (ii) de valeurs mobilières régies par les articles L.228-92 alinéa 1<sup>er</sup>, L.228-93 alinéa 3 et L.228-94 alinéa 2 du Code de commerce (a) donnant accès immédiatement ou à terme, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, à des actions de la Société ou d'une autre société ou (b) donnant droit à l'attribution de titres de créance, dans la limite d'un montant nominal maximum de 112 millions d'euros, soit 28 millions d'actions, représentant moins de 10 % du capital social à la date du 31 décembre 2014, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L.225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables ;
- ◆ **P**rend acte que, conformément à la loi, les actionnaires n'auront pas de droit préférentiel de souscription aux titres émis en vertu de la présente délégation ;
- ◆ **D**écide que le montant nominal maximum des augmentations de capital effectuées en vertu de la présente résolution s'imputera sur le plafond prévu à la 14<sup>e</sup> résolution de la présente Assemblée ainsi que sur le plafond global prévu à la 13<sup>e</sup> résolution de la présente Assemblée ou, le cas échéant, sur le montant des plafonds prévus par des résolutions de même nature qui pourraient éventuellement succéder auxdites résolutions pendant la durée de validité de la présente délégation ; à ces plafonds s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre éventuellement en supplément, en cas d'opérations financières nouvelles, au titre des ajustements effectués conformément aux dispositions légales et réglementaires ou aux stipulations contractuelles applicables pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital ou des bénéficiaires d'options de souscription ou d'achat d'actions ou d'attribution gratuite d'actions ;
- ◆ **D**écide que le montant nominal des titres de créance susceptibles d'être émis en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 8 milliards d'euros à la date de la décision d'émission, ou la contre-valeur de ce montant à la date d'émission, en cas d'émission en monnaie étrangère ou unité monétaire établie par référence à plusieurs monnaies, le montant des émissions pouvant être réalisées en vertu de la présente délégation s'imputant sur le plafond global prévu à la 11<sup>e</sup> résolution de la présente Assemblée ou, le cas échéant, sur le montant du plafond global éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait succéder à la 11<sup>e</sup> résolution pendant la durée de validité de la présente délégation ; ces montants seront majorés, le cas échéant, de toute prime de remboursement au-dessus du pair et
- ◆ **D**écide que la présente délégation prive d'effet, le cas échéant pour sa partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

La présente délégation est donnée pour une durée de 26 mois à compter de la date de la présente Assemblée.

Le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée, faire usage de la présente délégation à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

Tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les statuts, pour mettre en œuvre la présente délégation et notamment pour décider la ou les augmentation(s) de capital rémunérant les apports et déterminer les actions et/ou valeurs mobilières à émettre, arrêter la liste des titres apportés, statuer sur l'évaluation des apports, fixer les conditions de l'émission des actions et/ou des valeurs mobilières rémunérant les apports, ainsi que le cas échéant le montant de la soulte à verser, approuver l'octroi des avantages particuliers, et réduire, si les apporteurs y consentent, l'évaluation des apports ou la rémunération des avantages particuliers, déterminer les caractéristiques des actions et/ou des valeurs mobilières rémunérant les apports ; déterminer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital ou les capitaux propres de la Société et fixer toutes autres modalités permettant d'assurer et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ou des bénéficiaires d'options de souscription ou d'achat d'actions ou d'attribution gratuite d'actions ; à sa seule initiative, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale ; fixer les conditions d'émission, constater la réalisation des augmentations de capital, modifier corrélativement les statuts, accomplir les formalités requises et généralement faire tout le nécessaire.



## 17<sup>E</sup> RÉSOLUTION

### Délégation de compétence à donner au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes, et conformément aux dispositions de l'article L.225-135-1 du Code de commerce :

- ♦ délègue au Conseil d'administration sa compétence, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les statuts, pour décider d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation du capital social de la Société avec ou sans droit préférentiel de souscription, au même prix que celui retenu pour l'émission initiale, dans les délais et limites prévus par la réglementation applicable au jour de l'émission (à ce jour, dans les trente jours de la clôture de la souscription et dans la limite de 15 % de l'émission initiale), notamment en vue d'octroyer une option de surallocation conformément aux pratiques de marché ;
- ♦ décide que le montant nominal des augmentations de capital décidées par la présente résolution s'imputera sur le montant du plafond stipulé dans la résolution en vertu de laquelle est décidée l'émission initiale et sur le montant du plafond global prévu à la 13<sup>e</sup> résolution ou, le cas échéant, sur le montant du plafond prévu par une résolution de même nature qui pourrait éventuellement succéder à cette résolution pendant la durée de validité de la présente délégation.

La présente délégation est donnée pour une période de 26 mois à compter du jour de la présente Assemblée.

Le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

### AUGMENTATION DU CAPITAL PAR INCORPORATION DE RÉSERVES (18<sup>E</sup> RÉSOLUTION)

Dans la **18<sup>e</sup> résolution**, il vous est proposé d'autoriser votre Conseil d'administration à augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait possible dans la limite d'un montant nominal de 100 millions d'euros.

#### Principales caractéristiques

Les droits des actionnaires ne sont pas affectés par de telles opérations qui se traduisent par l'émission d'actions nouvelles attribuées gratuitement à ces derniers ou par l'augmentation de la valeur nominale des actions existantes. En effet, l'augmentation du capital de la Société s'effectue sans apport de fonds de la part des actionnaires via une écriture qui consiste en un virement direct au compte "capital" (incorporation au capital) d'une somme prélevée sur un ou plusieurs comptes de réserves ou comptes assimilés. Elle ne modifie pas les capitaux propres de la Société.

Dans l'hypothèse d'une telle augmentation de capital par distribution d'actions gratuites, les bénéficiaires de l'attribution seraient tous les actionnaires au jour de la décision d'incorporation au capital. De plus, conformément aux statuts de la Société, tout actionnaire qui justifie, à la clôture d'un exercice, d'une inscription nominative depuis deux ans au moins et du maintien de celle-ci à la date de réalisation d'une telle augmentation de capital par distribution d'actions gratuites, bénéficie d'une majoration du nombre d'actions gratuites à lui distribuées égale à 10 %, ce nombre étant arrondi à l'unité inférieure en cas de rompu.

Cette délégation met fin à la précédente délégation accordée lors de l'Assemblée générale mixte du 7 mai 2013 qui n'a fait l'objet d'aucune utilisation.

Elle serait à nouveau donnée pour une période de 26 mois.

Le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée générale, faire usage de ces délégations à compter du dépôt par un tiers d'un projet d'offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

#### Plafond

La résolution prévoit un plafond 100 millions d'euros en montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées dans ce cadre.

De plus, le montant des augmentations de capital réalisées dans ce cadre viendrait s'imputer sur le plafond global d'augmentation de capital prévu à la **13<sup>e</sup> résolution**.



### 18<sup>E</sup> RÉOLUTION

#### Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, et conformément aux dispositions de l'article L.225-130 du Code de commerce :

- ◆ **D**élègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les statuts, sa compétence pour décider une ou plusieurs augmentations du capital de la Société, dans la proportion et aux époques qu'il appréciera, par incorporation au capital de réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait légalement et statutairement possible, sous la forme d'attribution d'actions gratuites ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes, ou de la combinaison de ces deux modalités ;
- ◆ **D**écide, en cas d'attribution d'actions gratuites : (i) que les actions qui seront attribuées à raison d'actions anciennes bénéficiant du droit de vote double et/ou du dividende majoré bénéficieront de ce droit dès leur attribution, et (ii) que les droits formant rompus ne seront pas négociables ni cessibles et que les actions correspondantes seront vendues, les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires des droits dans les conditions prévues par la loi et la réglementation ;
- ◆ **D**écide que le montant nominal total des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées dans le cadre de la présente résolution ne pourra être supérieur à 100 millions d'euros ; à ces plafonds s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre éventuellement en supplément, en cas d'opération financière nouvelles, au titre des ajustements effectués conformément aux dispositions légales et réglementaires ou aux stipulations contractuelles applicables pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital ou des bénéficiaires d'options de souscription ou d'achat d'actions ou d'attribution gratuite d'actions ;
- ◆ **D**écide que le montant nominal des augmentations de capital effectuées en vertu de la présente résolution s'impute sur le plafond global prévu à la 13<sup>e</sup> résolution de la présente Assemblée ou, le cas échéant, sur le montant du plafonds prévu par une résolution de même nature qui pourrait éventuellement succéder à cette résolution pendant la durée de validité de la présente délégation ; et
- ◆ **D**écide que la présente délégation prive d'effet, le cas échéant pour sa partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

La présente délégation est donnée pour une durée de 26 mois à compter de la date de la présente Assemblée.

Le Conseil d'administration ne pourra, sauf autorisation préalable par l'Assemblée, faire usage de la présente délégation de compétence à compter du dépôt par un tiers d'une offre publique visant les titres de la Société et ce jusqu'à la fin de la période d'offre.

Tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les statuts, pour mettre en œuvre la présente délégation à l'effet notamment de fixer le montant et la nature des sommes à incorporer au capital, fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre et/ou le montant dont le nominal des actions existantes sera augmenté, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ou celle à laquelle l'élévation du nominal des actions existantes portera effet, déterminer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital ou les capitaux propres de la Société et fixer toutes autres modalités permettant d'assurer et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ou des bénéficiaires d'options de souscription ou d'achat d'actions ou d'attribution gratuite d'actions, constater la réalisation des augmentations de capital, modifier corrélativement les statuts, accomplir les formalités requises et généralement faire tout le nécessaire.

#### RÉDUCTION DE CAPITAL (19<sup>E</sup> RÉOLUTION)

La **19<sup>e</sup> résolution** autorise votre Conseil d'administration à réduire le capital de Lafarge par voie d'annulation d'actions de la Société détenues par cette dernière et acquises dans le cadre de programmes d'achat d'actions autorisés antérieurement ou postérieurement à l'Assemblée.

L'annulation d'actions de la Société détenues par cette dernière peut répondre à divers objectifs financiers comme, par exemple, une gestion active du capital, l'optimisation du bilan ou encore la compensation de la dilution résultant d'augmentations de capital.

##### **Principales caractéristiques**

Les actions qui seraient annulées dans l'hypothèse de l'utilisation de cette autorisation seraient celles acquises dans le cadre de programmes d'achat d'actions autorisés antérieurement ou postérieurement à l'Assemblée (et faisant l'objet lors de cette Assemblée de la **11<sup>e</sup> résolution**).

Cette autorisation serait donnée pour une période de 26 mois.

Elle se substituerait à celle donnée précédemment par l'Assemblée générale mixte du 7 mai 2013 qui n'a fait l'objet d'aucune utilisation.

##### **Plafond**

Conformément à la loi, la faculté pour le Conseil d'administration d'annuler des actions de la Société détenues par cette dernière est limitée à 10 % du capital par période de 24 mois.

## 19<sup>E</sup> RÉSOLUTION

### Autorisation au Conseil d'administration de réduire le capital par annulation d'actions

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes,

- autorise le Conseil d'administration, conformément aux articles L.225-209 et suivants du Code de commerce, à réduire le capital social, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il décidera, par l'annulation de tout ou partie des actions acquises par la Société dans le cadre des programmes d'achat de ses propres actions autorisés par l'Assemblée générale antérieurement ou postérieurement à l'adoption de la présente résolution étant précisé qu'à la date de chaque annulation, le nombre maximum d'actions annulées par la Société pendant la période de 24 mois précédant ladite annulation, y compris les actions faisant l'objet de ladite annulation, ne pourra excéder 10 % du capital de la Société à cette date (le cas échéant, tel qu'ajusté pour tenir compte des opérations effectuées sur le capital postérieurement à la date de la présente Assemblée) ; et
- décide que la présente autorisation prive d'effet, le cas échéant pour sa partie non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

Cette autorisation est donnée pour une période de 26 mois à compter du jour de la présente Assemblée.

Tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les statuts, pour mettre en œuvre la présente autorisation et notamment pour arrêter le montant définitif de la réduction de capital, réaliser et constater la réalisation des éventuelles opérations d'annulation et de réduction de capital, modifier corrélativement les statuts, accomplir les formalités requises et généralement faire tout le nécessaire.

### ATTRIBUTIONS GRATUITES D'ACTIONS ET DE STOCK-OPTIONS (20<sup>E</sup> ET 21<sup>E</sup> RÉSOLUTIONS)

Les 20<sup>e</sup> et 21<sup>e</sup> résolutions visent, respectivement, les attributions gratuites d'actions et d'options d'actions (ou stock-options) aux salariés et aux dirigeants mandataires sociaux.

Les attributions gratuites d'actions et les stock-options sont des instruments communément utilisés par les sociétés françaises et étrangères afin de motiver et fidéliser leurs salariés et dirigeants en les associant à la performance de leur entreprise, alignant ainsi leurs intérêts sur ceux des actionnaires.

#### Politique d'attribution

La politique de rémunération du Groupe a pour objectif de fidéliser et motiver les talents du Groupe et d'associer les cadres et salariés à ses performances, notamment grâce à l'attribution d'options de souscription d'actions et d'actions de performance (attributions gratuites d'actions), qui sont liées à la stratégie long terme du Groupe. Le Groupe attribue des options et/ou des actions de performance au dirigeant mandataire social, aux cadres dirigeants, aux cadres supérieurs, et à certains collaborateurs particulièrement performants dont le Groupe souhaite reconnaître les performances et l'engagement.

Les options et actions de performance sont attribuées par le Conseil d'administration, sur proposition du Comité des rémunérations. Ces attributions sont décidées chaque année lors d'une réunion du Conseil d'administration se tenant habituellement en mars.

Concernant les attributions d'options, la pratique du Groupe depuis 2002 est d'attribuer des options de souscription d'actions. Le prix d'exercice des options est fixé sans rabais ni décote.

Suite aux recommandations du Code Afep-Medef, le Conseil d'administration a décidé de limiter le nombre des options de souscription, d'achat d'actions ou d'actions de performance pouvant être attribuées aux dirigeants mandataires sociaux. Cette règle prévoit que les parts respectives d'options et d'actions de performance pouvant leur revenir ne peuvent pas être supérieures à 10 % du total des options et 10 % du total des actions de performance attribuées sur un même exercice.

Conformément au Code Afep-Medef, la politique actuelle du Groupe est de soumettre la totalité des options de souscription ou d'achat d'actions et des actions de performance attribuées au Président-Directeur général et aux membres du Comité Exécutif du Groupe à l'atteinte de conditions de performance.

L'intégralité des options et actions de performance attribuées aux autres salariés est également soumise à des critères de performance depuis 2013.

#### Attributions passées - Conditions de performance

Les options de souscription et les actions de performance attribuées sont soumises à l'atteinte de critères de performance préalablement définis, et ce pour chaque bénéficiaire.

Les actions de performance attribuées depuis 2013 au Président-Directeur général et aux membres du Comité Exécutif du Groupe sont soumises à l'atteinte de critères de performance basés sur une condition externe et des conditions internes, ces conditions devant être atteintes sur une période de plusieurs années (voir tableau ci-dessous). Il n'y a pas eu d'attribution d'options depuis 2012.

Le niveau requis pour atteindre 100 % des conditions de performance internes est ambitieux.

## RÉSUMÉ DES CONDITIONS DE PERFORMANCE APPLICABLES AU PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL ET AUX MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF DEPUIS 2013 :

Président-Directeur général /Membres du Comité Exécutif		
2013	Condition externe	Performance relative de Lafarge et de ses concurrents (moyenne 2013, 2014 et 2015).
	Conditions internes	Progression de l'Ebitda liée à des actions de réduction des coûts, d'innovation et de performance en 2013 et 2014.
2014	Condition externe	Performance relative de Lafarge et de ses concurrents (moyenne 2014, 2015 et 2016).
	Conditions internes	Progression de l'Ebitda liée à des actions de réduction des coûts et d'innovation en 2014 et 2015.

Une présentation détaillée des attributions effectuées dans le passé figure dans le Document de Référence de la Société.

## PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DES ATTRIBUTIONS À VENIR

Les **20<sup>e</sup> et 21<sup>e</sup> résolutions** prévoient notamment :

- ◆ que le Conseil pourra assujettir l'attribution de tout ou partie des actions ou des options à l'atteinte d'une ou plusieurs conditions de performance qu'il déterminera ;
- ◆ que le nombre d'options ou d'actions de performance attribuées aux dirigeants mandataires sociaux de la Société ne pourra pas représenter respectivement plus de 10 % du total des attributions d'options ou 10 % du total des attributions d'actions effectuées par le Conseil sur un exercice social ;
- ◆ que les attributions d'options ou d'actions aux dirigeants mandataires sociaux de la Société devront prévoir l'atteinte d'une ou plusieurs conditions de performance que le Conseil déterminera ;
- ◆ d'un **plafond** prévoyant que le nombre total d'**actions** attribuées gratuitement ne pourra représenter plus de **1 % du capital social** au jour de la décision du Conseil d'administration ; ce plafond ne s'imputant pas sur le plafond global prévu à la **13<sup>e</sup> résolution** ;
- ◆ pour les options d'actions, un **plafond** prévoyant également que le nombre total d'**options** attribuées ne pourra donner droit à un nombre d'actions représentant plus de **1 % du capital social** au jour de la décision du Conseil d'administration ; ce plafond ne s'imputant pas sur le plafond global prévu à la **13<sup>e</sup> résolution**. Ces attributions se feront sans décote ni rabais et le prix à payer lors de l'exercice des options, fixé par le Conseil d'administration, sera au moins égal (i) dans le cas d'octroi d'options de souscription d'actions, à la moyenne des premiers cours cotés de l'action de la Société sur le marché réglementé Euronext à Paris lors des vingt séances de bourse précédant le jour où les options seront consenties, et (ii) dans le cas d'options d'achat d'actions, au cours moyen d'achat des actions détenues par la Société.

Ces résolutions auraient une durée de 26 mois et mettraient fin aux précédentes autorisations données par l'Assemblée générale mixte du 7 mai 2013 ayant le même objet.

De par la loi, le droit préférentiel de souscription serait supprimé.

Conformément à la politique de la Société, la totalité des options et actions de performance qui seront attribuées au dirigeant mandataire social et aux membres du Comité Exécutif dans le cadre de ces nouvelles autorisations seront soumises à l'atteinte de critères de performance. Par ailleurs, à ce stade il est envisagé par le Conseil d'administration de continuer à soumettre les attributions gratuites d'actions et les attributions d'options d'actions au dirigeant mandataire social et aux membres du Comité Exécutif à des conditions de performance à la fois externes et internes devant être atteintes sur une période de plusieurs années. Ces conditions de performance seront revues annuellement, en ligne avec les priorités stratégiques du Groupe.

### Volume potentiel de l'ensemble des options d'actions et actions de performance et taux d'attribution annuel

À fin décembre 2014, le nombre total d'actions gratuites attribuées mais non encore acquises définitivement (déduction faite, le cas échéant, des actions annulées conformément aux modalités du plan concerné) était de 1 448 784, soit environ 0,5 % du capital de la Société au 31 décembre 2014.

À fin décembre 2014, le nombre total d'options attribuées et non encore exercées (déduction faite, le cas échéant, des options annulées conformément aux modalités du plan concerné) était de 5 752 615, soit environ 2 % du capital de la Société au 31 décembre 2014.

Le volume potentiel de l'ensemble (i) des plans d'options d'actions et d'actions de performance existants ainsi que (ii) des actions de performance ou des options d'actions pouvant être attribuées dans le cadre de l'autorisation de l'Assemblée générale mixte du 7 mai 2013 ainsi que dans le cadre des autorisations demandées dans les 20<sup>e</sup> et 21<sup>e</sup> résolutions correspondrait à 6,88 % du capital social entièrement dilué de la Société.

Par ailleurs, la moyenne du taux d'attribution annuel ("burn rate") de la Société sur les trois derniers exercices correspond à 0,26 %.

## 20<sup>E</sup> RÉSOLUTION

### Autorisation au Conseil d'administration de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes, conformément aux articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce :

- ◆ autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans la mesure autorisée par loi, à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre de la Société ;
- ◆ décide que les bénéficiaires des attributions pourront être les salariés de la Société ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions de l'article L.225-197-2 du Code de commerce et les mandataires sociaux de la Société ou des sociétés ou groupements qui lui sont liés et qui répondent aux conditions visées à l'article L.225-197-1, Il dudit Code, ou certains d'entre eux ;
- ◆ décide que le Conseil d'administration déterminera l'identité des bénéficiaires des attributions ainsi que les conditions et, le cas échéant, les critères d'attribution des actions ;
- ◆ décide que le Conseil pourra assujettir l'attribution de tout ou partie des actions à l'atteinte d'une ou plusieurs conditions de performance que le Conseil déterminera ;
- ◆ décide que le nombre d'actions attribuées gratuitement aux dirigeants mandataires sociaux de la Société ne pourra pas représenter plus de 10 % du total des attributions effectuées par le Conseil sur un même exercice social ;
- ◆ décide que lesdites attributions gratuites d'actions aux dirigeants mandataires sociaux de la Société devront prévoir l'atteinte d'une ou plusieurs conditions de performance que le Conseil déterminera ;
- ◆ décide que le nombre total d'actions existantes ou nouvelles attribuées gratuitement en vertu de la présente résolution ne pourra représenter plus de 1 % du capital social au jour de la décision du Conseil d'administration ;
- ◆ décide que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires sera définitive au terme d'une période d'acquisition minimale de 3 ans avec, le cas échéant, une obligation de conservation des actions par les bénéficiaires pendant une durée qui ne pourra être inférieure à celle éventuellement prévue par le Code de commerce (soit à ce jour, (i) 2 ans, étant précisé (ii) qu'aucune période de conservation n'est requise si la période d'acquisition est supérieure ou égale à 4 ans), étant entendu que l'attribution desdites actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive avant l'expiration de la période d'acquisition en cas d'invalidité des bénéficiaires dans les conditions prévues par la loi, ou cas équivalent à l'étranger et que, dans les mêmes cas, lesdites actions seront librement cessibles ;
- ◆ prend acte que, en cas d'attribution gratuite d'actions nouvelles, la présente décision emportera, au fur et à mesure de l'attribution définitive desdites actions, augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission au profit des bénéficiaires desdites actions et renonciation corrélative des actionnaires au profit des bénéficiaires desdites actions à leur droit préférentiel de souscription sur lesdites actions ; et
- ◆ décide que la présente autorisation prive d'effet, le cas échéant pour sa partie non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

La présente autorisation est donnée pour une durée de 26 mois à compter de la date de la présente Assemblée.

L'Assemblée délègue tous pouvoirs au Conseil, avec faculté de délégation dans les limites légales, à l'effet de mettre en œuvre la présente résolution, déterminer si les actions attribuées gratuitement sont des actions à émettre et/ou existantes et, le cas échéant, modifier son choix avant l'attribution définitive des actions, effectuer tous actes, formalités et déclarations, procéder, le cas échéant, aux ajustements liés aux éventuelles opérations sur le capital ou les capitaux propres de la Société à l'effet de préserver les droits des bénéficiaires (étant précisé que les actions attribuées en application de ces ajustements seront réputées attribuées le même jour que les actions initialement attribuées), fixer les périodes d'acquisition et, le cas échéant, de conservation requises de chaque bénéficiaire, dans les conditions prévues ci-dessus, prévoir la faculté de suspendre temporairement les droits à attribution, imputer, le cas échéant, sur les réserves, bénéfices ou primes d'émission, les sommes nécessaires à la libération desdites actions, constater le cas échéant l'augmentation ou les augmentations de capital réalisées en exécution de la présente autorisation, modifier les statuts en conséquence et d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire.

## 21<sup>E</sup> RÉSOLUTION

### Autorisation au Conseil d'administration de consentir des options de souscription et/ou d'achat d'actions, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des commissaires aux comptes,

- ◆ autorise le Conseil d'administration, dans le cadre des articles L.225-177 et suivants du Code de commerce, avec faculté de subdélégation dans la mesure autorisée par loi, à consentir en une ou plusieurs fois aux salariés, aux mandataires sociaux, ou à certains d'entre eux, de la Société et des sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions visées à l'article L.225-180 de ce même code, des options de souscription d'actions nouvelles de la Société à émettre à titre d'augmentation de capital ainsi que des options donnant droit à l'achat d'actions de la Société acquises par la Société dans les conditions légales ;
- ◆ décide que le nombre total d'options consenties en vertu de la présente résolution ne pourra donner droit à un nombre d'actions représentant plus de 1 % du capital social au jour de la décision du Conseil d'administration ;
- ◆ décide que le Conseil pourra assujettir l'attribution de tout ou partie des options à l'atteinte d'une ou plusieurs conditions de performance que le Conseil déterminera ;
- ◆ décide que le nombre d'options consenties aux dirigeants mandataires sociaux de la Société ne pourra pas représenter plus de 10 % du total des attributions effectuées par le Conseil sur un même exercice social ;
- ◆ décide que lesdites attributions d'options aux dirigeants mandataires sociaux de la Société devront prévoir l'atteinte d'une ou plusieurs conditions de performance que le Conseil déterminera ;
- ◆ décide que le prix de souscription ou, selon le cas, le prix d'achat des actions à payer lors de l'exercice des options sera fixé par le Conseil d'administration à la date à laquelle les options seront consenties, dans les limites et selon les modalités prévues par la loi, étant précisé que le Conseil d'administration ne pourra pas appliquer de décote au prix de souscription ou d'achat des actions, lequel sera au moins égal (i) dans le cas d'octroi d'options de souscription d'actions, à la moyenne des premiers cours cotés de l'action de la Société sur le marché réglementé Euronext à Paris (ou tout marché qui viendrait s'y substituer) lors des vingt séances de bourse précédant le jour où les options seront consenties, et (ii) dans le cas d'options d'achat d'actions, au cours moyen d'achat des actions détenues par la Société au titre des articles L.225-208 et L.225-209 du Code de commerce ;
- ◆ décide que les options pourront être exercées par leurs bénéficiaires dans un délai de 10 ans à compter du jour où elles auront été consenties ;
- ◆ prend acte que la présente autorisation comporte, au profit des bénéficiaires des options de souscription, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seront émises au fur et à mesure des levées de ces options, l'augmentation du capital social résultant de l'exercice des options de souscription étant définitivement réalisée par le seul fait de la déclaration de l'exercice d'option accompagnée des bulletins de souscription et des versements de libération qui pourront être effectués en numéraire ou par compensation avec des créances sur la Société ; et
- ◆ décide que la présente autorisation prive d'effet, le cas échéant pour sa partie non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

La présente autorisation est donnée pour une durée de 26 mois à compter de la date de la présente Assemblée.

Tous pouvoirs sont conférés au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les statuts, pour fixer les autres conditions et modalités de l'attribution des options et de leur levée et, notamment, pour :

- ◆ fixer les conditions dans lesquelles seront consenties les options et arrêter la liste des bénéficiaires d'options et le nombre d'options allouées à chacun d'eux ;
- ◆ déterminer si les options attribuées seront des options de souscription et/ou des options d'achat d'actions et, le cas échéant, modifier son choix avant l'ouverture de la période de levée des options ;
- ◆ déterminer et procéder aux mesures d'ajustement nécessaires à la protection des intérêts des bénéficiaires dans les hypothèses et conditions prévues par la réglementation alors en vigueur ;
- ◆ fixer les modalités et conditions des options, et notamment : (i) la durée de validité des options ; (ii) la ou les dates ou périodes d'exercice des options ; (iii) la date de jouissance, même rétroactive, des actions nouvelles provenant de l'exercice des options de souscription ;
- ◆ prévoir la faculté de suspendre temporairement les levées d'options pendant le délai maximum prévu par les dispositions légales et réglementaires applicables en cas de réalisation d'opérations financières impliquant l'exercice d'un droit attaché aux actions ;
- ◆ le cas échéant, limiter, suspendre, restreindre ou interdire l'exercice des options ou la cession ou la mise au porteur des actions obtenues par l'exercice des options, pendant certaines périodes ou à compter de certains événements, sa décision pouvant porter sur tout ou partie des options ou des actions ou concerner tout ou partie des bénéficiaires ;
- ◆ accomplir ou faire accomplir tous actes et formalités à l'effet de rendre définitives et constater la ou les augmentations de capital qui pourront être réalisées en vertu de l'autorisation faisant l'objet de la présente résolution ; modifier les statuts en conséquence et généralement faire tout ce qui sera nécessaire ou utile ;
- ◆ sur sa seule décision et s'il le juge opportun, imputer les frais des augmentations de capital social sur le montant des primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation.

## ACTIONNARIAT SALARIÉ - AUGMENTATION DE CAPITAL AU PROFIT DES SALARIÉS (22<sup>E</sup> ET 23<sup>E</sup> RÉOLUTIONS)

Les **22<sup>e</sup> et 23<sup>e</sup> résolutions** visent les différentes formes possibles d'augmentation de capital au profit des salariés. Elles répondent à la volonté de la Société d'associer l'ensemble des salariés du Groupe à son développement tout en créant un sentiment d'appartenance et en cherchant à rapprocher leurs intérêts de ceux des actionnaires de la Société.

### Principales caractéristiques

La **22<sup>e</sup> résolution** vise à permettre au Conseil de procéder à des augmentations de capital d'un montant maximal nominal de 50 millions d'euros (soit de l'ordre de 4,4 % du capital au 31 décembre 2014) réservées aux salariés et anciens salariés de Lafarge adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise ou d'un plan partenarial d'épargne salariale de la Société ou du Groupe. Cette résolution prévoit la suppression du droit préférentiel de souscription. La durée prévue de cette délégation est de vingt-six mois.

Pour sa part, la **23<sup>e</sup> résolution** vise à permettre la mise en place, au bénéfice de salariés et mandataires sociaux des entreprises rentrant dans le périmètre de consolidation du Groupe Lafarge et ayant leur siège social hors de France, d'offres alternatives à celles couvertes par la **22<sup>e</sup> résolution**, dans la mesure où, dans certains pays, des difficultés ou incertitudes juridiques ou fiscales pourraient rendre souhaitable de procéder ainsi. Cette résolution prévoit la suppression du droit préférentiel de souscription. La durée prévue de cette autorisation est de dix-huit mois.

Ces deux résolutions permettraient de mettre en œuvre, au bénéfice des salariés et mandataires sociaux du Groupe Lafarge, des formules d'actionnariat direct ou par l'intermédiaire de fonds communs de placement d'entreprise ou autres structures ou entités, ainsi que des formules à effet de levier (la Société n'ayant pas à ce jour réalisé d'opérations avec effet de levier). Elles emportent, au profit des bénéficiaires, suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres à émettre dans ce cadre.

Le principe est que le prix d'émission des actions ou des valeurs mobilières emportant augmentation de capital dans ce cadre sera déterminé par le Conseil d'administration dans les conditions et limites prévues par la loi, et sera au moins égal à 80 % de la moyenne des premiers cours cotés de l'action de la Société lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision (ou 70 % en cas d'indisponibilité supérieure à 10 ans).

### Plafond

Ces deux résolutions prévoient un plafond global commun d'augmentation de capital d'un montant maximal nominal de 50 millions d'euros, avec imputation sur le plafond global prévu à la **13<sup>e</sup> résolution**. Toute utilisation des **22<sup>e</sup> et 23<sup>e</sup> résolutions** viendra ainsi s'imputer sur ce montant nominal maximal de 50 millions d'euros. A ces plafonds s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre éventuellement en supplément, en cas d'opérations financières nouvelles, au titre des ajustements effectués conformément aux dispositions légales et réglementaires ou aux stipulations contractuelles applicables pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital ou des bénéficiaires d'options de souscription ou d'achat d'actions ou d'attribution gratuite d'actions.

### Opérations réalisées

La dernière opération d'actionnariat salarié a eu lieu en 2011.

En 2011, une augmentation de capital réservée aux salariés a été réalisée sous l'intitulé "Lafarge en action 2011" ("LEA 2011"). L'objectif de ce nouveau plan était de s'adresser à l'ensemble des salariés du Groupe, et donc d'être proposé dans un maximum de pays. Le prix de souscription s'est élevé à 36,98 euros. Dans le cadre de LEA 2011, chaque salarié a eu la possibilité de souscrire à des actions de la Société tout en bénéficiant d'un abondement de l'employeur sur les 15 premières actions. L'augmentation de capital réservée aux salariés éligibles a été réalisée le 29 juillet 2011 ; le montant de l'augmentation de capital s'est élevé à 3 174 956 euros par émission de 793 739 actions. Le taux de souscription de l'opération ressort à 44 %. Une offre alternative permettant d'offrir aux salariés les mêmes avantages économiques que l'offre dite "classique" a été généralement mise en place.

Au 31 décembre 2014, les salariés détenaient 1,62 % du capital de Lafarge et 2,20 % des droits de vote.



## 22<sup>E</sup> RÉOLUTION

### Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration en vue d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières emportant augmentation du capital au bénéfice des adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes, conformément aux articles L.225-129 et suivants, L.225-129-6 et L.225-138-1 du Code de commerce, L.228-91 et suivants du Code de commerce et L.3332-18 et suivants du Code du travail :

- ◆ **D**élègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi et les statuts, sa compétence pour décider l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, à l'époque ou aux époques et selon les modalités qu'il déterminera, d'un montant nominal maximal de 50 millions d'euros, par l'émission (i) d'actions ordinaires ou (ii) de valeurs mobilières régies par les articles L.228-92 alinéa 1<sup>er</sup>, L.228-93 alinéa 3 et L.228-94 alinéa 2 du Code de commerce (a) donnant accès immédiatement ou à terme, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, à des actions de la Société ou d'une autre société ou (b) donnant droit à l'attribution de titres de créance, réservées aux adhérents d'un ou plusieurs plans d'épargne d'entreprise (ou tout autre plan aux adhérents duquel les articles L.3332-1 et suivants du Code du travail ou toute loi ou réglementation analogue permettraient de réserver une augmentation de capital dans des conditions équivalentes), mis en place, au sein de la Société et/ou d'une ou plusieurs sociétés et groupements entrant dans le périmètre de consolidation des comptes de la Société en application de l'article L.233 16 du Code de commerce, étant précisé (i) que la présente résolution pourra être utilisée aux fins de mettre en œuvre des formules à effet de levier, (ii) que ce montant maximal de 50 millions d'euros est commun aux 22<sup>e</sup> et 23<sup>e</sup> résolutions de la présente Assemblée et (iii) que le montant nominal des augmentations de capital réalisées en application de la présente résolution s'imputera sur le plafond global visé à la 13<sup>e</sup> résolution ou, le cas échéant, sur le montant du plafond global éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait succéder à la 13<sup>e</sup> résolution pendant la durée de validité de la présente délégation ; à ces plafonds s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre éventuellement en supplément, en cas d'opérations financières nouvelles, au titre des ajustements effectués conformément aux dispositions légales et réglementaires ou aux stipulations contractuelles applicables pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital ou des bénéficiaires d'options de souscription ou d'achat d'actions ou d'attribution gratuite d'actions ;
- ◆ **D**écide que le prix d'émission des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital sera déterminé dans les conditions prévues aux articles L.3332-18 et suivants du Code du travail et sera au moins égal à 80 % du Prix de Référence (telle que cette expression est définie ci-après) ou à 70 % du Prix de Référence lorsque la durée d'indisponibilité prévue par le plan en application des articles L.3332-25 et L.3332-26 du Code du travail est supérieure ou égale à 10 ans ; toutefois, l'Assemblée générale autorise expressément le Conseil d'administration à réduire ou supprimer les décotes susmentionnées (dans les limites légales et réglementaires), s'il le juge opportun, notamment afin de tenir compte, inter alia, des régimes juridiques, comptables, fiscaux et sociaux applicables localement ; pour les besoins du présent paragraphe, le Prix de Référence désigne la moyenne des premiers cours cotés de l'action de la Société sur le marché réglementé Euronext à Paris (ou tout marché qui viendrait s'y substituer) lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture de la souscription pour les adhérents à un plan d'épargne d'entreprise (ou plan assimilé) ;
- ◆ **D**écide, par dérogation à ce qui précède, s'agissant des émissions d'actions qui pourront être réservées aux salariés des sociétés du Groupe constitué par la Société et les entreprises, françaises ou étrangères, entrant dans le périmètre de consolidation ou de combinaison des comptes de la Société en application de l'article L.3344-1 du Code du travail et qui opèrent aux États-Unis, que le Conseil d'administration pourra décider que : (i) le prix d'émission des actions nouvelles sera, sous réserve du respect des dispositions législatives et réglementaires françaises applicables et conformément aux dispositions de l'article 423 du Code fiscal américain (Section 423 de l'Internal Revenue Code), au moins égal à 85 % du cours de l'action de la Société sur le marché réglementé Euronext à Paris (ou tout marché qui viendrait s'y substituer) le jour de l'ouverture de la période de souscription à l'augmentation de capital réservée aux salariés des sociétés visées au présent paragraphe ; et (ii) le nombre d'actions émises dans le cadre des émissions mentionnées au présent paragraphe ne pourra pas représenter plus qu'un montant nominal de 10 millions d'euros, augmenté le cas échéant, du montant nominal des actions à émettre éventuellement en supplément, en cas d'opérations financières nouvelles, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital ou des bénéficiaires d'options de souscription ou d'achat d'actions, ou d'attribution gratuite d'actions, et viendra s'imputer sur le montant nominal maximal d'augmentation de capital prévu au premier tiret ci-dessus ;
- ◆ **A**utorise le Conseil d'administration à attribuer, à titre gratuit, aux bénéficiaires ci-dessus indiqués, en complément des actions ou valeurs mobilières emportant augmentation de capital à souscrire en numéraire, des actions ou valeurs mobilières emportant augmentation de capital, de même nature ou non que celles à souscrire en numéraire, à titre de substitution de tout ou partie de la décote par rapport au Prix de Référence et/ou d'abondement, étant entendu que l'avantage résultant de cette attribution ne pourra excéder les limites légales ou réglementaires applicables aux termes des articles L.3332-21 et L.3332-11 du Code du travail, étant précisé que le montant nominal maximum des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme du fait de l'attribution d'actions ou de valeurs mobilières emportant augmentation de capital ainsi attribuées s'imputera à concurrence de la valeur nominale sur le montant des plafonds visés au premier tiret ci-dessus ;
- ◆ **A**utorise le Conseil d'administration, dans les conditions de la présente délégation, à procéder à des cessions d'actions aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise ou de Groupe (ou plan assimilé) telles que prévues par l'article L.3332-24 du Code du travail, étant précisé que les cessions d'actions réalisées avec décote en faveur des adhérents à un plan ou plusieurs plans d'épargne salariale visés à la présente résolution s'imputeront à concurrence de la valeur nominale sur le montant des plafonds visés au premier tiret ci-dessus
- ◆ **D**écide de supprimer, au profit des bénéficiaires ci-dessus indiqués, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux titres à émettre dans le cadre de la présente résolution, lesdits actionnaires renonçant par ailleurs à tout droit aux titres attribués gratuitement sur le fondement de cette résolution (y compris à la partie des réserves, bénéfices ou primes incorporées au capital, à raison de l'attribution gratuite desdits titres faite sur le fondement de la présente résolution) ; et
- ◆ **D**écide que la présente délégation prive d'effet, le cas échéant pour sa partie non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

La présente délégation est donnée pour une durée de 26 mois à compter de la date de la présente Assemblée.

L'Assemblée délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions prévues par la loi et les statuts, à l'effet de mettre en œuvre la présente résolution, d'effectuer tous actes, formalités et déclarations, d'arrêter dans les conditions légales la liste des sociétés dont les bénéficiaires ci-dessus indiqués pourront souscrire aux actions ou valeurs mobilières emportant augmentation de capital ainsi émises et bénéficier le cas échéant des actions ou valeurs mobilières emportant augmentation de capital attribuées gratuitement ; de décider que les souscriptions pourront être réalisées directement par les bénéficiaires, adhérents d'un plan d'épargne salariale, ou par l'intermédiaire de fonds communs de placement d'entreprise ou autres structures ou entités permises par les dispositions légales ou réglementaires applicables ; de déterminer, conformément à la réglementation relative aux plans d'épargne d'entreprise, les conditions, notamment d'ancienneté, que devront remplir les bénéficiaires des augmentations de capital ; d'arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions ; de fixer les montants des émissions qui seront réalisées en vertu de la présente délégation et d'arrêter notamment les prix d'émission, dates, délais, modalités et conditions de souscription, de libération, de délivrance et de jouissance des titres (même rétroactive), les règles de réduction applicables aux cas de sursouscription ainsi que les autres conditions et modalités des émissions, dans les limites légales ou réglementaires en vigueur ; en cas d'attribution gratuite d'actions ou de valeurs mobilières emportant augmentation de capital, de fixer la nature, les caractéristiques et le nombre d'actions ou de valeurs mobilières à émettre, le nombre à attribuer à chaque bénéficiaire, et d'arrêter les dates, délais, modalités et conditions d'attribution de ces actions ou valeurs mobilières emportant augmentation de capital dans les limites légales et réglementaires en vigueur et procéder, le cas échéant, aux ajustements liés aux éventuelles opérations sur le capital de la Société ; de constater l'augmentation ou les augmentations de capital réalisées en exécution de la présente délégation, de modifier les statuts en conséquence et, s'il le juge opportun, d'imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes afférentes à ces opérations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation ; de passer toute convention notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, et, d'une manière générale, de faire le nécessaire.

## 23<sup>E</sup> RÉSOLUTION

### **Délégation de compétence consentie au Conseil d'administration en vue de procéder à des augmentations de capital réservées à une catégorie de bénéficiaires dans le cadre d'une opération réservée aux salariés, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes, et statuant conformément aux dispositions des articles L.225-129 et suivants et des articles L.228-91 et suivants du Code de commerce et notamment des articles L.225-129-1 et L.225-138 du Code de commerce :

1. prend acte du fait que dans certains pays des difficultés ou incertitudes juridiques ou fiscales pourraient rendre difficile ou incertaine la mise en œuvre de formules d'actionnariat salarial réalisées directement ou par l'intermédiaire d'un fonds commun de placement d'entreprise (les ayants droit éligibles des sociétés du Groupe Lafarge dont le siège social est situé dans l'un de ces pays sont ci-après dénommés "Salariés Étrangers", et sont les salariés et mandataires sociaux des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation des comptes de la Société au sens de l'article L.233-16 du Code de commerce et ayant leur siège social hors de France) et de ce que la mise en œuvre au bénéfice de certains Salariés Étrangers de formules alternatives à celles offertes aux résidents français adhérents de l'un des plans d'épargne d'entreprise mis en place par l'une des sociétés du Groupe Lafarge pourrait s'avérer souhaitable ;
2. délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les statuts, sa compétence pour réaliser l'augmentation du capital social, en une ou plusieurs fois, d'un montant nominal maximal de 50 millions d'euros, par émission (i) d'actions ordinaires ou (ii) de valeurs mobilières régies par les articles L.228-92 alinéa 1<sup>er</sup>, L.228-93 alinéa 3 et L.228-94 alinéa 2 du Code de commerce (a) donnant accès immédiatement ou à terme, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, à des actions de la Société ou d'une autre société ou (b) donnant droit à l'attribution de titres de créance, réservées à l'une des catégories de personnes constituée (i) des Salariés Étrangers, ou/et (ii) des OPCVM ou autres entités, ayant ou non la personnalité morale et/ou toute personne agissant en qualité de fiduciaire d'une fiducie ou de "trustee" dans l'hypothèse d'une détention des actions par l'intermédiaire d'un "trust", investis en titres de l'entreprise dont les porteurs de parts, les actionnaires ou bénéficiaires seront constitués de Salariés Étrangers, (iii) et/ou des établissements financiers ou de crédit (ou filiale d'un tel établissement) intervenant à la demande de la Société pour une ou plusieurs offres à tout ou partie des Salariés Étrangers de formules alternatives (comportant ou non une composante d'actionnariat) permettant un profil économique équivalent à une ou plusieurs offres (structurées ou non) d'actions proposées aux résidents français adhérents de l'un des plans d'épargne d'entreprise mis en place par l'une des sociétés du Groupe Lafarge et de toutes les entités contrôlées par lesdits établissements au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce, étant précisé (i) que ce montant maximal de 50 millions d'euros est commun aux 22<sup>e</sup> et 23<sup>e</sup> résolutions de la présente Assemblée et (ii) que le montant nominal des augmentations de capital réalisées en application de la présente résolution s'imputera sur le plafond global visé à la 13<sup>e</sup> résolution ou, le cas échéant, sur le montant du plafond global éventuellement prévu par une résolution de même nature qui pourrait succéder à la 13<sup>e</sup> résolution pendant la durée de validité de la présente délégation ; à ces plafonds s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre éventuellement en supplément, en cas d'opérations financières nouvelles, au titre des ajustements effectués conformément aux dispositions légales et réglementaires ou aux stipulations contractuelles applicables pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital ou des bénéficiaires d'options de souscription ou d'achat d'actions ou d'attribution gratuite d'actions ;
3. décide qu'il ne pourra être fait usage de la présente délégation de pouvoir que pour les besoins d'une offre aux salariés (et aux ayants droit assimilés) donnant par ailleurs lieu, préalablement, concomitamment ou ultérieurement, à l'utilisation de la délégation conférée en vertu de la 22<sup>e</sup> résolution de la présente Assemblée et qu'aux seules fins de répondre à l'objectif énoncé au paragraphe 1 de la présente résolution ;

4. décide que le prix d'émission des actions ou des valeurs mobilières donnant accès au capital nouvelles à émettre en vertu de la présente délégation sera fixé par le Conseil d'administration sur la base du cours de l'action de la Société sur le marché réglementé Euronext à Paris (ou tout marché qui viendrait s'y substituer) ; ce prix sera égal (i) à la moyenne des premiers cours cotés de l'action de la Société sur le marché réglementé Euronext à Paris lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision fixant le prix de souscription, cette moyenne pouvant être diminuée d'une décote maximum de 20 %, ou (ii) au prix de l'offre réalisée préalablement ou concomitamment en vertu de la 22<sup>e</sup> résolution de la présente Assemblée ;
5. décide de supprimer, en faveur de la catégorie de bénéficiaires susvisée, le droit préférentiel de souscription des actionnaires pour les titres pouvant être émises en vertu de la présente délégation ;
6. décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi et les statuts, pour mettre en œuvre en une ou plusieurs fois la présente délégation dans les limites et sous les conditions précisées ci-dessus, notamment à l'effet de :
  - ◆ fixer les montants des émissions qui seront réalisées en vertu de la présente autorisation et d'arrêter notamment les prix d'émission, dates, délais, modalités et conditions de souscription, de libération, de délivrance et de jouissance des titres (même rétroactive), ainsi que les autres conditions et modalités des émissions, dans les limites légales ou réglementaires en vigueur ;
  - ◆ arrêter la liste du ou des bénéficiaires de la suppression du droit préférentiel de souscription au sein de la catégorie définie ci-dessus, ainsi que le nombre d'actions à souscrire par chacun d'eux ;
  - ◆ arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions ;
  - ◆ constater la réalisation de l'augmentation de capital, modifier corrélativement les statuts, accomplir, directement ou par mandataire, toutes opérations et formalités liées aux augmentations du capital social ;
  - ◆ conclure tous accords, accomplir directement ou indirectement par mandataire toutes opérations et modalités en ce compris procéder aux formalités consécutives aux augmentations de capital et aux modifications corrélatives des statuts ;
  - ◆ de cas échéant, s'il le juge opportun, imputer les frais d'une telle augmentation de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital résultant d'une telle augmentation ; et
  - ◆ d'une manière générale, passer toute convention notamment pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées, prendre toutes mesures et décisions et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des actions émises en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés ou consécutives aux augmentations de capital réalisées.
7. décide que la présente délégation est valable pour une durée de 18 mois à compter de la présente Assemblée générale.

### MODIFICATION DES STATUTS – PARTICIPATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE (MODIFICATION DE LA DATE D'ENREGISTREMENT) (24<sup>E</sup> RÉOLUTION)

Suite à une harmonisation européenne des dispositions concernant la fixation de la date d'établissement de la liste des actionnaires autorisés à participer aux assemblées générales de sociétés cotées, la réglementation prévoit dorénavant, à l'article R.225-85 du Code de commerce, que seuls les actionnaires définitivement inscrits en compte deux jours ouvrés avant l'Assemblée générale seront habilités à voter (contre 3 jours ouvrés précédemment).

Ces nouvelles dispositions réglementaires sont applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, nonobstant les dispositions figurant dans l'article 29, alinéa 6 des statuts de la Société. Il convient néanmoins d'adapter les statuts à cette nouvelle réglementation.

La **24<sup>e</sup> résolution** vise ainsi à modifier les statuts de la Société afin d'aligner les dispositions statutaires sur les nouvelles dispositions réglementaires en vigueur décrites ci-dessus.

## 24<sup>E</sup> RÉOLUTION

### Modification des statuts – Participation à l'Assemblée générale (modification de la date d'enregistrement)

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, décide de modifier avec effet immédiat l'article 29 alinéa 6 des statuts concernant la date d'inscription en compte ainsi qu'il suit :

Article 29 – Constitution des assemblées générales	Article 29 – Constitution des assemblées générales
Alinéa 6, Rédaction actuelle	Alinéa 6, <b>Nouvelle rédaction</b>
<p>“La procuration ou le vote ainsi exprimés avant l'Assemblée par moyens de télécommunication, ainsi que l'accusé de réception qui en est donné, seront considérés comme des écrits non révocables et opposables à tous, étant précisé qu'en cas de cession de titres intervenant avant le troisième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, la Société invalidera ou modifiera en conséquence, selon le cas, la procuration ou le vote exprimé avant l'Assemblée par moyens de télécommunication.”</p>	<p>“La procuration ou le vote ainsi exprimés avant l'Assemblée par moyens de télécommunication, ainsi que l'accusé de réception qui en est donné, seront considérés comme des écrits non révocables et opposables à tous, <b>étant précisé qu'en cas de transfert de propriété intervenant avant la date définie par la réglementation en vigueur</b>, la Société invalidera ou modifiera en conséquence, selon le cas, la procuration ou le vote exprimé avant l'Assemblée par moyens de télécommunication.”</p>

**MODIFICATION DES STATUTS – COMPÉTENCE POUR ÉMETTRE DES OBLIGATIONS ET DES VALEURS MOBILIÈRES N'EMPORTANT PAS AUGMENTATION DE CAPITAL (25<sup>E</sup> RÉSOLUTION)**

La 25<sup>e</sup> résolution vise à modifier l'article 13 (Titre III) des statuts qui confère à l'Assemblée générale ordinaire le pouvoir d'émettre des obligations simples, et à l'Assemblée générale extraordinaire le pouvoir d'émettre des obligations complexes donnant droit à des titres de capital existants, de sorte que le Conseil d'administration retrouverait une compétence de principe en cette matière, telle que reconnue par l'article L.228-40 du Code de commerce et utilisée par la quasi-totalité des autres sociétés françaises du CAC 40.

Il convient de noter que l'émission d'obligations complexes donnant droit à des titres de capital à émettre demeurerait de la compétence de l'Assemblée générale extraordinaire, conformément aux dispositions légales applicables.

**25<sup>E</sup> RÉSOLUTION****Modification des statuts – Compétence pour émettre des obligations et des valeurs mobilières n'emportant pas augmentation de capital**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, décide de modifier avec effet immédiat l'article 13 (Titre III) des statuts ainsi qu'il suit :

Titre III	Titre III
Rédaction actuelle	Nouvelle rédaction
“Obligations Article 13 “La société peut émettre des obligations ordinaires, convertibles en actions, échangeables contre des actions ou avec bons de souscription d'actions. Les émissions d'obligations sont décidées par l'Assemblée générale ordinaire ; toutefois, il appartient à l'Assemblée générale extraordinaire de statuer sur les émissions d'obligations convertibles ou échangeables en actions, les émissions d'obligations avec bons de souscription ainsi que sur toutes émissions d'obligations qui, d'une manière ou d'une autre, donneront droit à l'attribution de titres représentatifs d'une quotité du capital. Le régime des différents types d'obligations est déterminé par les lois et règlements en vigueur.”	“Réservé.”

La **26<sup>e</sup> résolution**, qui est une résolution usuelle, permet d'effectuer les publicités requises par la loi après l'Assemblée.

**26<sup>E</sup> RÉSOLUTION****Pouvoirs pour formalités**

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de délibération de la présente Assemblée générale pour effectuer toutes formalités légales et faire tous dépôts, publicités et déclarations prévus par la législation ou la réglementation en vigueur, consécutives aux décisions prises aux termes des résolutions qui précèdent et/ou des résolutions complémentaires.

## Autorisations sur délégation de l'Assemblée générale devant être approuvée le 7 mai 2015

L'Assemblée générale de la Société convoquée pour le 7 mai 2015 devra se prononcer sur les délégations suivantes au Conseil d'administration :

Nature des autorisations	Limites d'émission	Date d'expiration
Autorisation d'achat et de vente par la société de ses propres actions (10 <sup>ème</sup> résolution)	Dans la limite de 5 % du capital pour un montant global de 500 millions d'euros pour un prix d'achat unitaire maximum de 100 euros	7 novembre 2016
Autorisation d'émettre des obligations et des valeurs mobilières qui sont des obligations donnant droit à l'attribution de titres de créance et ne donnant pas lieu à augmentation de capital de la Société (11 <sup>ème</sup> résolution)	8 milliards d'euros <sup>(1)</sup> en valeur nominale	7 juillet 2017
Autorisation d'émettre des valeurs mobilières qui sont des obligations donnant droit à l'attribution de titres de capital existants et ne donnant pas lieu à augmentation de capital de la Société (12 <sup>ème</sup> résolution)	8 milliards d'euros <sup>(1) (2)</sup> en valeur nominale	7 juillet 2017
Délégation de compétence consentie en vue d'émettre des actions et des valeurs mobilières emportant augmentation de capital, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires (13 <sup>ème</sup> résolution)	560 millions d'euros <sup>(3)</sup> en valeur nominale	7 juillet 2017
Délégation de compétence consentie en vue d'émettre des actions et des valeurs mobilières emportant augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires (14 <sup>ème</sup> résolution)	112 millions d'euros <sup>(4)</sup> en valeur nominale	7 juillet 2017
Délégation de compétence consentie en vue d'émettre, par une offre visée à l'article L.411-2 II du Code monétaire et financier, des actions et des valeurs mobilières emportant augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires (15 <sup>ème</sup> résolution)	112 millions d'euros <sup>(4) (5)</sup> en valeur nominale	7 juillet 2017
Délégation consentie en vue d'émettre des actions et des valeurs mobilières emportant augmentation de capital en rémunération d'apports en nature (16 <sup>ème</sup> résolution)	112 millions d'euros <sup>(4) (5)</sup> en valeur nominale	7 juillet 2017
Délégation de compétence à donner à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription (17 <sup>ème</sup> résolution)	Dans la limite du plafond applicable à l'augmentation initiale et s'imputant sur les plafonds prévus à la 14 <sup>ème</sup> résolution et/ou à la 13 <sup>ème</sup> résolution	7 juillet 2017
Délégation de compétence consentie en vue d'augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres (18 <sup>ème</sup> résolution)	100 millions d'euros <sup>(4)</sup> en valeur nominale	7 juillet 2017
Autorisation de réduire le capital par annulation d'actions (19 <sup>ème</sup> résolution)	Dans la limite de 10 % du capital social par période de 24 mois	7 juillet 2017
Autorisation de procéder à l'attribution gratuite d'actions existantes ou à émettre, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires (20 <sup>ème</sup> résolution)	1 % du capital social (au jour de l'attribution)	7 juillet 2017
Autorisation de consentir des options de souscription et/ou d'achat d'actions, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires (21 <sup>ème</sup> résolution)	1 % du capital social (au jour de l'attribution)	7 juillet 2017
Délégation de compétence consentie en vue d'émettre des actions et/ou valeurs mobilières emportant augmentation de capital au bénéfice des adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires (22 <sup>ème</sup> résolution)	50 millions d'euros <sup>(4) (6)</sup> en valeur nominale	7 juillet 2017
Délégation de compétence consentie en vue de procéder à des augmentations de capital réservées à une catégorie de bénéficiaires dans le cadre d'une opération réservée aux salariés, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires (23 <sup>ème</sup> résolution)	50 millions d'euros <sup>(4) (6)</sup> en valeur nominale	7 novembre 2016

(1) Sous condition résolutoire de l'adoption de la 25<sup>ème</sup> résolution par l'Assemblée générale.

(2) S'imputant sur le plafond global prévu à la 11<sup>ème</sup> résolution.

(3) Plafond global aux 13<sup>ème</sup>, 14<sup>ème</sup>, 15<sup>ème</sup>, 16<sup>ème</sup>, 17<sup>ème</sup>, 18<sup>ème</sup>, 22<sup>ème</sup> et 23<sup>ème</sup> résolutions.

(4) S'imputant sur le plafond global prévu à la 13<sup>ème</sup> résolution.

(5) S'imputant sur le plafond prévu à la 14<sup>ème</sup> résolution.

(6) Plafond global commun aux 22<sup>ème</sup> et 23<sup>ème</sup> résolutions.

## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS



### EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2014

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- de contrôle des comptes consolidés de la société LAFARGE, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- de justification de nos appréciations ;
- de vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### I. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.1.2 "Normes et interprétations applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014" des notes annexes aux comptes consolidés qui expose les effets de l'application au 1<sup>er</sup> janvier 2014 de la norme IFRS 11 – Partenariats.

### II. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- des tests de perte de valeur des goodwill, des immobilisations corporelles et incorporelles amortissables ont été effectués en conformité avec les méthodes du Groupe décrites dans la note 2.12 "Pertes de valeur des actifs non courants" des notes annexes aux comptes consolidés. Les estimations retenues ont été établies en fonction des informations disponibles lors de l'établissement des comptes consolidés et s'inscrivent dans le contexte actuel de crise économique ou d'instabilité politique touchant certains marchés du Groupe, tel que cela est décrit dans la note 2.3 "Estimations et jugements de la direction" des notes annexes aux comptes consolidés. Ainsi, comme décrit dans la note 10 "Goodwill" des notes annexes aux comptes consolidés, pour les pays de la zone euro touchés par la crise économique et pour la Syrie et l'Irak, les hypothèses opérationnelles et les taux d'actualisation retenus dans les flux de trésorerie futurs actualisés ont été établis en tenant compte du contexte spécifique de ces pays, sans pour autant prendre en compte une éventuelle perturbation majeure à long terme de l'environnement économique ou géopolitique. Par ailleurs, le Groupe a réalisé des analyses de sensibilité de la valeur recouvrable à un changement raisonnablement possible de ces hypothèses (notamment sensibilité à la variation d'un point du taux d'actualisation et du taux de croissance à l'infini) pour ses principaux goodwill.

Nos travaux ont consisté à examiner la documentation disponible et les modalités de mise en œuvre de ces tests de perte de valeur et à apprécier la pertinence des hypothèses retenues, le caractère raisonnable des évaluations réalisées, et le caractère approprié des informations données dans les notes annexes aux comptes consolidés ;

- des notes 2.3 "Estimations et jugements de la direction", 2.23 et 22 "Impôts" des notes annexes aux comptes consolidés précisent que la recouvrabilité des actifs d'impôts différés reconnus au 31 décembre 2014, notamment ceux résultant des reports déficitaires indéfiniment reportables du périmètre de l'intégration fiscale française, a été appréciée par le Groupe sur la base des prévisions de résultats taxables futurs. Nos travaux ont consisté à revoir les analyses de recouvrabilité de ces actifs, à apprécier les hypothèses sur lesquelles se fondent les données prévisionnelles retenues et à vérifier que les notes 2.23 et 22 des notes et annexes aux comptes donnent une information appropriée.



◆ Comme mentionné dans la première partie du présent rapport, la note 2.1.2 “Normes et interprétations applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014” des notes annexes aux comptes consolidés expose les effets de l’application au 1<sup>er</sup> janvier 2014 de la norme IFRS 11 - Partenariats. Conformément à la norme IAS 8, l’information comparative présentée dans les comptes consolidés a été retraitée pour prendre en considération de manière rétrospective ce changement de méthode. En conséquence, l’information comparative diffère des comptes consolidés publiés au titre de l’exercice clos le 31 décembre 2013. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre Groupe, nous avons examiné le correct retraitement des données comparatives et l’information donnée à ce titre dans la note 2.1.2 des notes annexes aux comptes consolidés.

Les appréciations ainsi portées s’inscrivent dans le cadre de notre démarche d’audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### **III. VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d’exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n’avons pas d’observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 6 mars 2015

Les Commissaires aux comptes

DELOITTE & ASSOCIÉS

ERNST & YOUNG et Autres

Arnaud de Planta

Frédéric Gourd

Alain Perroux

Nicolas Macé

## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES PRÉVISIONS DE BÉNÉFICE RELATIVES À L'EXERCICE 2015



Au Président Directeur Général,

En notre qualité de Commissaires aux comptes et en application du règlement (CE) n°809/2004, nous avons établi le présent rapport sur les prévisions d'Ebitda du groupe Lafarge, relatives à l'exercice 2015 et incluses dans la partie 2.1.2 "Perspectives et prévision d'Ebitda pour 2015" du document de référence 2014.

Ces prévisions et les hypothèses significatives qui les sous-tendent ont été établies sous votre responsabilité, en application des dispositions du règlement (CE) n°809/2004 et des recommandations ESMA relatives aux prévisions.

Il nous appartient sur la base de nos travaux d'exprimer une conclusion, dans les termes requis par l'annexe I, point 13.2, du règlement (CE) n°809/2004, sur le caractère adéquat de l'établissement de ces prévisions.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont comporté une appréciation des procédures mises en place par la direction pour l'établissement des prévisions ainsi que la mise en œuvre de diligences permettant de s'assurer de la conformité des méthodes comptables utilisées avec celles suivies pour l'établissement des informations financières historiques de la société Lafarge. Elles ont également consisté à collecter les informations et les explications que nous avons estimé nécessaires permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les prévisions sont adéquatement établies sur la base des hypothèses qui sont énoncées.

Nous rappelons que, s'agissant de prévisions présentant par nature un caractère incertain, les réalisations différeront parfois de manière significative des prévisions présentées et que nous n'exprimons aucune conclusion sur la possibilité de réalisation de ces prévisions.

À notre avis :

- ◆ des prévisions ont été adéquatement établies sur la base indiquée ;
- ◆ la base comptable utilisée aux fins de ces prévisions est conforme aux méthodes comptables appliquées par la société Lafarge.

Ce rapport est émis aux seules fins du dépôt du document de référence 2014 auprès de l'AMF et, le cas échéant, de l'admission aux négociations sur un marché réglementé, et/ou d'une offre au public, d'actions ou de titres de créance de valeur nominale unitaire inférieure à 100 000 € de la société Lafarge en France et dans les autres pays de l'Union européenne dans lesquels un prospectus, comprenant le document de référence, visé par l'AMF, serait notifié, et ne peut pas être utilisé dans un autre contexte.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La-Défense, le 6 mars 2015

Les Commissaires aux comptes

DELOITTE & ASSOCIÉS

Arnaud de Planta

Frédéric Gourd

ERNST & YOUNG et Autres

Alain Perroux

Nicolas Macé

# **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**



## **EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2014**

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2014, sur :

- ◆ de contrôle des comptes annuels de la société LAFARGE, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- ◆ de justification de nos appréciations ;
- ◆ des vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### **I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### **II. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS**

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note 2.3 « Immobilisations financières » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux immobilisations financières et mentionne que les perspectives de rentabilité sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement et s'inscrivent dans le contexte actuel de crise économique ou d'instabilité politique touchant certains marchés du Groupe. Elles ne tiennent pas compte d'hypothèses relatives à une éventuelle perturbation majeure de l'environnement économique ou géopolitique. Nos travaux ont consisté à examiner la documentation disponible et à apprécier la pertinence de ces hypothèses, le caractère raisonnable des évaluations retenues, et le caractère approprié des informations données dans les notes annexes aux comptes annuels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### **III. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La-Défense, le 6 mars 2015

Les Commissaires aux comptes

DELOITTE & ASSOCIÉS

ERNST & YOUNG et Autres

Arnaud de Planta

Frédéric Gourd

Alain Perroux

Nicolas Macé

# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS



Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

## CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

### I. Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L.225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

***Avec Groupe Bruxelles Lambert d'une part, et NNS Holding Sàrl et M. Nassef Sawiris d'autre part, actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote de votre société supérieure à 10 %***

#### **Administrateurs concernés**

M. Paul Desmarais, administrateur de votre société, est vice-président du conseil, administrateur et membre du Comité permanent de Groupe Bruxelles Lambert, MM. Ian Galiennie et Gérard Lamarche, administrateurs de votre société, sont administrateurs-délégués de Groupe Bruxelles Lambert.

M. Nassef Sawiris est administrateur de votre société et M. Jérôme Guiraud, administrateur de votre société, est administrateur de NNS Holding Sàrl.

#### **Conventions intervenues dans le cadre du projet de fusion avec Holcim**

Dans le cadre du projet d'opération de rapprochement entre les groupes Lafarge et Holcim (l'« Opération »), qui serait réalisée au moyen d'une offre publique d'échange initiée par Holcim Ltd (ci-après Holcim) visant les titres de votre société (Lafarge S.A.), deux conventions ont été conclues le 6 avril 2014, l'une entre votre société, Holcim et Groupe Bruxelles Lambert et la seconde entre votre société, Holcim, M. Nassef Sawiris et la société NNS Holding Sàrl.

Aux termes de ces conventions, Groupe Bruxelles Lambert d'une part, ainsi que M. Nassef Sawiris et NNS Holding Sàrl d'autre part, se sont engagés à apporter à l'offre publique d'échange la totalité des actions de votre société qu'ils détiennent au 6 avril 2014 (soit 60.308.408 actions de votre société pour Groupe Bruxelles Lambert et 40.064.682 actions de votre société au total pour M. Nassef Sawiris et NNS Holding Sàrl) ainsi que toutes les actions de votre société qu'ils pourraient, le cas échéant, acquérir par la suite.

Groupe Bruxelles Lambert d'une part, ainsi que M. Nassef Sawiris et NNS Holding Sàrl d'autre part, se sont engagés à réitérer, au besoin, cet engagement d'apport.

Les engagements d'apports de Groupe Bruxelles Lambert d'une part, ainsi que de M. Nassef Sawiris et de la société NNS Holding Sàrl d'autre part, deviendront caducs au cas où (i) soit une offre publique déposée par un tiers avant le dépôt de l'offre publique d'échange initiée par Holcim, (ii) soit une offre publique concurrente déposée par un tiers après le dépôt de l'offre publique d'échange initiée par Holcim, serait déclarée conforme par l'Autorité des marchés financiers. Cependant, dans l'hypothèse où, à la suite d'une telle offre d'un tiers, Holcim déposerait une offre concurrente ou une surenchère, déclarée conforme par l'Autorité des marchés financiers, et que les autres principes et modalités de l'Opération demeureraient inchangés (notamment s'agissant des modalités de gouvernance du nouvel ensemble), les engagements d'apports de Groupe Bruxelles Lambert d'une part ainsi que de M. Nassef Sawiris et NNS Holding Sàrl d'autre part se reporteraient sur cette offre concurrente ou surenchère de la société Holcim.

Groupe Bruxelles Lambert d'une part, ainsi que M. Nassef Sawiris et la société NNS Holding Sàrl d'autre part, ont indiqué ne pas agir de concert avec un tiers vis-à-vis de votre société ou de Holcim et se sont engagés à ne pas agir de concert avec un tiers vis-à-vis de votre société ou de Holcim pendant une période prédéfinie (une « période de restriction »).

En outre, pendant la période de restriction, Groupe Bruxelles Lambert d'une part ainsi que M. Nassef Sawiris et la société NNS Holding Sàrl d'autre part, se sont engagés (pour leur compte et pour leurs filiales détenant des actions de votre société), à :

- ◆ conserver et à ne pas céder ou autrement transférer de quelque manière que ce soit, y compris par voie d'opération sur dérivés, toute action de votre société (sauf exceptions) ;
- ◆ s'abstenir de toute initiative visant à, ou de solliciter, d'encourager, de faciliter ou de provoquer, une opération ou une offre alternative à l'offre publique d'échange initiée par Holcim ou à l'Opération de rapprochement entre votre société et Holcim (une « opération alternative »), et devront informer votre société et Holcim de toute sollicitation ou proposition de tiers en vue d'une opération alternative ;

- ◆ S'abstenir d'avoir quelque discussion que ce soit avec toute personne ou entité concernant une opération alternative ou s'engager dans toute négociation concernant une opération alternative ; ou
- ◆ S'abstenir de soutenir ou de proposer publiquement le soutien à toute opération alternative.

Les deux conventions arriveront à échéance le 31 décembre 2015, sous réserve de résiliation anticipée, étant précisé que si l'offre publique d'échange est déposée par Holcim avant le 31 décembre 2015, la durée des conventions sera automatiquement prorogée jusqu'au règlement-livraison de l'offre publique d'échange.

Ces conventions ont été préalablement autorisées par le conseil d'administration de votre société réuni le 5 avril 2014.

## **II. Conventions et engagements autorisés depuis la clôture**

Nous avons été avisés des conventions et engagements suivants, autorisés depuis la clôture de l'exercice écoulé, qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

### ***Avec M. Bruno Lafont, président-directeur général de votre société***

Modifications des plans de retraite supplémentaire en France et des conventions d'externalisation de ces régimes de retraite supplémentaire avec Cardif Assurance

#### ***a) Plans de retraite supplémentaire***

Les cadres dirigeants français et membres du Comité Exécutif de votre société sont éligibles aux régimes de retraite supplémentaire à prestations définies (les « Plans ») suivants :

- ◆ Régime Additif au profit de certains cadres dirigeants de votre société et de ses filiales en France, et
- ◆ Régime au profit des membres du Comité Exécutif de votre société.

Les Plans prévoient le principe que les bénéficiaires potentiels doivent terminer leur activité professionnelle et liquider leur retraite depuis votre société ou une de ses filiales en France pour pouvoir bénéficier de ces droits à retraite aléatoires.

M. Bruno Lafont est un des bénéficiaires potentiels des Plans, comme indiqué au paragraphe I.b.1 de la deuxième partie du présent rapport. Pour mémoire, ces Plans ont été soumis au vote des actionnaires, notamment lors de l'Assemblée générale du 6 mai 2009, pour l'inclusion des mandataires sociaux de votre société comme bénéficiaires potentiels de ces Plans.

Des modifications des Plans sont nécessaires pour permettre le maintien des droits au titre des services passés des bénéficiaires potentiels qui seraient amenés à être localisés en Suisse chez LafargeHolcim suite à la réalisation du projet de fusion entre votre société et Holcim Ltd (ci-après Holcim). Ces modifications sont en substance les suivantes :

- ◆ Gel des droits au titre des Plans à compter de la localisation du bénéficiaire potentiel chez LafargeHolcim en Suisse : les années de service et les rémunérations perçues durant cette localisation ne seront pas prises en compte dans le calcul des droits au titre de ces Plans (les personnes concernées participant aux régimes de retraite suisses de LafargeHolcim durant cette localisation) ;
- ◆ Maintien et ouverture des droits au titre de ces Plans, y compris en cas de départ à la retraite de la société suisse LafargeHolcim (et non plus uniquement en cas de départ à la retraite de votre société ou d'une de ses filiales en France) ;
- ◆ Les années de service et les rémunérations perçues par un bénéficiaire potentiel après une relocalisation en France (chez votre société ou dans une de ses filiales en France) seront prises en compte dans le calcul des droits au titre de ces Plans ;
- ◆ Les modifications ci-dessus qui visent à anticiper les implications du projet de fusion entre votre société et Holcim ne viennent pas augmenter les droits à retraite en vigueur au titre de ces Plans ;
- ◆ À cette occasion, il est également procédé à des modifications techniques des Plans conformes aux pratiques de marché en la matière, avec notamment la revue de la clause d'indexation des rentes : les rentes liquidées à compter du mois de mars 2015 seront revalorisées annuellement en fonction des rendements financiers des actifs sous gestion de la compagnie d'assurance chargée de verser les rentes aux bénéficiaires.

L'ensemble des modifications apportées aux Plans n'emporte aucune augmentation dans le calcul des droits potentiels au bénéfice de M. Bruno Lafont.

#### ***b) Contrats d'externalisation des régimes de retraite supplémentaire***

Comme indiqué au paragraphe I de la deuxième partie du présent rapport, votre société a conclu des contrats d'assurance (les « Conventions ») avec la société Cardif Assurance Vie, filiale de BNP Paribas, dont l'objet est l'externalisation des Plans.

M. Bruno Lafont pourra bénéficier de ces Conventions puisqu'il est un des bénéficiaires potentiels des Plans, comme indiqué au paragraphe a) précédent.

L'unique motivation des modifications des Conventions est d'y intégrer en miroir les modifications apportées aux Plans présentées ci-dessus. L'objet de ces Conventions étant l'externalisation des Plans, ils intègrent et font référence aux dispositions desdits Plans. Il convient donc de les adapter en conséquence pour cohérence. Ces modifications des Conventions n'emportent aucun autre changement de substance ni aucune autre modification des conditions financières et économiques des Conventions lesquelles sont conformes aux pratiques de marché en la matière.

Ces modifications de l'engagement pris au bénéfice de M. Bruno Lafont, ainsi que celles relatives aux conventions d'externalisation des régimes de retraite supplémentaire, ont été préalablement autorisées par le conseil d'administration de votre société le 11 mars 2015.

## CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DÉJÀ APPROUVÉS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

### I. Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs

#### a) Dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R.225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'Assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

##### *Avec BNP Paribas*

###### **Administrateurs concernés**

Mme Hélène Ploix, administrateur de votre société, a été administrateur de BNP Paribas jusqu'au 14 mai 2014, et M. Baudouin Prot, administrateur de votre société, a été président du conseil d'administration de BNP Paribas jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 2014.

###### **Externalisation auprès de Cardif Assurance Vie, filiale de BNP Paribas, de régimes de retraites destinés aux salariés cadres français, aux cadres supérieurs et aux membres du comité exécutif**

Le conseil d'administration a autorisé la conclusion de trois contrats d'assurance entre votre société et Cardif Assurance Vie, filiale de BNP Paribas, dont l'objet est l'externalisation de régimes de retraites à prestations définies. Ces contrats ont été autorisés lors des conseils d'administration des 1<sup>er</sup> août 2007 et 6 novembre 2008. Ces conventions ont été approuvées lors des assemblées générales des 7 mai 2008 et 6 mai 2009.

Ces conventions s'étant poursuivies en 2014, le montant total des cotisations affectées à la constitution des fonds de retraites, frais et taxes, et versées au titre de deux des contrats en cours avec Cardif Assurance Vie par votre société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2014 s'élève à 1,3 million d'euros.

#### b) Sans exécution au cours de l'exercice écoulé

Par ailleurs, nous avons été informés de la poursuite des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'Assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, qui n'ont pas donné lieu à exécution au cours de l'exercice écoulé.

##### **1. Avec M. Bruno Lafont, président-directeur général de votre société**

###### **Contrat de travail suspendu de M. Bruno Lafont et indemnité de départ**

Lors de sa réunion du 27 juillet 2011, le conseil d'administration a décidé de maintenir le contrat de travail suspendu de M. Bruno Lafont et de le modifier à l'effet de supprimer une clause d'engagement de présence. Cette convention a été approuvée par l'Assemblée générale du 15 mai 2012. Le contrat de travail de M. Bruno Lafont a été suspendu lors de sa nomination en tant que mandataire social en 2006. Il intègre une indemnité contractuelle de départ dont le versement est soumis à certaines conditions, notamment de performance.

Le conseil d'administration du 19 février 2009 avait autorisé les modifications du contrat de travail suspendu de M. Bruno Lafont à l'effet d'adapter l'indemnité contractuelle de départ qui y était prévue aux recommandations du Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées de l'Afep Medef sur la rémunération des dirigeants mandataires sociaux. Cette convention a été approuvée par l'Assemblée générale du 6 mai 2009.

L'approbation de ces engagements relatifs au contrat de travail suspendu de M. Bruno Lafont a été réitérée lors de l'Assemblée générale du 7 mai 2013.

Il est rappelé que, après reprise automatique de son contrat de travail dans l'hypothèse d'un terme de ses mandats sociaux (président et directeur général), l'indemnité contractuelle de départ en cas de licenciement (pour une autre raison que la faute grave ou lourde) ne serait due que dans la mesure où un ensemble de conditions serait réuni :

- la première condition porte sur l'événement déclenchant le droit à l'indemnité de départ. Le licenciement doit intervenir à la suite d'un changement de contrôle ou d'un changement de stratégie de la part de la société ;
- la seconde condition concerne une condition de performance qui sera satisfaite si deux des trois critères sont remplis ; si seulement un critère sur trois est rempli, la condition ne sera que partiellement satisfaite et l'indemnité serait versée seulement pour moitié ; si aucun des critères n'est rempli, la condition ne serait pas satisfaite et aucune indemnité ne pourra être versée. Les trois critères à satisfaire au cours de la période des trois derniers exercices précédant la rupture du contrat de travail sont :
  - de retour sur capitaux investis après impôt moyen pour les trois dernières années qui doit être supérieur au Coût Moyen Pondéré du Capital,
  - de rapport Ebitda / chiffre d'affaires est strictement supérieur à 18 % en moyenne pour les trois dernières années, et
  - de pourcentage moyen de bonus attribué au titre du contrat de travail ou du mandat est supérieur à 60 % du bonus maximal en moyenne pour les trois dernières années.

Le montant de cette indemnité contractuelle de départ serait au maximum équivalent à deux années de rémunération brute totale perçue par M. Bruno Lafont pour l'année la plus favorable des trois années précédant la date de notification du licenciement. Cette base de calcul est la même que celle de l'indemnité conventionnelle de licenciement. De plus, à l'effet de s'assurer que le montant total des indemnités dues à M. Bruno Lafont en cas de départ reste dans cette limite, cette indemnité contractuelle de départ serait réduite du montant de l'indemnité conventionnelle de licenciement qui serait due à M. Bruno Lafont en application et dans le respect des conditions de la Convention collective des ingénieurs et cadres de l'industrie de la fabrication des ciments applicable à son contrat au regard de son ancienneté de 31 ans au sein du groupe. L'indemnité conventionnelle est soumise aux conditions prévues par la Convention collective par application des règles d'ordre public du droit du travail.

La suppression de poste ou la réduction du niveau de responsabilité constituerait également un cas de licenciement ouvrant droit à indemnités.



#### **Régime supplémentaire de retraite de M. Bruno Lafont**

Le conseil d'administration a, lors de sa séance du 16 décembre 2005, autorisé au bénéfice de M. Bruno Lafont le régime supplémentaire de retraite lui assurant, à sa retraite, une rente assise sur sa rémunération de mandataire social. Le contrat de travail a été suspendu à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006, date de la nomination de M. Bruno Lafont en qualité de directeur général. Néanmoins, en tant que mandataire social, il continue à bénéficier du régime supplémentaire de retraite.

Par ailleurs, le conseil d'administration du 6 novembre 2008 a autorisé l'adaptation des plans de deux régimes additifs. Une des adaptations consiste à inclure les mandataires sociaux de votre société comme bénéficiaires potentiels de ces régimes qui octroient, sous certaines conditions, une rente en fonction des dernières rémunérations perçues, quelles que soient les prestations de retraites légales perçues par le retraité. Cette convention a été approuvée par l'Assemblée générale du 6 mai 2009.

Comme mentionné dans la partie II de la première partie de ce rapport, ces conventions et engagements ont fait l'objet de modifications préalablement autorisées par le conseil d'administration de votre société le 11 mars 2015.

#### **Conservation des droits liés aux plans de rémunération à long terme dans certaines hypothèses**

Lors de sa réunion du 13 mars 2013, en application de l'article L.225-42-1 du Code de commerce, le conseil d'administration, sur recommandation du comité des rémunérations, a décidé et confirmé qu'en cas de départ à la retraite, de décès ou d'invalidité, M. Bruno Lafont conservera les droits dont il bénéficie ou bénéficiera au titre des attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions, d'attributions gratuites d'actions et d'autres éléments de rémunération long terme pluriannuelle, soumis à conditions de performance. En cas de décès, les héritiers de M. Bruno Lafont conserveront le bénéfice de ses droits. Cet engagement a été approuvé par l'Assemblée générale du 7 mai 2013.

### **2. Avec la société Orascom Construction Industries SAE**

#### **Administrateurs concernés**

M. Nassef Sawiris, administrateur de votre société, est directeur général et administrateur de Orascom Construction Industries N.V., société détenant (suite à offre d'échange) l'essentiel des titres de Orascom Construction Industries SAE.

M. Jérôme Guiraud, administrateur de votre société, est également administrateur de Orascom Construction Industries N.V.

#### **Transaction du 21 juin 2012 entre Orascom Construction Industries SAE et votre société**

Le contrat d'achat d'actions de la société Orascom Building Materials signé le 9 décembre 2007 entre votre société et Orascom Construction Industries SAE (OCI) prévoyait des garanties générales et des indemnisations spécifiques. Suite aux négociations intervenues après mise en jeu par votre société de certaines de ces garanties et à l'autorisation accordée par le Conseil d'Administration lors de sa réunion du 15 mai 2012, les parties ont signé une transaction emportant le paiement par OCI de 73 millions d'euros au bénéfice de votre société, des garanties étant maintenues pour deux sujets spécifiques. Cette convention a été approuvée par l'Assemblée générale du 7 mai 2013.

### **3. Avec NNS Holding Sàrl, Construction Industries SAE, M. Nassef Sawiris et d'autres parties**

#### **Administrateurs concernés**

M. Nassef Sawiris, administrateur de votre société, est directeur général et administrateur de Orascom Construction Industries N.V., société détenant (suite à offre d'échange) l'essentiel des titres de Orascom Construction Industries SAE. Il était par ailleurs administrateur de NNS Holding Sàrl jusqu'en 2013.

M. Jérôme Guiraud, administrateur de votre société, est administrateur de NNS Holding Sàrl et de Orascom Construction Industries N.V.

#### **Avenant au Pacte d'actionnaires du 9 décembre 2007**

Lors de sa réunion du 15 mars 2012, le conseil d'administration a autorisé la signature d'un avenant au Pacte d'actionnaires à l'effet principalement de maintenir sur les 22,5 millions d'actions émises au profit de NNS Holding Sàrl au travers d'une augmentation de capital réservée en 2008 (i) l'obligation d'information préalable de votre société jusqu'au 27 mars 2015 en cas de cessions envisagées de ces actions et (ii) l'interdiction de les céder à des concurrents de votre société jusqu'au terme du Pacte d'actionnaires. Cette convention a été approuvée par l'Assemblée générale du 15 mai 2012.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 12 mars 2015

Les Commissaires aux comptes

DELOITTE & ASSOCIÉS

ERNST & YOUNG et Autres

Arnaud de Planta

Frédéric Gourd

Alain Perroux

Nicolas Macé

# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'ÉMISSION D'ACTIONS ET DE DIVERSES VALEURS MOBILIÈRES AVEC MAINTIEN OU SUPPRESSION DU DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION



## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 7 MAI 2015

### (13<sup>e</sup> à 17<sup>e</sup> résolutions)

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur les propositions de délégation au conseil d'administration de différentes émissions d'actions et de valeurs mobilières, opérations sur lesquelles vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport :

- ♦ de lui déléguer, avec faculté de subdélégation, pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée, la compétence pour décider des opérations suivantes et fixer les conditions définitives de ces émissions et vous propose, le cas échéant, de supprimer votre droit préférentiel de souscription :
  - ♦ émission d'actions ordinaires et de valeurs mobilières régies par les articles L. 228-92 alinéa 1, L. 228-93 alinéa 3 et L. 228-94 alinéa 2 du Code de commerce (a) donnant accès à des actions de la société ou d'une autre société ou (b) donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec maintien du droit préférentiel de souscription (treizième résolution),
  - ♦ émission, par une offre au public, d'actions ordinaires et de valeurs mobilières régies par les articles L. 228-92 alinéa 1, L. 228-93 alinéa 3 et L. 228-94 alinéa 2 du Code de commerce (a) donnant accès à des actions de la société ou d'une autre société ou (b) donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription (quatorzième résolution), étant précisé que :
    - ♦ ces titres pourront être émis à l'effet de rémunérer des titres qui seraient apportés à la société dans le cadre d'une offre publique ayant une composante d'échange (OPE) sur des titres répondant aux conditions fixées par l'article L. 225-148 du Code de commerce,
    - ♦ ces titres pourront résulter de l'émission, par les sociétés dont votre société détient directement ou indirectement plus de la moitié du capital social ou par la société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital de votre société, de valeurs mobilières donnant accès au capital de votre société conformément à l'article L. 228-93 alinéa 3 du Code de commerce,
  - ♦ émission, par une ou plusieurs offres visées au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, d'actions ordinaires et de valeurs mobilières régies par les articles L. 228-92 alinéa 1, L. 228-93 alinéa 3 et L. 228-94 alinéa 2 du Code de commerce (a) donnant accès à des actions de la société ou d'une autre société ou (b) donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription (quinzième résolution), étant précisé que ces titres pourront résulter de l'émission, par les sociétés dont votre société détient directement ou indirectement plus de la moitié du capital social ou par la société qui possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital de votre société, de valeurs mobilières donnant accès au capital de votre société conformément à l'article L. 228-93 alinéa 3 du Code de commerce ;
- ♦ de lui déléguer, avec faculté de subdélégation, pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée, le pouvoir de fixer les modalités d'une émission d'actions ordinaires et de valeurs mobilières régies par les articles L. 228-92 alinéa 1, L. 228-93 alinéa 3 et L. 228-94 alinéa 2 du Code de commerce (a) donnant accès à des actions ordinaires de la société ou d'une autre société ou (b) donnant droit à l'attribution de titres de créance, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, dans la limite d'un montant nominal maximal de 112 millions d'euros, soit 28 millions d'actions, représentant moins de 10 % du capital à la date du 31 décembre 2014 (seizième résolution).

Le montant nominal global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées, immédiatement ou à terme, ne pourra, selon la treizième résolution, excéder 560 millions d'euros, soit 140 millions d'actions, au titre des treizième à dix-septième résolutions. Sur ce plafond global viendront s'imputer les plafonds individuels suivants :

- ♦ de plafond propre aux émissions avec maintien du droit préférentiel de souscription (treizième résolution) est fixé à 560 millions d'euros ;
- ♦ de plafond propre aux émissions avec suppression du droit préférentiel de souscription (quatorzième résolution) est de 112 millions d'euros en nominal, sur lequel viendrait s'imputer le montant des éventuelles émissions réalisées par une ou plusieurs offres visées au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier (quinzième résolution) et des éventuelles émissions rémunérant des apports en nature (seizième résolution).

Le montant nominal global des titres de créances susceptibles d'être émis ne pourra, selon la treizième résolution, excéder 8 milliards d'euros pour les treizième à dix-septième résolutions, étant précisé ce montant viendra s'imputer sur le plafond global de 8 milliards d'euros proposé à la onzième résolution.

Ces plafonds tiennent compte du nombre supplémentaires de titres à créer dans le cadre de la mise en œuvre des délégations visées aux treizième à seizième résolutions, dans les conditions prévues à l'article L. 225-135-1 du Code de commerce si vous adoptez la dix-septième résolution.

Il appartient à votre conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant ces opérations, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du conseil d'administration relatif à ces opérations et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions des émissions qui seraient décidées, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du conseil d'administration au titre des quatorzième et quinzième résolutions.

Par ailleurs, ce rapport ne précisant pas les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre dans le cadre de la mise en œuvre des treizième et seizième résolutions, nous ne pouvons donner notre avis sur le choix des éléments de calcul du prix d'émission.

Les conditions définitives dans lesquelles les émissions seront réalisées n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite dans les quatorzième et quinzième résolutions.

Conformément à l'article R. 225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de ces délégations par votre conseil d'administration, en cas d'émission de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre et en cas d'émission d'actions avec suppression du droit préférentiel de souscription.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 25 mars 2015

Les Commissaires aux comptes

DELOITTE & ASSOCIÉS

ERNST & YOUNG et Autres

Arnaud de Planta

Frédéric Gourd

Alain Perroux

Nicolas Macé

## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA RÉDUCTION DU CAPITAL



### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 7 MAI 2015

#### (19<sup>e</sup> résolution)

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue à l'article L.225-209 du Code de commerce en cas de réduction du capital par annulation d'actions achetées, nous avons établi le présent rapport destiné à vous faire connaître notre appréciation sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Votre conseil d'administration vous propose de lui déléguer, pour une période de vingt-six mois à compter du jour de la présente Assemblée, tous pouvoirs pour annuler, en une ou plusieurs fois, dans la limite de 10 % de son capital, par période de vingt-quatre mois, les actions achetées au titre de la mise en œuvre de l'autorisation d'achat par votre société de ses propres actions dans le cadre des dispositions de l'article précité ; cette autorisation d'achat, dans la limite de 5 % du capital à la date de réalisation des achats d'actions, est proposée par ailleurs à l'approbation de votre Assemblée générale (dixième résolution) et serait donnée pour une période de dix-huit mois à compter du jour de la présente Assemblée.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences conduisent à examiner si les causes et conditions de la réduction du capital envisagée, qui n'est pas de nature à porter atteinte à l'égalité des actionnaires, sont régulières.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée, étant précisé que celle-ci ne peut être réalisée que dans la mesure où votre Assemblée approuve au préalable l'opération d'achat, par votre société, de ses propres actions.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 25 mars 2015

Les Commissaires aux comptes

DELOITTE & ASSOCIÉS

ERNST & YOUNG et Autres

Arnaud de Planta

Frédéric Gourd

Alain Perroux

Nicolas Macé

## **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'AUTORISATION D'ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS EXISTANTES OU À ÉMETTRE AU PROFIT DES SALARIÉS ET DES MANDATAIRES SOCIAUX, OU CERTAINS D'ENTRE EUX**

◆

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 7 MAI 2015**

### **(20<sup>ème</sup> résolution)**

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par l'article L.225-197-1 du Code de commerce, nous avons établi le présent rapport sur le projet d'autorisation d'attribution gratuite, en une ou plusieurs fois, d'actions existantes ou à émettre de la société au profit des salariés et des mandataires sociaux, ou certains d'entre eux, de la société Lafarge et des sociétés ou groupements qui lui sont liés au sens de l'article L.225-197-2 du Code de commerce. Le montant total des actions attribuées gratuitement ne pourra représenter plus de 1 % du capital social au jour de la décision du Conseil d'administration, étant précisé que ce nombre ne s'imputera pas sur le plafond global prévu à la 13<sup>ème</sup> résolution.

Votre Conseil d'administration vous propose de l'autoriser, pour une durée de vingt-six mois à compter de la date de la présente Assemblée, à attribuer gratuitement des actions existantes ou à émettre.

Il appartient à votre Conseil d'administration d'établir un rapport sur cette opération à laquelle il souhaite pouvoir procéder. Il nous appartient de vous faire part, le cas échéant, de nos observations sur les informations qui vous sont ainsi données sur l'opération envisagée.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier notamment que les modalités envisagées et données dans le rapport du Conseil d'administration s'inscrivent dans le cadre des dispositions prévues par la loi. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données dans le rapport du Conseil d'administration portant sur l'opération envisagée d'attribution gratuite d'actions.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 25 mars 2015

Les Commissaires aux comptes

DELOITTE & ASSOCIÉS

ERNST & YOUNG et Autres

Arnaud de Planta

Frédéric Gourd

Alain Perroux

Nicolas Macé

## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'AUTORISATION D'ATTRIBUTION D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D'ACTIONS



### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 7 MAI 2015

#### (21<sup>ème</sup> résolution)

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L.225-177 et R.225-144 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur l'autorisation d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions, en une ou plusieurs fois, au bénéfice des salariés, des mandataires sociaux, ou à certains d'entre eux de la société Lafarge et des sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions visées à l'article L.225-180 de ce même Code, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer. Le nombre total d'options consenties en vertu de la présente résolution ne pourra donner droit à un nombre d'actions représentant plus de 1 % du capital social au jour de la décision du Conseil d'administration, étant précisé que ce plafond ne s'imputera pas sur le plafond global prévu à la 13<sup>ème</sup> résolution.

Votre Conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de l'autoriser pour une durée de 26 mois à attribuer des options de souscription ou d'achat d'actions.

Il appartient à votre Conseil d'administration d'établir un rapport sur les motifs de l'ouverture des options de souscription ou d'achat d'actions ainsi que sur les modalités proposées pour la fixation du prix de souscription ou d'achat. Il nous appartient de donner notre avis sur les modalités proposées pour la fixation du prix de souscription ou d'achat des actions.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Ces diligences ont consisté notamment à vérifier que les modalités proposées pour la fixation du prix de souscription ou d'achat des actions sont précisées dans le rapport du Conseil d'administration et qu'elles sont conformes aux dispositions prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités proposées pour la fixation du prix de souscription ou d'achat des actions.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 25 mars 2015

Les Commissaires aux comptes

DELOITTE & ASSOCIÉS

ERNST & YOUNG et Autres

Arnaud de Planta

Frédéric Gourd

Alain Perroux

Nicolas Macé



# **RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'ÉMISSION D' ACTIONS ET/OU DE VALEURS MOBILIÈRES EMPORTANT AUGMENTATION DU CAPITAL, RÉSERVÉE AUX SALARIÉS ADHÉRENTS D'UN PLAN D'ÉPARGNE D'ENTREPRISE**

◆

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 7 MAI 2015**

## **(22<sup>ème</sup> résolution)**

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L.228-92 et L.225-135 et suivants du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au Conseil d'administration de la compétence de décider une augmentation du capital, en une ou plusieurs fois, par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières (a) donnant accès immédiatement ou à terme, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, à des actions de la société ou d'une autre société ou (b) donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée aux salariés adhérents d'un ou plusieurs plans d'épargne d'entreprise (ou tout autre plan aux adhérents duquel les articles L.3332-1 et suivants du Code du travail ou toute loi ou réglementation analogue permettraient de réserver une augmentation de capital dans des conditions équivalentes), mis en place au sein de la société et/ou d'une ou plusieurs sociétés et groupements entrant dans le périmètre de consolidation des comptes de la société en application de l'article L.233-16 du Code de commerce, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Le montant nominal global des augmentations du capital, susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme, ne pourra excéder 50 millions d'euros, ce montant étant commun aux 22<sup>ème</sup> et 23<sup>ème</sup> résolutions, avec imputation sur le plafond global prévu à la 13<sup>ème</sup> résolution.

Cette émission est soumise à votre approbation en application des dispositions des articles L.225-129-6 du Code de commerce et L.3332-18 et suivants du Code du travail.

Votre Conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer, avec faculté de subdélégation, pour une durée de vingt-six mois à compter de la date de la présente Assemblée, la compétence pour décider d'une ou plusieurs émissions et vous propose de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux titres à émettre. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R.225-113 et suivants du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de(s) l'émission(s) qui serait (seraient) décidée(s), nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du Conseil d'administration.

Les conditions définitives de(s) l'émission(s) n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R.225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire lors de l'utilisation de cette délégation par votre Conseil d'administration, en cas d'émission de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre et en cas d'émission d'actions ordinaires.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 25 mars 2015

Les Commissaires aux comptes

DELOITTE & ASSOCIÉS

ERNST & YOUNG et Autres

Arnaud de Planta

Frédéric Gourd

Alain Perroux

Nicolas Macé

# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'ÉMISSION D' ACTIONS ET/OU DE VALEURS MOBILIÈRES EMPORTANT AUGMENTATION DU CAPITAL, RÉSERVÉE À UNE CATÉGORIE DE BÉNÉFICIAIRES DANS LE CADRE D'UNE OPÉRATION RÉSERVÉE AUX SALARIÉS



## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 7 MAI 2015

### (23<sup>ème</sup> résolution)

Aux Actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L.228-92 et L.225-135 et suivants du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au Conseil d'administration de la compétence de décider une augmentation du capital, en une ou plusieurs fois, par émission d'actions et/ou de valeurs mobilières immédiatement ou à terme, par souscription, conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière, à des actions de la société ou d'une autre société ou (b) donnant droit à l'attribution de titres de créance, avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée à l'une des catégories de personnes constituée :

- (I) des salariés et des mandataires sociaux des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation des comptes de la société en application de l'article L.233-16 du Code de commerce et ayant leur siège social hors de France (les « Salariés Etrangers »), ou/et
- (II) des OPCVM ou autres entités, ayant ou non la personnalité morale et/ou toute personne agissant en qualité de fiduciaire d'une fiducie ou de « trustee » dans l'hypothèse d'une détention des actions par l'intermédiaire d'un « trust », investis en titres de l'entreprise dont les porteurs de parts, les actionnaires ou bénéficiaires seront constitués de Salariés Etrangers,
- (III) et/ou des établissements financiers ou de crédit intervenant à la demande de la société pour une ou plusieurs offres à tout ou partie des Salariés Etrangers de formules alternatives permettant un profil économique équivalent à une ou plusieurs offres d'actions proposées aux résidents français adhérents de l'un des plans d'épargne d'entreprise mis en place par l'une des sociétés du groupe Lafarge et de toutes les entités contrôlées par lesdits établissements au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce,

opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Le montant nominal global des augmentations du capital, susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme, ne pourra excéder 50 millions d'euros, ce montant étant commun aux 22<sup>ème</sup> et 23<sup>ème</sup> résolutions, avec imputation sur le plafond global prévu à la 13<sup>ème</sup> résolution.

Votre Conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer, avec faculté de subdélégation, pour une durée de dix-huit mois à compter de la date de la présente Assemblée, la compétence pour décider d'une ou plusieurs émissions et vous propose de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux titres à émettre, étant précisé qu'il ne pourra être fait usage de la présente délégation de compétence que pour les besoins d'une offre aux salariés donnant par ailleurs lieu, préalablement, concomitamment ou ultérieurement, à l'utilisation de la délégation conférée en vertu de la 22<sup>ème</sup> résolution de la présente Assemblée. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Il appartient à votre Conseil d'administration d'établir un rapport conformément aux articles R.225-113 et suivants du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Conseil d'administration relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de(s) l'émission(s) qui serait (seraient) décidée(s), nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du Conseil d'administration.

Les conditions définitives de(s) l'émission(s) n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R.225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire lors de l'utilisation de cette délégation par votre Conseil d'administration, en cas d'émission de valeurs mobilières qui sont des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre et en cas d'émission d'actions ordinaires.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 25 mars 2015

Les Commissaires aux comptes

DELOITTE & ASSOCIÉS

ERNST & YOUNG et Autres

Arnaud de Planta

Frédéric Gourd

Alain Perroux

Nicolas Macé

## LAFARGE CONSEIL D'ADMINISTRATION



Deuxième rang, de gauche à droite : Luc Jeanneney, Hélène Ploix, Baudouin Prot, Paul Desmarais, Jr., Oscar Fanjul (Vice-Président du Conseil d'administration), Michel Rollier, Philippe Dauman, Juan Gallardo, Ian Gallienne, Christine Ramon, Mina Gerowin, Philippe Charrier, Jérôme Guiraud, Gérard Lamarche, Nassef Sawiris.  
Premier rang, de gauche à droite : Véronique Weill, Bruno Lafont (Président-Directeur général), Ewald Simandl.

## PRÉSENTATION DES ADMINISTRATEURS – EXPERTISE ET EXPÉRIENCE

## BRUNO LAFONT - né le 8 juin 1956 - nationalité française



61, rue des Belles  
Feuilles, 75116 Paris,  
France

Nombre d'actions  
Lafarge S.A. détenues :  
37 506

## Expérience et expertise

## Président-Directeur général

Bruno Lafont a été nommé Président du Conseil d'administration en mai 2007. Il est administrateur de Lafarge S.A. depuis mai 2005 et Directeur général du Groupe depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006. Diplômé de l'École des Hautes Études Commerciales (HEC 1977, Paris) et ancien élève de l'École Nationale d'Administration (ENA 1982, Paris), il commence sa carrière chez Lafarge en 1983 et occupe successivement plusieurs postes à la direction Financière et à l'international. Il est nommé Directeur général adjoint, Finance du Groupe en 1995, puis Directeur général adjoint du Groupe en charge de la branche Plâtre en 1998, avant d'être Directeur général délégué du Groupe entre mai 2003 et décembre 2005. Il est également administrateur d'EDF et d'ArcelorMittal (Luxembourg).

Bruno Lafont est par ailleurs membre du Comité Exécutif du Conseil mondial des entreprises pour le développement durable (WBCSD) dont il codirige le projet "Efficacité énergétique des bâtiments". Il est Président du groupe "Énergie et Climat" de l'European Round Table of Industrialists et Président du Pôle développement durable du Medef. Il est conseiller du maire de la ville de Chongqing, en Chine.

## État du mandat (nomination/renouvellement/terme du mandat)

Nomination en tant qu'administrateur de Lafarge S.A. en 2005. Terme du mandat à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2016. Directeur général depuis janvier 2006. Président-Directeur général depuis mai 2007.

## Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq dernières années

## En cours actuellement :

## En France :

Administrateur et Président-Directeur général de  
Lafarge (société cotée)  
Administrateur d'EDF (société cotée)

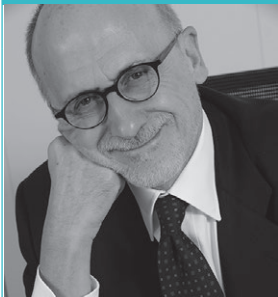
## À l'étranger :

Administrateur d'ArcelorMittal (Luxembourg)  
(société cotée)  
Administrateur de Lafarge Shui On Cement Limited  
(Chine) (société du Groupe Lafarge)

Au cours des cinq dernières années et qui ne  
sont plus exercés en France et à l'étranger :

## À l'étranger :

Mandats dans différentes sociétés du Groupe

**OSCAR FANJUL** - né le 20 mai 1949 - nationalité espagnole

Paseo de la Castellana,  
28-5°, ES-28046 Madrid,  
Espagne

Nombre d'actions  
Lafarge S.A. détenues :  
6 193

**Expérience et expertise**

**Vice-Président du Conseil d'administration et administrateur, Président du Comité du gouvernement d'entreprise et des nominations, Président du Comité des rémunérations, membre du Comité d'audit, membre du Comité Stratégie, Développement et Développement durable**

Oscar Fanjul a été nommé administrateur de Lafarge S.A. en 2005 puis Vice-Président du Conseil d'administration le 1<sup>er</sup> août 2007. Après avoir débuté sa carrière en 1972 au sein de la holding industrielle INI (Espagne), il a été Président fondateur et Directeur général de Repsol (Espagne) puis Président de Deoleo S.A (Espagne).

Il est actuellement Vice-Président de la société Omega Capital, SL (Espagne). Oscar Fanjul est également administrateur de Marsh & McLennan Companies (États-Unis) et d'Acerinox (Espagne).

Administrateur indépendant, Oscar Fanjul apporte en particulier au Conseil d'administration son expérience de dirigeant et administrateur de groupes industriels à dimension internationale ainsi que son expertise en matière de finance et de gouvernement d'entreprise. En plus des missions particulières relevant de sa qualité de Vice-Président du Conseil, Oscar Fanjul assure la bonne coordination et couverture des travaux et sujets devant être traités par le Comité du gouvernement d'entreprise et des nominations et le Comité des rémunérations, dont il assure la présidence.

**État du mandat (nomination/renouvellement/terme du mandat)**

Nomination en tant qu'administrateur de Lafarge S.A. en 2005. Terme du mandat à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2016.

**Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq dernières années****En cours actuellement :****En France :**

Administrateur et Vice-Président du Conseil de  
Lafarge (société cotée)

**À l'étranger :**

Vice-Président de la société Omega Capital  
(Espagne)

Administrateur de Marsh & McLennan Companies  
(États-Unis) (société cotée)

Administrateur d'Acerinox (Espagne) (société cotée)

**Au cours des cinq dernières années et qui ne sont plus exercés en France et à l'étranger :****En France :**

Administrateur d'Areva (société cotée) jusqu'en 2011

**À l'étranger :**

Président de Deoleo, S.A. (Espagne) (société cotée)  
jusqu'en 2014

Administrateur du London Stock Exchange (Royaume-  
Uni) (société cotée) jusqu'en 2010

## PHILIPPE CHARRIER - né le 2 août 1954 - nationalité française



60-62, rue d'Hauteville,  
75010 Paris, France

Nombre d'actions  
Lafarge S.A. détenues :  
6 118

### Expérience et expertise

#### Administrateur, membre du Comité des rémunérations, membre du Comité Stratégie, Développement et Développement durable

Philippe Charrier a été nommé administrateur de Lafarge S.A. en 2005. Il est actuellement Directeur général et administrateur de Labco, Président du Conseil d'administration d'Alphident et de Dental Emco S.A. Il est également membre fondateur du Club Entreprise et Handicap, administrateur et Président du Comité d'audit de Rallye. Il est Fondateur et Président de l'association Clubhouse France fondée en 2011. Il est administrateur et Président de l'association Unafam.

Il a été Vice-Président, Directeur général et administrateur d'Ænobiol de 2006 à 2010, Président-Directeur général de Procter & Gamble en France de 1999 à 2006. Il a exercé différentes fonctions financières chez Procter & Gamble depuis 1978 avant d'occuper les fonctions de Directeur financier de 1988 à 1994, de Directeur marketing en France, de 1994 à 1996 et Directeur général au Maroc de 1996 à 1998.

Administrateur indépendant, Philippe Charrier apporte en particulier au Conseil d'administration son expérience de dirigeant et administrateur de groupes industriels à dimension internationale ainsi que son expertise dans le domaine du développement durable et du marketing.

### État du mandat (nomination/renouvellement/terme du mandat)

Nomination en tant qu'administrateur de Lafarge S.A. en 2005. Terme du mandat à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2016.

### Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq dernières années

#### En cours actuellement :

##### En France :

Administrateur de Lafarge (société cotée)  
Directeur général et Administrateur de Labco  
Président du Conseil d'administration d'Alphident et de Dental Emco S.A. (filiale d'Alphident)  
Administrateur de Rallye (société cotée)  
Administrateur et Président de l'UNAFAM (association)  
Fondateur et Président de Clubhouse France (association)

##### À l'étranger ;

Administrateur de plusieurs filiales internationales de Labco

#### Au cours des cinq dernières années et qui ne sont plus exercés en France et à l'étranger :

##### En France :

Président de Labco  
Président du Conseil de surveillance de Spotless Group jusqu'en 2010  
Vice-Président, Directeur général et administrateur d'Ænobiol de 2006 à 2010  
Administrateur de la Fondation Nestlé pour la Nutrition

**PHILIPPE DAUMAN** - né le 1<sup>er</sup> mars 1954 - nationalité américaine

1515 Broadway,  
New York, NY 10036,  
États-Unis

Nombre d'actions  
Lafarge S.A. détenues :  
1 143

**Expérience et expertise****Administrateur, Président du Comité Stratégie, Développement et Développement durable, membre du Comité du gouvernement d'entreprise et des nominations**

Philippe Dauman a été nommé administrateur de Lafarge S.A. en 2007. Il est Directeur général de Viacom Inc. (États-Unis) depuis septembre 2006. Il était précédemment Co-Président du Conseil et Directeur général de DND Capital Partners LLC (États-Unis) depuis mai 2000. Avant de constituer DND Capital Partners, Philippe Dauman était Vice-Président du Conseil de Viacom de 1996 à mai 2000, Vice-Président exécutif de 1995 à mai 2000 et Directeur juridique et secrétaire du Conseil de 1993 à 1998. Il était auparavant associé du cabinet d'avocats new-yorkais Shearman & Sterling. Philippe Dauman était administrateur de Lafarge North America Inc. de 1997 à 2006. Il est actuellement administrateur de Viacom Inc. et de National Amusements Inc. (États-Unis), membre du Conseil du doyen de l'école de droit de l'Université de Columbia (États-Unis), membre du Business Roundtable (États-Unis), membre du Conseil du National Cable & Telecommunications Association (États-Unis) et Co-Président du Partnership for New York (États-Unis). Il est également membre du Conseil du Paley Center for Media (États-Unis), membre du Conseil du Kipp Foundation (États-Unis) et membre du Comité Exécutif du Conseil de Lenox Hill Hospital (États-Unis).

Administrateur indépendant, Philippe Dauman apporte en particulier au Conseil d'administration sa connaissance du Groupe Lafarge, notamment en Amérique du Nord, ainsi que son expérience de dirigeant et administrateur de groupes industriels à dimension internationale.

**État du mandat (nomination/renouvellement/terme du mandat)**

Nomination en tant qu'administrateur de Lafarge S.A. en 2007. Le renouvellement de son mandat sera proposé lors de l'Assemblée générale convoquée le 7 mai 2015.

**Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq dernières années****En cours actuellement :****En France :**

Administrateur de Lafarge (société cotée)

**À l'étranger :**

Administrateur et Directeur général de Viacom Inc. (États-Unis) (société cotée)

Administrateur de National Amusements Inc. (États-Unis)

**Au cours des cinq dernières années et qui ne sont plus exercés en France et à l'étranger :**

Néant



**PAUL DESMARAIS, JR.** - né le 3 juillet 1954 - nationalité canadienne



751, Square Victoria,  
Montréal, Québec H2Y  
2J3, Canada

Nombre d'actions  
Lafarge S.A. détenues :  
6 715

**Expérience et expertise**

**Administrateur, membre du Comité Stratégie, Développement et Développement durable**

Paul Desmarais, Jr. a été nommé administrateur de Lafarge S.A. en janvier 2008.

Il s'est joint à Power Corporation du Canada en 1981 et a occupé le poste de Vice-Président l'année suivante. En 1984, il a guidé la création de la Corporation Financière Power (CFP) afin de consolider, sous une même bannière, les principales participations financières de Power et celles de Pargesa Holding S.A. M. Desmarais a été Vice-Président et chef de l'exploitation de CFP de 1986 à 1989, Vice-Président exécutif du Conseil de 1989 à 1990, Président exécutif du Conseil de 1990 à 2005, Président du Comité Exécutif de 2006 à 2008 et est Co-Président exécutif du Conseil de CFP depuis 2008. Il a également été Vice-Président du Conseil de Power Corporation de 1991 à 1996. Il a été nommé Président du Conseil et co-chef de la direction de Power Corporation en 1996.

Après la prise de contrôle de Pargesa par la Financière Power et le groupe Frère de Belgique en 1990, M. Desmarais a travaillé en Europe de 1991 à 1994, période durant laquelle il a œuvré au développement du partenariat avec le groupe Frère et à la restructuration du groupe Pargesa. De 1982 à 1990, il a été membre du Comité de gestion de Pargesa, en 1991, Vice-Président exécutif du Comité, puis son Président exécutif. En 2003, il a été nommé administrateur délégué puis Président du Conseil en 2013. Il détient un baccalauréat en commerce de l'Université McGill (Canada). Il a également étudié à l'INSEAD en France, où il a obtenu une maîtrise en administration des affaires. Il est administrateur de plusieurs sociétés du groupe Power en Amérique du Nord. Paul Desmarais, Jr. apporte en particulier au Conseil d'administration son expertise dans le domaine de la finance et de la gestion de participations, son expérience d'administrateur de groupes industriels à dimension internationale, ainsi que sa connaissance de l'Amérique du Nord.

**État du mandat (nomination/renouvellement/terme du mandat)**

Nomination en tant qu'administrateur de Lafarge S.A. en 2008. Terme du mandat à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2015.

## Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq dernières années

### En cours actuellement :

#### En France :

Administrateur de Lafarge (société cotée) <sup>(1)</sup>  
 Administrateur de Total S.A. (société cotée) <sup>(1)</sup>

#### À l'étranger :

Administrateur de Power Corporation du Canada (Canada) (société cotée)  
 Administrateur de AppDirect (États-Unis)  
 Administrateur de Steve Nash Fitness Centers (Canada)  
 Administrateur de Best Friends (Canada)  
*Tous les mandats suivants sont exercés au titre de la représentation de Power Corporation dans ses différentes participations :*  
 Co-Président et administrateur de la Corporation Financière Power (Canada) (société cotée) <sup>(1)</sup>  
 Président du Conseil d'administration et administrateur délégué de Pargesa Holding S.A. (Suisse) (société cotée) <sup>(1)</sup>  
 Administrateur et membre du Comité de direction de La Great-West, compagnie d'assurance-vie (Canada)  
 Administrateur et membre du Comité de direction de Great-West Life & Annuity Insurance Company (États-Unis)  
 Administrateur et membre du Comité de direction de Great-West Lifeco Inc. (Canada) (société cotée) <sup>(1)</sup>  
 Vice-Président du Conseil, administrateur et membre du Comité permanent de Groupe Bruxelles Lambert S.A. (Belgique) (société cotée) <sup>(1)</sup>  
 Administrateur et membre du Comité de direction de Groupe Investors Inc. (Canada)  
 Administrateur et membre du Comité de direction de Groupe d'assurances London Inc. (Canada)  
 Administrateur et membre du Comité de direction de London Life, compagnie d'assurance-vie (Canada)  
 Administrateur et membre du Comité de direction de Mackenzie Inc. (Canada)  
 Administrateur et membre du Comité de direction de La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (Canada)  
 Administrateur et membre du Comité de direction de la Corporation Financière Canada-Vie (Canada)  
 Administrateur et membre du Comité de direction de Canada Life Capital Corporation (Canada)  
 Administrateur et Président du Conseil de Power Corporation International (Canada)  
 Administrateur et Président délégué du Conseil de Groupe de Communications Square Victoria Inc. (Canada)  
 Administrateur et membre du Comité de direction de la Société financière IGM Inc. (Canada) (société cotée) <sup>(1)</sup>  
 Membre du Conseil de surveillance de Parjointco N.V. (Pays-Bas)  
 Administrateur et Président délégué du Conseil de Gesca Itée (Canada)  
 Administrateur et Président délégué du Conseil de La Presse Itée (Canada)  
 Administrateur de Power Communications Inc. (Canada)  
 Administrateur et membre du Comité de direction de Putnam Investments LLC (États-Unis)  
 Administrateur de Great-West Financial (Canada) Inc. (Canada)  
 Administrateur et Président du Conseil de 171263 Canada Inc. (Canada)  
 Administrateur de 152245 Canada Inc. (Canada)  
 Administrateur de GWL&A Financial Inc. (États-Unis)  
 Administrateur de Great-West Financial (Nova Scotia) Co. (Canada)  
 Administrateur de Great-West Life & Annuity Insurance Company of New York (États-Unis)  
 Membre du Conseil de surveillance de Power Financial Europe B.V. (Pays-Bas)  
 Administrateur et membre du Comité de direction de The Canada Life Insurance Company of Canada (Canada)  
 Administrateur de SGS S.A. (Suisse) société cotée <sup>(1)</sup>

### Au cours des cinq dernières années et qui ne sont plus exercés en France et à l'étranger :

#### En France :

Administrateur de GDF-SUEZ (société cotée) jusqu'en 2014

#### À l'étranger :

Administrateur et membre du Comité de direction de Crown Life Insurance Company (Canada) jusqu'en 2012  
 Président du Conseil adjoint de 3819787 Canada Inc. (Canada) jusqu'en 2010

<sup>(1)</sup> Ces mandats sont exercés au titre de la représentation de Power Corporation dans ses différentes participations. Les mandats exercés dans des sociétés cotées au titre de la représentation d'une société dont l'activité principale est d'acquies et de gérer des participations et dans laquelle un administrateur exerce un mandat de dirigeant mandataire social ne sont pas pris en compte pour le décompte du nombre de mandats en application du Code Afep-Medef. En conséquence, le nombre de mandats exercés par M. Desmarais Jr. dans des sociétés cotées est en conformité avec les limites recommandées par le Code Afep-Medef.

## JUAN GALLARDO - né le 28 juillet 1947 - nationalité mexicaine



Monte Caucazo 915 -  
4 piso, Col. Lomas  
de Chapultepec C.P.,  
MX 11000 Mexico,  
Mexique

Nombre d'actions  
Lafarge S.A. détenues :  
1 500

### Expérience et expertise

**Administrateur, membre du Comité d'audit, membre du Comité du gouvernement d'entreprise et des nominations, ainsi que du Comité des rémunérations**

Juan Gallardo a été coopté administrateur de Lafarge S.A. en 2003. Il est Président du Conseil d'administration de Organizacion Cultiba SAB de C.V. (Holding de Grupo GEPP et de Grupo Azucarero Mexico) (Mexique) depuis 1985. Il est également administrateur de IDEA S.A., de Caterpillar, Inc. (États-Unis) et Banco Santander (Mexique). Juan Gallardo a coordonné les efforts du secteur privé dans les négociations de l'ALENA ainsi que du traité de libre-échange entre le Mexique et l'Union européenne. Il est membre du Mexican Business Roundtable. Il était précédemment membre du Comité consultatif international de Lafarge, Président du Conseil d'administration du Fondo Mexico, Vice-Président de Home Mart Mexico et administrateur de Grupo Mexico S.A. de C.V. (Mexique).

Administrateur indépendant, Juan Gallardo apporte en particulier au Conseil d'administration son expérience d'administrateur de groupes industriels à dimension internationale, son expertise en finance ainsi que sa connaissance de l'Amérique du Nord et de l'Amérique latine.

### État du mandat (nomination/renouvellement/terme du mandat)

Cooptation en tant qu'administrateur de Lafarge S.A. en 2003. Terme du mandat à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2016.

### Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq dernières années

#### En cours actuellement :

##### En France :

Administrateur de Lafarge (société cotée)

##### À l'étranger :

Président du Conseil d'administration de Organizacion Cultiba SAB de C.V. (Mexique) (société cotée)

Administrateur de IDEA S.A. (Mexique)

Administrateur de Caterpillar Inc. (États-Unis) (société cotée)

Administrateur de Banco Santander (Mexique) (société cotée)

#### Au cours des cinq dernières années et qui ne sont plus exercés en France et à l'étranger :

##### À l'étranger :

Administrateur de Mexicana de Aviacion (Mexique) jusqu'en 2010

**IAN GALLIENNE** - né le 23 janvier 1971 - nationalité française

Avenue Marnix 24,  
1000 Bruxelles, Belgique

Nombre d'actions  
Lafarge S.A. détenues :  
1 143

**Expérience et expertise****Administrateur, membre du Comité du gouvernement d'entreprise et des nominations, membre du Comité des rémunérations**

Ian Gallienne a été coopté en tant qu'administrateur de Lafarge S.A. en 2011. Ian Gallienne est Administrateur-Délégué de Groupe Bruxelles Lambert (Belgique) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012. Il est diplômé en Gestion et Administration, spécialisation Finance, de l'ESDE de Paris et titulaire d'un MBA de l'INSEAD de Fontainebleau. Il débute sa carrière en Espagne, en 1992, en tant que co-fondateur d'une société commerciale. De 1995 à 1997, il est membre de la direction d'une société de conseil spécialisée dans le redressement de sociétés en difficultés en France. De 1998 à 2005, il est Directeur des fonds de private equity Rhône Capital LLC à New York et à Londres. En 2005, il crée les fonds de private equity Ergon Capital à Bruxelles et en est l'Administrateur-Délégué jusqu'en 2012. Il est administrateur de Groupe Bruxelles Lambert (Belgique) depuis 2009, d'Imerys depuis 2010, de Pernod Ricard depuis 2012 et de SGS (Suisse) depuis 2013.

Ian Gallienne apporte en particulier au Conseil d'administration son expertise dans le domaine de la finance et de la gestion de participations ainsi que son expérience d'administrateur de groupes industriels à dimension internationale.

**État du mandat (nomination/renouvellement/terme du mandat)**

Cooptation en tant qu'administrateur de Lafarge S.A. en 2011. Terme du mandat à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2015.

**Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq dernières années****En cours actuellement :****En France :**

Administrateur de Lafarge (société cotée) <sup>(1)</sup>  
Administrateur d'Imerys (société cotée) <sup>(1)</sup>  
Administrateur de Pernod Ricard (société cotée) <sup>(1)</sup>

**À l'étranger :**

Administrateur de SGS (Suisse) (société cotée) <sup>(1)</sup>  
Administrateur-Délégué de Groupe Bruxelles Lambert S.A. (Belgique) (société cotée)  
Administrateur de Gruppo Banca Leonardo S.P.A. (Italie)  
Membre du Conseil de surveillance de Kartesia GP (Luxembourg)  
Administrateur d'Erbe S.A. (Belgique)  
Administrateur d'Ergon Capital S.A. (Belgique)  
Gérant d'Ergon Capital II Sàrl (Luxembourg)  
Administrateur de Steel Partners NV (Belgique)

**Au cours des cinq dernières années et qui ne sont plus exercés en France et à l'étranger :****En France :**

Administrateur de PLU Holding S.A.S. (jusqu'au 26 avril 2012)  
Administrateur de Central Parc Villepinte S.A. (jusqu'au 31 juillet 2011)  
Administrateur de ELITech Group S.A.S. (jusqu'au 31 décembre 2011)  
Administrateur du Fonds de dotation du Palais (jusqu'au 21 décembre 2011)

**À l'étranger :**

Administrateur d'Ergon Capital Partners S.A. (Belgique) jusqu'au 20 mars 2014  
Administrateur d'Ergon Capital Partners II S.A. (Belgique) jusqu'au 20 mars 2014  
Administrateur d'Ergon Capital Partners III S.A. (Belgique) jusqu'au 20 mars 2014  
Gérant d'Egerton Sàrl (Luxembourg) jusqu'au 3 octobre 2013  
Membre du Conseil de surveillance d'Arno Glass Luxco SCA (Luxembourg) jusqu'au 27 avril 2012  
Administrateur de La Gardenia Beauty Sp. (Italie) jusqu'au 31 décembre 2011  
Administrateur de Seves S.P.A. (Italie) jusqu'au 31 décembre 2011  
Administrateur de Publihold (Belgique) jusqu'au 31 décembre 2011

<sup>(1)</sup> Ces mandats sont exercés au titre de la représentation de Groupe Bruxelles Lambert S.A. dans ses différentes participations. Les mandats exercés dans des sociétés cotées au titre de la représentation d'une société dont l'activité principale est d'acquies et de gérer des participations et dans laquelle un administrateur exerce un mandat de dirigeant mandataire social ne sont pas pris en compte pour le décompte du nombre de mandats en application du Code Afep-Medef.

**MINA GEROWIN** - née le 27 mai 1951 - nationalité américaine



37 Ovington Square,  
SW3 1LJ, Londres,  
Royaume-Uni

Nombre d'actions  
Lafarge S.A. détenues :  
1 200

## Expérience et expertise

### Administrateur, membre du Comité Stratégie, Développement et Développement durable

Mina Gerowin a été nommée administrateur de Lafarge S.A. en 2014. Mina Gerowin est administrateur de CNH Industrial NV (Pays-Bas), d'EXOR S.P.A. (Italie) et membre du Comité Consultatif Mondial de Samsung Asset Management (Corée du Sud). Née à New York, Mme Gerowin est diplômée en économie politique de l'université Smith College, titulaire d'un doctorat en droit de la faculté de droit de l'université de Virginia, diplômée d'un M.B.A. de la Harvard Business School avec la distinction de Baker Scholar et docteur en lettres honoris causa de l'université de New Haven. Elle a pratiqué le droit en Suisse et à New York avant de rejoindre Lazard Frères à New York puis à Paris en tant que banquier d'investissement spécialisé dans les fusions & acquisitions internationales. Mme Gerowin a par la suite fondé son propre fonds d'investissement et société de conseil, réalisant cinq investissements par LBO dans des sociétés dont elle prit également la direction et devint administrateur. Après le désinvestissement de ces sociétés, elle devint consultante internationale. Elle rejoint en 2004 le fonds d'investissement Paulson & Co., où elle fut associé gérant de Paulson Europe LLP à Londres jusqu'en 2012.

Administrateur indépendant, Mme Gerowin apporte en particulier au Conseil d'administration son expertise dans le domaine de la finance et de la gestion de participations ainsi que son expérience d'administrateur d'un groupe industriel à dimension internationale.

## État du mandat (nomination/renouvellement/terme du mandat)

Nomination en tant qu'administrateur de Lafarge S.A. en 2014. Terme du mandat à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2017.

## Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq dernières années

### En cours actuellement :

#### En France :

Administrateur de Lafarge (société cotée)

#### À l'étranger :

Administrateur de CNH Industrial NV (Pays-Bas) (société cotée)

Administrateur d'EXOR S.P.A. (Italie) (société cotée)

Membre du Comité Consultatif Mondial de Samsung Asset Management (Corée du Sud)

### Au cours des cinq dernières années et qui ne sont plus exercés en France et à l'étranger :

#### En France :

Néant

#### À l'étranger :

Associé gérant de Paulson Europe LLP jusqu'en 2012

**JÉRÔME GUIRAUD** - né le 7 janvier 1961 - nationalité française

4 Cork Street, London  
W1S 3LG, Royaume-Uni

Nombre d'actions  
Lafarge S.A. détenues :  
3 948

**Expérience et expertise****Administrateur, membre du Comité d'audit**

Jérôme Guiraud a été nommé administrateur de Lafarge S.A. en 2008. Il est diplômé de l'École des Hautes Études Commerciales (HEC 1984 – Paris). Jérôme Guiraud a débuté sa carrière professionnelle en 1985 au sein des services de l'Ambassade de France en tant qu'adjoint à l'attaché commercial à Zagreb (Croatie). En 1986, il intègre le groupe Société Générale au sein de l'Inspection générale. À compter de 1993, il exerce de multiples fonctions managériales à l'international, en Europe et dans les pays émergents, tout d'abord sur les marchés de capitaux, puis en tant que responsable pays et administrateur de plusieurs filiales cotées du groupe Société Générale. En 2008 il rejoint le groupe NNS. Il est actuellement Administrateur Directeur général de NNS Capital, administrateur de NNS Holding ainsi qu'Administrateur de OCI NV (acteur majeur dans la Construction et les Engrais, coté sur Euronext Amsterdam).

Jérôme Guiraud apporte en particulier au Conseil d'administration son expertise dans le domaine de la finance, son expérience de dirigeant et d'administrateur de groupes à dimension internationale, ainsi que sa connaissance de l'Europe de l'Est, de l'Afrique et du Moyen-Orient.

**État du mandat (nomination/renouvellement/terme du mandat)**

Nomination en tant qu'administrateur de Lafarge S.A. en 2008. Terme du mandat à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2015.

**Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq dernières années****En cours actuellement :****En France :**

Administrateur de Lafarge (société cotée)

**À l'étranger :**

Administrateur d'OCI NV (Pays-Bas) (société cotée)

Administrateur Directeur général de NNS Capital (Royaume-Uni)

Administrateur de NNS Holding Sarl (Luxembourg)

Administrateur de NNS (Luxembourg)

Administrateur d'OS (Luxembourg)

**Au cours des cinq dernières années et qui ne sont plus exercés en France et à l'étranger :****À l'étranger :**

Administrateur d'Orascom Construction Industries S.A.E (Égypte) (société cotée) de 2008 à 2013



## LUC JEANNENEY - né le 26 juin 1967 - nationalité française



2 avenue du général de Gaulle, 92140 Clamart, France

Nombre d'actions Lafarge S.A. détenues : 250

Nombre de parts Lafarge 2000 détenues: 270,20

(Plan d'épargne groupe investi en actions Lafarge SA - voir la Section 6.1.4 Actionnariat salarié pour plus d'information)

### Expérience et expertise

#### Administrateur - Désigné par le Comité d'entreprise de Lafarge S.A. conformément à la Loi

Suite à sa désignation par le Comité d'entreprise de Lafarge S.A., la nomination de M. Luc Jeanneney en tant qu'administrateur a pris effet le 4 novembre 2014 pour une durée de quatre ans.

M. Luc Jeanneney est actuellement Directeur Achats pour les activités opérationnelles du Groupe en France. Il a rejoint le Groupe Lafarge en 2006 en tant que responsable achats pour la zone Amérique latine (2006-2009), basée au Brésil. De retour en France au sein de l'équipe des Achats Groupe, il est successivement chef de projet concernant le reporting achats (2010) puis responsable de la gestion du risque et de l'approvisionnement en gaz naturel et en carburants liquides pour le Groupe (2011-2012).

Il est membre du Conseil de surveillance du FCPE Lafarge 2000 (élu en 2012 pour une durée de quatre ans) et des FCPE communs Plan d'Épargne Groupe et PERCO (élu en 2013 pour une durée de quatre ans).

Précédemment, il a travaillé chez PSA Peugeot Citroën en tant que chargé de projet achats (1996-2001) puis Directeur Achats pour le Brésil et l'Argentine (2002-2005).

M. Luc Jeanneney est diplômé de l'École des mines d'Alès (1989), de l'École Supérieure des Sciences Économiques et Commerciales (ESSEC – 1992) et également titulaire d'un master en sciences politiques (IPLH Paris – 2014).

Luc Jeanneney apporte en particulier au Conseil d'administration sa vision en tant que salarié ainsi que sa connaissance du Groupe et de ses métiers et notamment son expérience des achats, ainsi que sa connaissance du Brésil et de l'Amérique latine en général.

### État du mandat (nomination/renouvellement/terme du mandat)

Nomination en tant qu'administrateur de Lafarge S.A. en 2014. Terme du mandat en novembre 2018.

### Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq dernières années

#### En cours actuellement :

##### En France :

Administrateur de Lafarge (société cotée)  
Membre du Conseil de surveillance du FCPE Lafarge 2000  
Membre du Conseil de surveillance des FCPE Plan d'Épargne Groupe Lafarge et PERCO

##### À l'étranger :

Néant

#### Au cours des cinq dernières années et qui ne sont plus exercés en France et à l'étranger :

Néant

**GÉRARD LAMARCHE** - né le 15 juillet 1961 - nationalité belge

Avenue Marnix 24,  
1000 Bruxelles, Belgique

Nombre d'actions  
Lafarge S.A. détenues :  
1 143

**Expérience et expertise**

**Administrateur, membre du Comité d'audit, membre du Comité Stratégie, Développement et Développement durable**  
Gérard Lamarche a été nommé administrateur de Lafarge S.A. en 2012.

Il est diplômé en Sciences Économiques de l'Université de Louvain-La-Neuve et de l'Institut du Management de l'INSEAD (Advanced Management Program for Suez Group Executives). Il a également suivi la formation du Wharton International Forum en 1998-99 (Global Leadership Series). Il a débuté sa carrière professionnelle en 1983 chez Deloitte Haskins & Sells en Belgique et devient ensuite consultant en Fusions et Acquisitions aux Pays-Bas en 1987. En 1988, Gérard Lamarche intègre la Société Générale de Belgique en qualité de gestionnaire d'investissements, contrôleur de gestion de 1989 à 1991 puis conseiller pour les opérations stratégiques de 1992 à 1995. Il entre à la Compagnie Financière de Suez en qualité de Chargé de mission auprès du Président et Secrétaire du Comité de direction (1995-1997), avant de se voir confier le poste de Directeur délégué en charge du Plan, du Contrôle et des Comptabilités. En 2000, Gérard Lamarche poursuit son parcours par un volet industriel en rejoignant NALCO (filiale américaine du groupe Suez – leader mondial du traitement de l'eau industrielle) en qualité d'administrateur Directeur général. En mars 2004, il est nommé CFO du groupe Suez. En avril 2011, Gérard Lamarche est nommé administrateur au sein du Conseil d'administration de Groupe Bruxelles Lambert (GBL) (Belgique) et il y occupe les fonctions d'administrateur délégué depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012. Gérard Lamarche est également administrateur de Legrand, Total et SGS (Suisse) ainsi que censeur de GDF Suez. Gérard Lamarche apporte en particulier au Conseil d'administration son expertise dans le domaine de la finance et de la gestion de participations ainsi que son expérience de dirigeant et d'administrateur de groupes industriels à dimension internationale.

**État du mandat (nomination/renouvellement/terme du mandat)**

Nomination en tant qu'administrateur de Lafarge S.A. en 2012. Terme du mandat à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2015.

**Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq dernières années****En cours actuellement :****En France :**

Administrateur de Lafarge (société cotée) <sup>(1)</sup>  
Administrateur de Legrand (société cotée)  
Administrateur de Total S.A. (société cotée) <sup>(1)</sup>  
Censeur de GDF Suez (société cotée) <sup>(1)</sup>

**À l'étranger :**

Administrateur-Délégué du Groupe Bruxelles Lambert (Belgique) (société cotée)  
Administrateur de SGS (Suisse) (société cotée) <sup>(1)</sup>

**Au cours des cinq dernières années et qui ne sont plus exercés en France et à l'étranger :****En France :**

Administrateur de Suez Environnement Company (du 19 mai 2011 jusqu'au 21 décembre 2011)  
Administrateur de GDF Suez Energy Services (du 15 septembre 2005 jusqu'au 16 juin 2011)  
Administrateur de Suez Environnement (du 20 avril 2004 jusqu'au 28 octobre 2010)

**À l'étranger :**

Administrateur d'Electrabel (Belgique) jusqu'au 31 décembre 2011  
Administrateur d'International Power plc (Royaume-Uni) (société cotée) jusqu'au 8 décembre 2011  
Administrateur d'Europalia International (Belgique) jusqu'au 13 novembre 2011  
Administrateur de GDF Suez Belgium (Belgique) jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 2011  
Administrateur de Sociedad General de Aguas de Barcelona (Espagne) jusqu'au 28 juin 2011  
Administrateur de Suez-Tractebel S.A. (Belgique) jusqu'au 25 janvier 2011  
Administrateur de Fortis Banque S.A. (Belgique) jusqu'au 2 juillet 2010

(1) Ces mandats sont exercés au titre de la représentation de Groupe Bruxelles Lambert S.A. dans ses différentes participations. Les mandats exercés dans des sociétés cotées au titre de la représentation d'une société dont l'activité principale est d'acquies et de gérer des participations et dans laquelle un administrateur exerce un mandat de dirigeant mandataire social ne sont pas pris en compte pour le décompte du nombre de mandats en application du Code Afep-Medef.

## HÉLÈNE PLOIX - née le 25 septembre 1944 - nationalité française



162, rue du Faubourg-  
Saint-Honoré, 75008  
Paris, France

Nombre d'actions  
Lafarge S.A. détenues :  
2 883

### Expérience et expertise

**Administrateur, Présidente du Comité d'audit (jusqu'au 18 février 2014), membre du Comité Stratégie, Développement et Développement durable**

Hélène Ploix a été nommée administrateur de Lafarge S.A. en 1999. Hélène Ploix est Présidente de Pechel Industries SAS et de Pechel Industries Partenaires SAS. Elle est également Présidente de FSH SAS. Elle était précédemment Directeur général adjoint de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) et Président-Directeur général de CDC Participations de 1989 à 1995, Président de la Caisse autonome de refinancement, Président du Conseil de surveillance de CDC Gestion. Elle a occupé les fonctions de conseiller spécial pour la monnaie unique de KPMG Peat Marwick de 1995 à 1996. Elle a été administrateur d'Alliance Boots plc (Royaume-Uni) de 2000 à juillet 2007 et administrateur de BNP Paribas de 2003 à mai 2014. Elle est actuellement membre du Conseil de surveillance de Publicis Groupe et administrateur de Sofina (Belgique), Genesis Emerging Markets Fund Limited (Guernesey) et, au titre de ses fonctions dans Pechel Industries Partenaires, membre du Conseil d'administration de SES (Store Electronic System).

Administrateur indépendant, Hélène Ploix apporte en particulier au Conseil d'administration son expertise reconnue dans le domaine de la finance ainsi que son expérience de dirigeant et d'administrateur de groupes industriels à dimension internationale. Elle fait également bénéficier le Conseil de sa grande connaissance du Groupe Lafarge, qu'elle accompagne depuis 1999.

### État du mandat (nomination/renouvellement/terme du mandat)

Nomination en tant qu'administrateur de Lafarge S.A. en 1999. Terme du mandat à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2016.

### Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq dernières années

#### En cours actuellement :

##### En France :

Administrateur de Lafarge (société cotée)  
Membre du Conseil de surveillance de Publicis Groupe (société cotée)  
Administrateur de SES (Store Electronic Systems) (représentant Pechel Industries Partenaires) (société cotée) <sup>(1)</sup>  
Président de Pechel Industries SAS  
Président de Pechel Industries Partenaires SAS  
Président de Sogama Crédit Associatif  
Président de FSH SAS  
Gérante de Hélène Ploix SARL  
Gérante de HMJ (Hélène Marie Joseph) SARL  
Gérante de Sorepe Société Civile

##### À l'étranger :

Administrateur de Ferring S.A. (Suisse)  
Administrateur de Sofina (Belgique) (société cotée)  
Administrateur de Genesis Emerging Markets Fund Limited (Guernesey) (société cotée)

#### Au cours des cinq dernières années et qui ne sont plus exercés en France et à l'étranger :

##### En France :

Administrateur de BNP Paribas (société cotée) jusqu'en mai 2014  
Gérante de Goëmar Holding jusqu'en mars 2014.  
Administrateur d'Ypso Holding S.A. (représentant permanent de Pechel Industries Partenaires) (fin de mandat en octobre 2013)  
Membre du Conseil de surveillance de Goëmar Développement (représentant Pechel Industries Partenaires SAS) jusqu'en 2013  
Membre du Conseil de surveillance de Laboratoires Goëmar (représentant Pechel Industries Partenaires SAS) jusqu'en 2013

##### À l'étranger :

Administrateur de Completel NV (Pays-Bas) (fin de mandat le 31 décembre 2010)

(1) Les mandats exercés dans des sociétés cotées au titre de la représentation d'une société dont l'activité principale est d'acquérir et de gérer des participations et dans laquelle un administrateur exerce un mandat de dirigeant mandataire social ne sont pas pris en compte pour le décompte du nombre de mandats en application du Code Afep-Medef.

**BAUDOUIN PROT** - né le 24 mai 1951 - nationalité française

3, rue d'Antin,  
75002 Paris, France

Nombre d'actions  
Lafarge S.A. détenues :  
1 250

**Expérience et expertise****Administrateur, membre du Comité du gouvernement d'entreprise et des nominations, membre du Comité Stratégie, Développement et Développement durable**

Baudouin Prot a été nommé administrateur de Lafarge S.A. en 2011. Il a été Président de BNP Paribas de décembre 2011 à décembre 2014. Il est diplômé de l'École des Hautes Études Commerciales (HEC 1972 – Paris) et ancien élève de l'École Nationale d'Administration (ENA 1976, Paris). Il commence sa carrière à l'Inspection générale des finances où il passe quatre ans avant d'être nommé adjoint au Directeur général de l'Énergie et des Matières premières au ministère de l'Industrie pendant trois ans. Il entre à la BNP en 1983 comme Directeur adjoint de la partie intercontinentale, avant de prendre la direction Europe en 1985. Il rejoint la direction Centrale des réseaux en 1987 et est promu Directeur central des réseaux en 1990 puis Directeur général adjoint de la BNP en charge des réseaux en 1992. Il devient Directeur général de la BNP en 1996 et Directeur général délégué de BNP Paribas en 1999. En mai 2000, il est nommé administrateur Directeur général délégué de BNP Paribas puis administrateur Directeur général de BNP Paribas en mai 2003.

Baudouin Prot est également administrateur de Kering et Veolia Environnement.

Administrateur indépendant, Baudouin Prot apporte en particulier au Conseil d'administration son expertise dans le domaine de la finance et du secteur bancaire ainsi que son expérience de dirigeant et d'administrateur de groupes à dimension internationale.

**État du mandat (nomination/renouvellement/terme du mandat)**

Nomination en tant qu'administrateur de Lafarge S.A. en 2011. Le renouvellement de son mandat sera proposé lors de l'Assemblée générale convoquée le 7 mai 2015.

**Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq dernières années****En cours actuellement :****En France :**

Administrateur de Lafarge (société cotée)  
Administrateur de Kering (société cotée)  
Administrateur de Veolia Environnement (société cotée)

**À l'étranger :**

Néant

**Au cours des cinq dernières années et qui ne sont plus exercés en France et à l'étranger :****En France :**

Administrateur et Président de BNP Paribas jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 2014 (société cotée)  
Président de la Fédération Bancaire Française (septembre 2009 à août 2010)

**À l'étranger :**

Administrateur de Pargesa Holding S.A. (Suisse) (société cotée) jusqu'en mai 2014  
Administrateur de Erbé S.A. (Belgique) jusqu'en décembre 2013

## CHRISTINE RAMON - née le 16 avril 1967 - nationalité sud-africaine



44 Kloof Road,  
Bedfordview, 2007,  
Johannesbourg, Afrique  
du Sud

Nombre d'actions  
Lafarge S.A. détenues :  
1 200

### Expérience et expertise

#### Administrateur, membre du Comité d'audit

Christine Ramon a été nommée administrateur de Lafarge S.A. en 2014.

Elle est Directeur financier et administrateur exécutif d'AngloGold Ashanti Limited (Afrique du Sud), société cotée au JSE en Afrique du Sud et au NYSE.

Elle a été administrateur et Directeur financier de Sasol Limited de 2006 à 2013, un groupe international intégré dans le secteur de l'énergie et de la chimie, coté en Afrique du Sud et à New York. Précédemment elle a été Directeur général et Directeur financier de Johnnic Holdings Limited (Afrique du Sud) et administrateur de Transnet Limited (Afrique du Sud). Mme Ramon est expert-comptable et a suivi la formation pour cadres dirigeants de la Harvard Business School (Senior Executive Programme). Elle est actuellement Vice-Président du Financial Reporting Standards Council d'Afrique du Sud et a été membre du Financial Reporting Investigations Panel d'Afrique du Sud. Elle a présidé le Forum des directeurs financiers des 40 premières sociétés cotées d'Afrique du Sud de 2011 à 2013. Elle était précédemment membre du Comité Consultatif du International Accounting Standards Board.

Administrateur indépendant, Mme Ramon apporte en particulier au Conseil d'administration son expérience d'administrateur et de dirigeant d'un groupe industriel à dimension internationale, son expertise dans le domaine de la finance et du secteur des industries extractives ainsi que sa connaissance de l'Afrique.

### État du mandat (nomination/renouvellement/terme du mandat)

Nomination en tant qu'administrateur de Lafarge S.A. en 2014. Terme du mandat à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2017.

### Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq dernières années

#### En cours actuellement :

##### En France :

Administrateur de Lafarge (société cotée)

##### À l'étranger :

Directeur financier et administrateur exécutif d'AngloGold Ashanti (Afrique du Sud) (société cotée)

Administrateur non exécutif de MTN Group Limited (société cotée en Afrique du Sud)

Vice-Présidente du Financial Reporting Standards Council en Afrique du Sud

#### Au cours des cinq dernières années et qui ne sont plus exercés en France et à l'étranger :

##### En France :

Néant

##### À l'étranger :

Administrateur de Sasol Limited (Afrique du Sud) (société cotée) jusqu'en 2013

Mandats dans différentes filiales du groupe Sasol jusqu'en 2013

Administrateur de Transnet Limited (Afrique du Sud) jusqu'en 2010

**MICHEL ROLLIER** - né le 19 septembre 1944 - nationalité française

27, cours de l'Île Seguin,  
92100 Boulogne-  
Billancourt, France

Nombre d'actions  
Lafarge S.A. détenues :  
1 758

**Expérience et expertise**

**Administrateur, Président du Comité d'audit (à compter du 18 février 2014), membre du Comité du gouvernement d'entreprise et des nominations, membre du Comité Stratégie, Développement et Développement durable**

Michel Rollier a été nommé administrateur de Lafarge S.A. en 2008. Depuis mai 2012, il est Président de la Plateforme de la Filière Automobile (PFA). Il est également Président du Conseil de surveillance de Michelin, Président du Conseil de surveillance de Somfy S.A. et Président du Conseil d'administration de Siparex Associés. Michel Rollier est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris (1967) et de l'Université de droit de Paris (DESS 1968). Il a débuté sa carrière en 1971 dans la société Ausseidat-Rey (groupe International Paper), dans laquelle il a occupé les fonctions de contrôleur de gestion jusqu'en 1982, de Directeur d'unité opérationnelle de 1982 à 1987, de Directeur financier de 1987 à 1994 et de Directeur général adjoint de 1994 à 1996. Il a rejoint le groupe Michelin en 1996 comme Directeur du service juridique du groupe et Directeur des opérations financières. Membre du Comité Exécutif, il a pris en octobre 1999 la responsabilité de l'ensemble de la direction Financière et Juridique du groupe Michelin avant d'être nommé gérant associé commandité de la Compagnie Générale des Établissements Michelin en mai 2005 jusqu'en mai 2012.

Michel Rollier est également membre du Haut Comité de gouvernement d'entreprise mis en place en octobre 2013 suite à la dernière révision du Code Afep-Medef.

Administrateur indépendant, Michel Rollier apporte en particulier au Conseil d'administration son expérience de dirigeant et d'administrateur de groupes industriels à dimension internationale ainsi que son expertise dans le domaine de la finance et du gouvernement d'entreprise.

**État du mandat (nomination/renouvellement/terme du mandat)**

Nomination en tant qu'administrateur de Lafarge S.A. en 2008. Terme du mandat à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2015.

**Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq dernières années****En cours actuellement :****En France :**

Administrateur de Lafarge (société cotée)  
Président du Conseil de surveillance de Michelin  
(société cotée)  
Président du Conseil de surveillance de Somfy S.A.  
(société cotée)  
Président du Conseil d'administration de Siparex  
Associés  
Président de la Plateforme de la Filière Automobile  
(PFA)

**Au cours des cinq dernières années et qui ne  
sont plus exercés en France et à l'étranger :****En France :**

Gérant Associé Commandité de la Compagnie Générale  
des Établissements Michelin  
(société cotée) (jusqu'en mai 2012)  
Administrateur de Moria  
(jusqu'en septembre 2011)

**À l'étranger :**

Associé Gérant de la Compagnie Financière Michelin  
(Suisse) (jusqu'en mai 2012)



## NASSEF SAWIRIS - né le 19 janvier 1961 - nationalité égyptienne



Mijnweg 1, 6167 AC  
Geleen, Pays-Bas

Nombre d'actions  
Lafarge S.A. détenues :  
1 671 (ne prenant  
pas en compte  
les actions détenues  
par NNS Holding Sàrl).

Voir la Section 6.1.1  
(Principaux  
actionnaires)

### Expérience et expertise

**Administrateur, membre du Comité du gouvernement d'entreprise et des nominations, membre du Comité des rémunérations ainsi que du Comité Stratégie, Développement et Développement durable**

Nassef Sawiris a été nommé administrateur de Lafarge S.A. en janvier 2008. Nassef Sawiris est Administrateur et Directeur général de OCI N.V. (Pays-Bas). Il a rejoint le groupe Orascom en 1992 et fut nommé Directeur général de la société qui a précédé OCI N.V., Orascom Construction Industries (OCI S.A.E) (Égypte) en 1998, puis Président d'OCI S.A.E. en 1999. Nassef Sawiris est également administrateur d'OCI Partners LP (Etats-Unis) ainsi que du groupe BESIX (Belgique). Il a été administrateur des bourses du Caire et d'Alexandrie (Égypte) de 2004 à 2007, ainsi que du Dubai International Financial Exchange (Nasdaq DIFX). Nassef Sawiris est diplômé de l'Université de Chicago (BA in Economics).

Nassef Sawiris apporte en particulier au Conseil d'administration ses qualités d'entrepreneur et de développeur d'affaires, son expérience de dirigeant et d'administrateur de groupes industriels à dimension internationale, ainsi que sa grande connaissance de l'Afrique et du Moyen-Orient et des métiers du Groupe.

### État du mandat (nomination/renouvellement/terme du mandat)

Nomination en tant qu'administrateur de Lafarge S.A. en 2008. Terme du mandat à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2015.

### Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq dernières années

#### En cours actuellement :

##### En France :

Administrateur de Lafarge (société cotée)

##### À l'étranger :

Administrateur et Directeur général d'OCI N.V. (Pays-Bas) (société cotée)

Administrateur d'OCI Partners LP (Etats-Unis) (société cotée)

Administrateur de BESIX (Belgique)

#### Au cours des cinq dernières années et qui ne sont plus exercés en France et à l'étranger :

##### À l'étranger :

Président-Directeur général d'Orascom Construction Industries S.A.E (Égypte) (société cotée) jusqu'en 2013  
Administrateur de NNS Holding Sàrl (Luxembourg) jusqu'en 2013

Administrateur du Nasdaq DIFX (Dubai International Stock Exchange) (Émirats arabes unis) jusqu'en 2011  
Président de Lafarge Cement Egypt S.A.E. (Égypte) et mandats dans différentes filiales du Groupe jusqu'en avril 2012

Administrateur et Directeur général de différentes filiales d'OCI Group (Égypte)

**EWALD SIMANDL** - né le 15 février 1959 - nationalité autrichienne

Gumpendorfer Straße  
19-21, AT-1060 Vienne,  
Autriche

Nombre d'actions  
Lafarge S.A. détenues :  
213

### Expérience et expertise

#### **Administrateur - Désigné par le Comité d'entreprise européen conformément à la Loi; membre du Comité des rémunérations**

Suite à sa désignation par le Comité d'entreprise européen, la nomination de M. Ewald Simandl en tant qu'administrateur a pris effet le 4 novembre 2014 pour une durée de quatre ans.

M. Ewald Simandl est un spécialiste IT (Systèmes d'information) engagé ayant une grande expérience du développement et de la mise en réseau des systèmes informatiques. Ses points forts sont l'analyse, la définition et la mise en œuvre de processus opérationnels, complétés par une bonne connaissance opérationnelle.

Il commence sa carrière en 1986 à Vienne chez "Perlmooser Zementwerke AG", société rachetée par Lafarge en 1996. Ses responsabilités principales sont l'organisation, la planification et la programmation de processus opérationnels sur système SAP, la formation d'utilisateurs ainsi que la définition et la gestion de projets nationaux et internationaux.

Ewald Simandl apporte en particulier au Conseil d'administration sa vision en tant que salarié ainsi que sa connaissance du Groupe et de ses métiers et notamment son expérience des projets IT de transformation.

### État du mandat (nomination/renouvellement/terme du mandat)

Nomination en tant qu'administrateur de Lafarge S.A. en 2014. Terme du mandat en novembre 2018.

### Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq dernières années

#### En cours actuellement :

##### En France :

Administrateur de Lafarge (société cotée)

##### À l'étranger :

Néant

#### Au cours des cinq dernières années et qui ne sont plus exercés en France et à l'étranger :

Néant

## VÉRONIQUE WEILL - née le 16 septembre 1959 - nationalité française



25, avenue Matignon,  
75008 Paris, France

Nombre d'actions  
Lafarge S.A. détenues :  
1 200

### Expérience et expertise

#### Administrateur, membre du Comité d'audit et du Comité des rémunérations

Véronique Weill a été nommée administrateur de Lafarge S.A. en 2010.

Véronique Weill est diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris et titulaire d'une Licence de Lettres de la Sorbonne. Elle a passé plus de 20 ans au sein de J.P. Morgan, occupant notamment les postes de responsable mondial des Opérations pour la Banque d'Affaires et de responsable mondial des Opérations et de l'Informatique pour la Gestion d'Actifs et la Clientèle Privée. Véronique Weill a rejoint le groupe AXA en juin 2006 en qualité de Directeur général d'AXA Business Services et Directeur Excellence Opérationnelle du Groupe. En janvier 2008, elle a été nommée Directeur IT & Excellence Opérationnelle du Groupe. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009, Véronique Weill est membre du Comité Exécutif du groupe AXA et depuis décembre 2009, Directrice des Opérations. Elle est aujourd'hui en charge pour le Groupe du Marketing, de la Distribution, de l'Informatique, de l'Excellence Opérationnelle, des Achats et du GIE AXA. Véronique Weill siège par ailleurs au Conseil scientifique du Fonds AXA pour la Recherche. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013, Véronique Weill est membre du Comité de direction du groupe AXA.

Administrateur indépendant, Véronique Weill apporte en particulier au Conseil d'administration son expertise dans le domaine de la finance, ses connaissances des fonctions corporate et son expérience de dirigeant au sein d'un groupe à dimension internationale.

### État du mandat (nomination/renouvellement/terme du mandat)

Nomination en tant qu'administrateur de Lafarge S.A. en 2010. Terme du mandat à l'issue de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice de 2017.

### Liste des mandats et autres fonctions dans les sociétés françaises et étrangères au cours des cinq dernières années

#### En cours actuellement :

##### En France :

Administrateur de Lafarge (société cotée)  
Administrateur d'AXA Assistance S.A.  
Membre du Comité de direction d'AXA Group Solutions (SAS)  
Président du Conseil de surveillance du GIE AXA  
Membre du Conseil de surveillance du GIE AXA Group Solutions  
Président et Membre du Comité de direction d'AXA Technology Services (SAS)  
Représentant permanent de Vamopar au Conseil de FamilyProtect  
Représentant permanent d'AXA au Conseil d'AXA France IARD et AXA France Vie

##### À l'étranger :

Administrateur d'AXA Business Services Private Ltd. (Inde)

#### Au cours des cinq dernières années et qui ne sont plus exercés en France et à l'étranger :

Néant



**En résumé, pour participer à l'Assemblée générale mixte du jeudi 7 mai 2015, vous devez :**

- ◆ Être actionnaire de Lafarge ;
- ◆ Demander votre carte d'admission pour assister personnellement et voter à l'Assemblée ou donner vos instructions pour voter par correspondance ou vous faire représenter à l'Assemblée.

**Ai-je besoin de faire immobiliser mes titres pour pouvoir voter ?**

Vous n'avez pas besoin d'immobiliser vos titres avant l'Assemblée pour participer au vote des résolutions.

Il suffit de justifier de votre qualité d'actionnaire au plus tard le mardi 5 mai 2015 à 00 h 00 (heure de Paris).

**Que dois-je faire pour justifier de ma qualité d'actionnaire ?**

Si vous détenez vos titres au nominatif, votre inscription en compte au mardi 5 mai 2015 à 00 h 00 suffit à justifier de votre qualité d'actionnaire. Vous n'avez aucune formalité particulière à effectuer. Si vous détenez vos titres au porteur, votre intermédiaire financier doit justifier de votre qualité d'actionnaire par une attestation d'inscription en compte au mardi 5 mai 2015 à 00 h 00 qu'il enverra avec votre formulaire de vote à BNP Paribas Securities Services, banque centralisatrice de Lafarge.

**Comment puis-je savoir si mon intermédiaire financier a bien été informé de la tenue de l'Assemblée générale de Lafarge ?**

Votre intermédiaire financier a été informé par la publication au BALO du 16 mars 2015 et par un courrier qu'il a reçu de BNP Paribas Securities Services.

**Quelle est la différence entre une action au nominatif et une action au porteur ?**

Les actions Lafarge au nominatif peuvent être soit au nominatif pur (votre compte titres est ouvert chez BNP Paribas Securities Services, Lafarge ayant délégué la gestion du nominatif pur à ce prestataire) soit au nominatif administré (votre compte titres est ouvert chez votre intermédiaire financier). Dans les deux cas, Lafarge connaît les propriétaires des titres et votre interlocuteur pour l'Assemblée générale est BNP Paribas Securities Services.

Les actions sont au porteur lorsque Lafarge ne connaît pas leur propriétaire. Votre compte titres est ouvert chez votre intermédiaire financier, qui est votre interlocuteur pour l'Assemblée générale.

**Puis-je recevoir le dossier de convocation par Internet ?**

La réglementation autorise l'utilisation d'Internet pour la communication entre la Société et ses actionnaires. Mais elle exige que la Société recueille au préalable l'accord des actionnaires intéressés.

Pour que nous soyons en mesure d'adresser par Internet aux actionnaires en nominatif qui le souhaitent le dossier de convocation dès la prochaine Assemblée générale, il vous suffit soit d'utiliser le formulaire de demande d'envoi de documents à la page 103 pour nous donner votre accord et nous indiquer votre adresse électronique, soit de vous connecter directement sur le site Internet PlanetShares (<https://planetshares.bnpparibas.com>) avec vos identifiants habituels.

Si vous changez ensuite d'avis et décidez de recevoir à nouveau votre convocation par voie postale, il vous suffira de nous en informer par courrier à l'attention de :

BNP Paribas Securities Services  
Les Grands Moulins de Pantin CTS  
Service aux Émetteurs  
Service Assemblée Lafarge  
9, rue du Débarcadère  
93761 Pantin Cedex 09

ou par e-mail à l'adresse :

[paris-bp2s\\_cts\\_assemblees@bnpparibas.com](mailto:paris-bp2s_cts_assemblees@bnpparibas.com)  
dans les délais prévus par l'article R. 225-63 du Code de commerce.

**Puis-je voter par Internet ?**

Tous les actionnaires peuvent voter par Internet. Les modalités de participation sont détaillées en page 4. Le site Internet sécurisé dédié à l'Assemblée sera ouvert à compter du 13 avril 2015 jusqu'au 6 mai 2015, 15 h 00 (heure de Paris).

**Est-il possible que je reçoive plus d'un formulaire de vote ? Si oui, pourquoi ?**

Si vous recevez plus d'un formulaire de vote vous concernant, cela signifie que vous détenez des actions Lafarge dans plusieurs comptes distincts. Il est alors nécessaire que vous remplissiez et retourniez chaque formulaire de vote reçu.

**Où dois-je renvoyer mon formulaire de vote ?**

À BNP Paribas Securities Services pour vos actions détenues au nominatif. À l'intermédiaire financier qui tient votre compte titres pour vos actions au porteur.

**Quelle est la date limite pour renvoyer mon formulaire de vote ?**

Le formulaire de vote doit être retourné avant le mercredi 6 mai 2015, 15 h 00 (heure de Paris), date limite à laquelle BNP Paribas Securities Services doit être informé de vos intentions. Cependant, si vos actions sont au porteur, nous vous conseillons de vous renseigner auprès de votre intermédiaire financier car il peut exiger un délai supplémentaire pour transmettre vos instructions à BNP Paribas Securities Services.

**De quoi ai-je besoin pour assister et participer à l'Assemblée générale de Lafarge ?**

Si vous souhaitez assister à l'Assemblée et prendre part au vote, vous devez vous présenter le jour de l'Assemblée muni(e) de votre carte d'admission que vous aurez au préalable demandée à l'aide du formulaire de vote (case A) ou par Internet.

**À qui dois-je demander la carte d'admission pour assister à l'Assemblée générale ?**

À BNP Paribas Securities Services si vous êtes actionnaire au nominatif, en utilisant l'enveloppe T fournie.

À l'intermédiaire financier (banque, société de bourse, courtier en ligne) qui tient votre compte titres si vous détenez des actions au porteur.

Dans les deux cas, il vous suffit de cocher la case A du formulaire de vote et de signer en bas du formulaire.

Par ailleurs, vous pouvez également faire votre demande de carte d'admission sur le site Internet PlanetShares (<https://planetshares.bnpparibas.com>) avec vos identifiants habituels si vous êtes actionnaire au nominatif ou sur le portail "bourse" de votre intermédiaire financier si vous êtes actionnaire au porteur ou au nominatif administré.

### Qui peut voter à l'Assemblée générale ?

Tous les actionnaires qui détiennent des actions Lafarge à la date du mardi 5 mai 2015 à 00 h 00 (heure de Paris), et qui peuvent justifier de leur qualité d'actionnaire.

### Quelles sont les conditions pour que les résolutions soient adoptées ?

En matière ordinaire, l'Assemblée ne délibère valablement, sur première convocation, que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins 20 % des actions ayant droit de vote. Il n'y a aucun quorum requis sur seconde convocation. Pour être adoptées, les résolutions doivent être votées par la majorité (50 % + 1) des voix présentes et représentées à l'Assemblée.

En matière extraordinaire, le quorum exigé est de 25 % des actions ayant droit de vote sur première convocation et de 20 % des actions ayant droit de vote sur seconde convocation. Pour être adoptées, les résolutions doivent être votées par deux tiers des voix présentes et représentées à l'Assemblée.

### Où puis-je trouver les résultats du vote des résolutions une fois l'Assemblée générale terminée ?

Les résultats du vote de chaque résolution sont disponibles sur notre site Internet, [www.lafarge.com](http://www.lafarge.com), environ 48 heures après la tenue de l'Assemblée générale.

Un compte rendu de l'Assemblée générale sera également disponible ultérieurement sur notre site Internet, [www.lafarge.com](http://www.lafarge.com).

### Puis-je poser une question à l'Assemblée générale ?

Les actionnaires assistant à l'Assemblée générale pourront poser des questions avant le vote des résolutions.

Par ailleurs, tout actionnaire a la faculté de poser des questions par écrit jusqu'au quatrième

jour ouvré précédant la date de l'Assemblée, soit le 30 avril 2015 minuit, heure de Paris (article R.225-84 du Code de commerce). Les questions doivent être adressées avant le 30 avril 2015 minuit par lettre recommandée avec accusé de réception à : Lafarge, Président du Conseil d'administration, "Question écrite pour l'Assemblée générale", 61, rue des Belles Feuilles, 75116 Paris. Pour être prises en compte, les questions doivent impérativement être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte. Une réponse commune peut être apportée à ces questions dès lors qu'elles présentent le même contenu. La réponse à une question écrite est réputée avoir été donnée dès lors qu'elle figure sur le site Internet [www.lafarge.com](http://www.lafarge.com) (rubrique Actionnaires & Investisseurs).

### Quelle fiscalité s'applique au dividende versé en 2015 au titre de l'exercice 2014 ?

Les dividendes et distributions assimilées perçus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 par des personnes physiques fiscalement domiciliées en France, sont imposés obligatoirement au barème progressif de l'impôt sur le revenu des personnes physiques après application de l'abattement de 40 % (sous réserve que les dividendes ouvrent droit à un tel abattement).

Par ailleurs, ces mêmes revenus sont soumis à un prélèvement à la source obligatoire, non libératoire de l'impôt sur le revenu applicable au taux de 21 %. Ce prélèvement est opéré à la source par l'établissement payeur des revenus (BNP Paribas Securities Services). Il est effectué à titre d'acompte de l'impôt sur le revenu : il est imputable sur le montant de l'impôt sur le revenu dû au titre l'année de perception des revenus, l'excédent éventuel étant restituable par l'administration fiscale.

Enfin, ces mêmes revenus sont soumis aux prélèvements sociaux au taux global actuel de 15,5 %. Ces derniers sont prélevés à la source par l'établissement payeur des revenus (BNP Paribas Securities Services).

## À QUI DOIS-JE M'ADRESSER ?

### Pour obtenir des informations complémentaires :

Tous les documents qui doivent être communiqués dans le cadre de cette Assemblée générale sont disponibles directement sur [www.lafarge.com](http://www.lafarge.com) (rubrique Actionnaires & Investisseurs).

Vous pouvez obtenir des informations complémentaires à l'aide du formulaire de demande d'envoi de documents (page 103 de ce document de convocation), à retourner exclusivement à :

**BNP Paribas Securities Services  
Les Grands Moulins de Pantin  
C.T.S. - Service aux Émetteurs/  
Service Assemblée Lafarge  
9, rue du Débarcadère  
93761 Pantin Cedex 09**

Si, en fonction de votre situation particulière, vous avez besoin d'autres informations ou d'exemplaires supplémentaires de l'avis de convocation, vous pouvez contacter :

Lafarge, Service des Relations avec les actionnaires,  
61, rue des Belles Feuilles,  
BP 40 – 75782 Paris Cedex 16.

Téléphone (numéro vert) : **0 800 235 235**  
(appel gratuit depuis un poste fixe en France).

Fax : +33 (0)1 44 34 12 37

E-mail : [actionnaires.individuels@lafarge.com](mailto:actionnaires.individuels@lafarge.com)

Ou visiter notre site : **[www.lafarge.com](http://www.lafarge.com)**,  
rubrique "Actionnaires & Investisseurs"

### Pour participer à l'Assemblée générale :

➔ À BNP Paribas Securities Services si vos actions sont au nominatif (pour demander votre carte d'admission ou renvoyer votre formulaire de vote).

BNP Paribas Securities Services (banque centralisatrice) Les Grands Moulins de Pantin - C.T.S. - Service aux Émetteurs / Service Assemblée Lafarge - 9, rue du Débarcadère 93761 Pantin Cedex 09

Téléphone (numéro vert) : **0 800 235 235**  
(appel gratuit depuis un poste fixe en France).

ou +33 (0)1 55 77 61 00

Fax : +33 (0)1 55 77 34 17

➔ À l'intermédiaire financier qui tient votre compte-titres si vos actions sont au porteur (pour demander et renvoyer votre formulaire de vote et pour demander votre carte d'admission).

➔ Pour voter ou donner procuration par Internet, se reporter à la page 4.





# FORMULAIRE DE DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS

Assemblée générale mixte

**Jeudi 7 mai 2015**

**15 h 30 au Carrousel du Louvre**

À retourner directement :



**BNP Paribas Securities Services  
Les Grands Moulins de Pantin  
C.T.S. - Service aux Émetteurs  
Service Assemblée Lafarge  
9, rue du Débarcadère  
93761 Pantin Cedex 09**

M. ☐ Mme ☐ Mlle ☐

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse complète : .....

.....

◆ **Je suis propriétaire d'actions nominatives ou au porteur** <sup>(1)</sup> et en application des dispositions de l'article R. 225-88 du Code de commerce, je demande à la société Lafarge de me faire parvenir l'ensemble des documents et renseignements concernant l'Assemblée générale mixte du 7 mai 2015, tels qu'ils sont énumérés à l'article R. 225-83 du Code de commerce.

Documents souhaités ☐ en français ☐ en anglais

◆ **Étant propriétaire d'actions nominatives**, je demande également, conformément à l'article R. 225-88 alinéa 3 du Code de commerce, que les documents et renseignements visés aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de commerce me soient adressés à l'occasion de chacune des assemblées générales d'actionnaires ultérieures.

Documents souhaités ☐ en français ☐ en anglais

La réglementation autorise l'utilisation d'Internet pour la communication entre la Société et ses actionnaires. Mais elle exige que vous ayez donné au préalable votre accord par écrit.

◆ **Je suis propriétaire d'actions nominatives et je souhaite recevoir par Internet le dossier de convocation** (avis de convocation et formulaire de vote par correspondance ou procuration) à partir des prochaines assemblées générales qui viendraient à se tenir <sup>(2)</sup>.

☐ en français ☐ en anglais

J'indique mon adresse électronique : .....

Les actionnaires au nominatif peuvent également choisir la convocation par Internet en se connectant sur le site PlanetShares (<https://planetshares.bnpparibas.com>).

Date : le ..... 2015

Signature

(1) Dans ce cas, joindre une copie de l'attestation de participation récente remise par votre intermédiaire financier.

(2) Si vous changez ensuite d'avis et décidez de recevoir à nouveau votre convocation par voie postale, il vous suffira de nous en informer par courrier à l'attention de : BNP Paribas Securities Services - Les Grands Moulins de Pantin - CTS - Service aux Émetteurs - Service Assemblée Lafarge - 9, rue du Débarcadère - 93761 Pantin Cedex 09 ou par e-mail à l'adresse : [paris\\_bp2s\\_cts\\_assemblees@bnpparibas.com](mailto:paris_bp2s_cts_assemblees@bnpparibas.com) dans les délais prévus par l'article R225-63 du Code de commerce.





[www.lafarge.com](http://www.lafarge.com)



Ce document est imprimé en France par un imprimeur certifié Imprim'Vert  
sur un papier certifié PEFC issu de ressources contrôlées et gérées durablement.

© Lafarge – Crédits Photos : Couverture : Médiathèque Lafarge - Charles Plumey-Faye - Rudy Ricciotti (architecte)

**LAFARGE**  
61, rue des Belles Feuilles – BP 40  
75782 Paris Cedex 16 – France  
Tél. : + 33 1 44 34 11 11  
Fax : + 33 1 44 34 12 00  
[www.lafarge.com](http://www.lafarge.com)

